

Rapport aux actionnaires du premier trimestre de 2016

BMO Groupe financier annonce un bénéfice net de 1,1 milliard de dollars pour le premier trimestre de 2016

Points saillants des résultats financiers :

Comparaison du premier trimestre de 2016 et du premier trimestre de 2015 :

- **Bénéfice net de 1 068 millions de dollars, en hausse de 7 %, et bénéfice net ajusté¹ de 1 178 millions, en hausse de 13 %**
- **BPA² de 1,58 \$, en hausse de 8 %, et BPA ajusté^{1,2} de 1,75 \$, en hausse de 14 %**
- **RCP de 10,9 %, comparativement à 11,8 %, et RCP ajusté¹ de 12,1 %, contre 12,3 %**
- **Dotations à la provision pour pertes sur créances de 183 millions de dollars, contre 163 millions**
- **Ratio des fonds propres sous forme d'actions ordinaires de catégorie 1 selon Bâle III de 10,1 %**

Toronto, le 23 février 2016 – Pour le premier trimestre clos le 31 janvier 2016, BMO Groupe financier a annoncé un bénéfice net comptable de 1 068 millions de dollars ou 1,58 \$ par action et un bénéfice net ajusté de 1 178 millions ou 1,75 \$ par action.

« BMO a continué d'obtenir de bons résultats d'exploitation au dernier trimestre en enregistrant un bénéfice net ajusté de 1,2 milliard de dollars et un bénéfice par action ajusté de 1,75 \$, soit une hausse de 14 % par rapport à l'année précédente, a déclaré Bill Downe, chef de la direction, BMO Groupe financier. Grâce à une bonne croissance des revenus et à une gestion rigoureuse des charges, notre levier d'exploitation net est demeuré positif pour un troisième trimestre d'affilée.

« De tels résultats mettent en évidence les avantages de la bonne diversification de nos activités, par région et par segment de clientèle. Globalement, les activités de nos Services bancaires Particuliers et entreprises ont augmenté de 12 % par rapport à l'année dernière, grâce aux solides résultats ajustés des Services bancaires Particuliers et entreprises aux États-Unis et des Services bancaires au Canada, respectivement en hausse de 29 % et 5 %. BMO Marchés des capitaux a enregistré de bons résultats au cours du trimestre, y compris une augmentation de son bénéfice de 18 % sur douze mois, alors que ceux de BMO Gestion de patrimoine reflètent les conditions du marché.

« Nous avons une solide assise financière et un ensemble de priorités claires et constantes qui tiennent compte du rôle que peut jouer la technologie dans la transformation des activités bancaires, a conclu M. Downe. Nos résultats du dernier trimestre renforcent la confiance que l'exécution réussie de notre stratégie nous permettra de répondre aux attentes changeantes des clients et de continuer à offrir un bon rendement dans un contexte perturbé. »

Concurremment à la publication de ses résultats, BMO a annoncé un dividende de 0,84 \$ par action ordinaire pour le deuxième trimestre de 2016, soit le même montant qu'au trimestre précédent, mais 0,04 \$ par action ou 5 % de plus qu'il y a un an, ce qui correspond à un dividende annuel de 3,36 \$ par action ordinaire.

Notre Rapport aux actionnaires pour le premier trimestre de 2016, incluant nos états financiers consolidés intermédiaires non audités de la période close le 31 janvier 2016, est disponible dans son intégralité à l'adresse www.bmo.com/relationinvestisseurs ainsi qu'à l'adresse www.sedar.com.

1) Les résultats et mesures figurant dans le présent document sont présentés selon les PCGR. Ils sont également après ajustement de sorte à exclure l'incidence de certains éléments. Les résultats et mesures ajustés ne sont pas conformes aux PCGR et sont expliqués en détail, pour toutes les périodes indiquées, dans la section intitulée Mesures non conformes aux PCGR, où sont également présentés ces mesures non conformes aux PCGR et leurs plus proches équivalents selon les PCGR.

2) Sauf indication contraire, lorsqu'il est question du bénéfice par action (BPA) dans ce document, il s'agit du bénéfice dilué par action. Le BPA est calculé au moyen du bénéfice net après déduction du bénéfice net attribuable à la participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales et des dividendes sur actions privilégiées.

Note : Tous les ratios et variations de pourcentage figurant dans ce document sont fondés sur des chiffres qui n'ont pas été arrondis.

Aperçu des résultats de la Banque

Le bénéfice net s'est chiffré à 1 068 millions de dollars au premier trimestre de 2016, en hausse de 68 millions, ou de 7 %, par rapport à la même période de l'exercice précédent.

Le bénéfice net ajusté a été de 1 178 millions de dollars, ayant progressé de 137 millions, ou de 13 %, en regard du trimestre correspondant de 2015, ce qui reflète les bons résultats de PE États-Unis, lesquels ont tiré profit des activités de financement d'équipement de transport de BMO (FET de BMO) qui ont été acquises, ainsi que la progression de ceux de PE Canada et de BMO Marchés des capitaux. Le bénéfice net des activités traditionnelles de gestion de patrimoine a été comparable à celui d'il y a un an puisque l'essor des activités a été annulé par les répercussions du recul des marchés boursiers. Le bénéfice des activités d'assurance rend compte des conséquences négatives des taux d'intérêt et de ces marchés au cours des deux périodes. Le BPA comptable s'est renforcé de 8 % et, après ajustement, il s'est accru de 14 % sur un an. Le rendement des capitaux propres s'est établi à 10,9 % et, après ajustement, il a été de 12,1 %. La valeur comptable par action a augmenté de 13 % en regard d'il y a un an et a atteint 59,61 \$. Le ratio des fonds propres sous forme d'actions ordinaires de catégorie 1 selon Bâle III est demeuré solide à 10,1 %.

Aperçu des résultats des groupes d'exploitation

PE Canada

Le bénéfice net, soit 529 millions de dollars, s'est accru de 26 millions, ou de 5 %, sur un an. Les revenus se sont améliorés de 97 millions, ou de 6 %, en regard de la période correspondante de l'exercice précédent grâce à la hausse des soldes de la plupart des produits et des revenus autres que d'intérêts ainsi qu'à l'élargissement de la marge nette d'intérêts. Les charges ont augmenté de 37 millions, ou de 4 %, en raison surtout de la hausse des frais liés au personnel. Le levier d'exploitation s'est situé à 1,5 %. En regard de la même période de 2015, l'essor des prêts a été de 5 % et celle des dépôts, de 6 %.

Dans l'unité des services bancaires aux particuliers, la croissance, sur douze mois, des prêts et des dépôts s'est établie à 3 % et à 5 %, respectivement. Au cours du trimestre, nous avons commencé à mettre à niveau nos guichets automatiques bancaires (GAB) afin d'offrir à nos clients encore plus de fonctionnalités, dont des écrans tactiles intelligents et des dépôts sans enveloppe. Nous prévoyons actualiser ainsi 2 200 GAB d'ici la fin de l'exercice 2016.

Dans l'unité des services bancaires aux entreprises, les prêts et les dépôts ont progressé de 9 % et de 8 %, respectivement, en regard d'il y a un an. Nous nous efforçons sans cesse d'accroître les compétences de notre personnel de vente et de mettre au point des produits et des services qui répondent aux besoins de nos clients. Au cours du trimestre, BMO a élargi son partenariat avec FreshBooks en offrant à partir du « nuage informatique » de celle-ci un logiciel de comptabilité simple et conçu expressément pour les microentreprises.

PE États-Unis

Le bénéfice net a atteint 251 millions de dollars, en hausse de 59 millions, ou de 31 % sur un an. Après ajustement, il s'est situé à 264 millions, ce qui représente une hausse de 59 millions, ou de 29 %. Tous les montants indiqués dans le reste de cette section sont en dollars américains.

Le bénéfice net s'est établi à 182 millions de dollars, dépassant ainsi de 21 millions, ou de 13 %, celui constaté un an plus tôt. Après ajustement, il a été de 191 millions, pour une hausse de 19 millions, ou de 11 %, ce qui tient compte de l'acquisition de FET de BMO.

À 828 millions de dollars, les revenus ont augmenté de 106 millions, ou de 15 %, ce qui témoigne de l'incidence positive de FET de BMO, de l'élargissement des volumes des dépôts et de leurs marges ainsi que de la croissance interne des prêts, facteurs atténués par la compression des marges sur les prêts. Les charges autres que d'intérêts ajustées se sont établies à 518 millions, ce qui signale une hausse de 61 millions, ou de 13 %, laquelle a résulté en grande partie de l'acquisition de FET de BMO.

Les prêts ont augmenté de 5,9 milliards de dollars, ou de 10 %, sur un an, la progression des prêts aux entreprises (exclusion faite de FET de BMO) ayant atteint 3,1 milliards, ou 9 %.

Le 1^{er} décembre 2015, nous avons mené à terme l'acquisition de la division de financement du transport de General Electric Capital Corporation et l'avons renommée Financement d'équipement de transport de BMO. FET de BMO enrichit l'offre de services bancaires aux entreprises de BMO en y intégrant le plus important fournisseur de services de financement du segment des camions et remorques en Amérique du Nord.

Durant le trimestre, nous avons lancé une nouvelle gamme de produits MasterCard^{MD} destinés aux particuliers et aux petites entreprises qui traitent avec BMO Harris Bank, gamme qui se veut des plus concurrentielles et qui correspond véritablement à ce que recherchent nos clients.

BMO Gestion de patrimoine

Le bénéfice net a été de 148 millions de dollars, comparativement à 159 millions il y a un an et, après ajustement, il s'est chiffré à 176 millions, contre 186 millions au même trimestre de 2015. Le bénéfice net ajusté des activités traditionnelles de gestion de patrimoine s'est établi à 154 millions, n'ayant que peu changé en regard de celui du trimestre correspondant de l'exercice précédent car l'essor des activités a été neutralisé par les conséquences du recul des marchés boursiers. Le bénéfice net ajusté des activités d'assurance a été de 22 millions, contre 31 millions un an auparavant, reflétant les répercussions négatives des taux d'intérêt et des marchés boursiers au cours des deux périodes, ce qui a eu pour effet de réduire de 33 millions le bénéfice net ajusté du trimestre à l'étude.

Ayant atteint 864 milliards de dollars, les actifs sous gestion et sous administration ont augmenté de 12 milliards, ou de 1 %, par rapport à il y a un an, ce qui a résulté des fluctuations favorables des cours de change, facteur atténué par le repli des marchés.

En janvier, BMO Gestion de patrimoine a lancé le Portefeuille futé BMO^{MC}, un nouveau service numérique de gestion de portefeuilles facile à utiliser et abordable qui s'aligne sur les objectifs de placement du client et lui donne un accès en ligne partout et en tout temps. Avec le lancement du Portefeuille futé BMO^{MC}, celui-ci dispose maintenant de l'une des gammes de services de placement les plus complètes de l'industrie.

En novembre 2015, BMO Ligne d'action a été nommée meilleure Maison de courtage en ligne pour la troisième année d'affilée lors du 21^e gala annuel Morningstar en raison de la qualité exceptionnelle de son service à la clientèle, de ses outils et ressources en ligne, de l'amplitude de son éventail de produits de placement et de la fonctionnalité de son site Web.

BMO Marchés des capitaux

Le bénéfice net s'est chiffré à 260 millions de dollars, en hausse de 40 millions, ou de 18 %, par rapport à il y a un an. Les revenus ont augmenté de 100 millions, ou de 11 %. Compte non tenu de l'incidence de l'appréciation du dollar américain, les revenus se sont renforcés de 55 millions, ou de 6 %, grâce à l'amélioration du rendement du secteur Banque d'affaires et services bancaires aux sociétés par suite de la hausse des revenus générés par ces services et des commissions de consultation de banque d'affaires, ce qui a été atténué par le recul des activités de prise ferme de titres de créance et d'actions. Malgré les conditions de marché, les revenus du secteur Produits de négociation n'ont que légèrement baissé en raison d'une gestion prudente et de la diminution des flux dans certains segments de clientèle. Exclusion faite de l'incidence de l'appréciation du dollar américain, les charges autres que d'intérêts n'ont que peu varié en regard du même trimestre de l'exercice précédent.

Services d'entreprise

La perte nette comptable des Services d'entreprise s'est située à 120 millions de dollars pour le trimestre considéré, comparativement à 74 millions il y a un an. La perte nette ajustée s'est chiffrée à 52 millions, contre 74 millions un an auparavant.

Les résultats ajustés que renferment les sections qui présentent un aperçu des résultats de la Banque et de ceux des groupes d'exploitation sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section Mesures non conformes aux PCGR.

Fonds propres

Le ratio des fonds propres sous forme d'actions ordinaires de catégorie 1 de BMO selon Bâle III s'établissait à 10,1 % au 31 janvier 2016. Ce ratio a diminué d'environ 60 points de base comparativement à celui de 10,7 % enregistré à la fin du quatrième trimestre, ce qui a découlé de l'acquisition de FET de BMO. Le rendement des capitaux propres a été affaibli par la hausse des capitaux propres attribuables aux actionnaires qui a résulté en partie des profits de change réalisés à l'égard de nos établissements à l'étranger.

Dotation à la provision pour pertes sur créances

La dotation à la provision pour pertes sur créances a totalisé 183 millions de dollars, ce qui représente 20 millions de plus qu'à la même période un an plus tôt et a résulté essentiellement de la hausse de celles de PE Canada et PE États-Unis, hausse compensée en partie par la progression des recouvrements des Services d'entreprise.

Mise en garde

Les sections ci-dessus contiennent des déclarations prospectives. Voir la mise en garde concernant les déclarations prospectives.

Documents déposés auprès des organismes de réglementation

Nos documents d'information continue, y compris les documents intermédiaires, le Rapport de gestion annuel, les états financiers consolidés audités, la Notice annuelle, l'Avis de convocation à l'assemblée annuelle des actionnaires et la circulaire de sollicitation de procurations, sont accessibles sur notre site Web, au www.bmo.com/relationinvestisseurs, sur le site des Autorités canadiennes en valeurs mobilières, au www.sedar.com, et dans la section EDGAR du site Web de la SEC, au www.sec.gov.

La Banque de Montréal utilise une marque unifiée reliant toutes les sociétés membres de l'organisation. La Banque de Montréal et ses filiales sont désignées par l'appellation BMO Groupe financier. Ainsi, dans le présent document, les appellations BMO et BMO Groupe financier désignent la Banque de Montréal et ses filiales.

Rapport de gestion

Les commentaires contenus dans le présent Rapport de gestion sont en date du 23 février 2016. Ce Rapport de gestion doit être lu à la lumière des états financiers consolidés intermédiaires non audités pour la période close le 31 janvier 2016 ainsi que des états financiers consolidés audités de l'exercice clos le 31 octobre 2015 et du Rapport de gestion de l'exercice 2015 figurant dans le Rapport annuel pour 2015 de BMO. L'information qui précède cette section fait partie de ce Rapport de gestion.

On trouvera une analyse détaillée de nos secteurs d'activité, de nos stratégies et de nos objectifs dans le Rapport de gestion annuel pour 2015, lequel est accessible sur notre site Web à l'adresse www.bmo.com/relationinvestisseurs. Nous invitons également les lecteurs à visiter ce site pour y obtenir d'autres renseignements financiers trimestriels.

Table des matières

4	Faits saillants financiers	24	Sommaire des tendances trimestrielles relatives au bénéfice
5	Mesures non conformes aux PCGR	25	Bilan
6	Mise en garde concernant les déclarations prospectives	26	Transactions avec des parties liées
7	Surviv et perspectives économiques	26	Arrangements hors bilan
7	Autres mesures de la valeur	26	Méthodes comptables et principales estimations comptables
7	Change	26	Modifications futures de méthodes comptables
8	Bénéfice net	26	Instruments financiers désignés
9	Revenus	27	Obligations redditionnelles des banques d'importance systémique nationale
10	Dotations à la provision pour pertes sur créances	27	Autres faits nouveaux en matière de réglementation
11	Prêts douteux	28	Gestion des risques
12	Sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités	28	Risque de marché
12	Charges autres que d'intérêts	30	Risque de liquidité et de financement
12	Impôts sur le résultat	33	Cotes de crédit
13	Gestion du capital	33	Risque d'assurance
15	Désignation des dividendes admissibles	34	Risque lié à la sécurité de l'information et à la cybersécurité
16	Analyse des résultats des groupes d'exploitation	34	Expositions dans certaines régions
16	Services bancaires Particuliers et entreprises (Services bancaires PE)	36	États financiers consolidés intermédiaires
17	Services bancaires Particuliers et entreprises au Canada (PE Canada)	36	État consolidé des résultats
18	Services bancaires Particuliers et entreprises aux États-Unis (PE États-Unis)	37	État consolidé du résultat global
20	BMO Gestion de patrimoine	38	Bilan consolidé
21	BMO Marchés des capitaux	39	État consolidé des variations des capitaux propres
22	Services d'entreprise	40	État consolidé des flux de trésorerie
		41	Notes afférentes aux états financiers consolidés
		58	Renseignements à l'intention des investisseurs et des médias

La direction de la Banque de Montréal, sous la supervision du chef de la direction et du chef des finances, a évalué, au 31 janvier 2016, l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information de la Banque de Montréal, tels qu'ils sont définis dans les règles de la Securities and Exchange Commission et des Autorités canadiennes en valeurs mobilières, et elle a conclu que ces contrôles et procédures étaient efficaces.

Au cours du trimestre clos le 31 janvier 2016, il n'y a eu aucun changement à notre contrôle interne à l'égard de l'information financière qui a eu un effet important, ou qui est raisonnablement susceptible d'avoir un effet important, sur notre contrôle interne à l'égard de l'information financière.

En raison de leurs limites inhérentes, les contrôles et procédures de communication de l'information et le contrôle interne à l'égard de l'information financière ne peuvent fournir qu'une assurance raisonnable et il est possible qu'ils ne permettent pas de prévenir ou de détecter les inexactitudes.

Comme lors des trimestres précédents, le Comité d'audit et de révision de la Banque de Montréal a examiné le présent document et le Conseil d'administration de la Banque de Montréal l'a approuvé avant sa publication.

Faits saillants financiers

Tableau 1

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T1-2016	T4-2015	T1-2015
Sommaire de l'état des résultats			
Revenus nets d'intérêts	2 480	2 311	2 165
Revenus autres que d'intérêts	2 595	2 671	2 890
Revenus	5 075	4 982	5 055
Sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités (SCVPI)	366	265	747
Revenus, déduction faite des SCVPI	4 709	4 717	4 308
Dotations à la provision spécifique pour pertes sur créances	183	128	163
Charges autres que d'intérêts	3 270	3 093	3 006
Charge d'impôts sur le résultat	188	282	139
Bénéfice net	1 068	1 214	1 000
Attribuable aux actionnaires de la Banque	1 060	1 206	986
Attribuable à la participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales	8	8	14
Bénéfice net	1 068	1 214	1 000
Bénéfice net ajusté	1 178	1 264	1 041
Données relatives aux actions ordinaires (en dollars, sauf indication contraire)			
Bénéfice par action	1,58	1,83	1,46
Bénéfice par action ajusté	1,75	1,90	1,53
Croissance du bénéfice par action (%)	8,2	17,3	(7,6)
Croissance du bénéfice par action ajusté (%)	14,4	16,6	(5,0)
Dividendes déclarés par action	0,84	0,82	0,80
Valeur comptable d'une action	59,61	56,31	52,98
Cours de clôture de l'action	75,22	76,04	72,93
Valeur marchande globale des actions ordinaires (en milliards de dollars)	48,4	48,9	47,2
Rendement de l'action (%)	4,5	4,3	4,4
Mesures et ratios financiers (%)			
Rendement des capitaux propres	10,9	12,9	11,8
Rendement des capitaux propres ajusté	12,1	13,5	12,3
Rendement des capitaux propres corporels attribuables aux actionnaires ordinaires	15,0	16,6	15,3
Croissance du bénéfice net	6,8	13,5	(5,8)
Croissance du bénéfice net ajusté	13,2	13,9	(3,9)
Croissance des revenus	0,4	7,4	12,9
Croissance des revenus ajustés, déduction faite des SCVPI	11,3	8,7	4,5
Croissance des charges autres que d'intérêts	8,8	7,1	12,0
Croissance des charges autres que d'intérêts ajustée	8,5	6,9	11,3
Ratio d'efficacité, déduction faite des SCVPI	69,4	65,6	69,8
Ratio d'efficacité ajusté	62,1	60,8	58,4
Ratio d'efficacité ajusté, déduction faite des SCVPI	66,8	64,2	68,5
Levier d'exploitation, déduction faite des SCVPI	0,5	1,6	(7,5)
Levier d'exploitation ajusté, déduction faite des SCVPI	2,8	1,8	(6,8)
Marge nette d'intérêts sur l'actif productif moyen	1,58	1,53	1,51
Taux d'impôt effectif	15,0	18,8	12,2
Taux d'impôt effectif ajusté	16,2	18,9	12,6
Rendement de l'actif moyen	0,59	0,70	0,60
Ratio dotation à la provision pour pertes sur créances au solde moyen des prêts et acceptations (annualisé)	0,21	0,15	0,21
Bilan (en millions de dollars, sauf indication contraire)			
Actifs	699 293	641 881	672 410
Solde net des prêts et acceptations	356 343	334 024	317 630
Dépôts	470 836	438 169	429 778
Capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	38 345	36 182	34 192
Ratio de la trésorerie et des valeurs mobilières au total des actifs (%)	26,4	27,8	30,1
Ratios des fonds propres (en %, sauf indication contraire)			
Ratio des fonds propres sous forme d'actions ordinaires de catégorie 1	10,1	10,7	10,1
Ratio des fonds propres de catégorie 1	11,4	12,3	11,4
Ratio du total des fonds propres	13,5	14,4	13,4
Ratio de levier	4,0	4,2	3,8
Actifs pondérés en fonction des risques compris dans les fonds propres sous forme d'actions ordinaires de catégorie 1 (en millions de dollars)	265 043	239 185	237 529
Cours de change			
Dollar CA/dollar US	1,4006	1,3075	1,2711
Dollar CA/dollar US - moyenne	1,3737	1,3191	1,1923

Les résultats ajustés que renferme la présente section sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

Mesures non conformes aux PCGR

Les résultats et mesures figurant dans le présent Rapport de gestion sont présentés conformément aux PCGR. Sauf indication contraire, tous les montants sont en dollars canadiens et ont été établis à partir d'états financiers préparés conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS). Toute mention des PCGR renvoie aux IFRS. Les résultats et mesures sont également présentés après ajustement de manière à exclure l'incidence de certains éléments, tel qu'il est indiqué dans le tableau 2 ci-dessous. La direction évalue le rendement à l'aide de mesures et résultats comptables et de mesures et résultats ajustés, et considère qu'ils sont utiles aux fins de l'appréciation de la performance sous-jacente des secteurs. Le fait de recourir à un tel mode de présentation donne aux lecteurs une meilleure compréhension de la façon dont la direction analyse les résultats en plus de leur permettre d'apprécier l'incidence d'éléments spécifiques sur les résultats des périodes indiquées et de mieux évaluer les résultats compte non tenu de ces éléments s'ils considèrent que ceux-ci ne reflètent pas les résultats continus. C'est pourquoi ce mode de présentation peut aider les lecteurs à analyser les tendances et à faire des comparaisons avec nos concurrents. Les résultats et mesures ajustés ne sont pas conformes aux PCGR et n'ont donc pas de sens normalisé aux termes de ceux-ci. Ils sont difficilement comparables avec des mesures similaires qu'utilisent d'autres entreprises et ne devraient pas être interprétés de manière isolée ni comme pouvant remplacer les résultats établis aux termes des PCGR.

Mesures non conformes aux PCGR

Tableau 2

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	T1-2016	T4-2015	T1-2015
Résultats comptables			
Revenus	5 075	4 982	5 055
Sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités (SCVPI)	(366)	(265)	(747)
Revenus, déduction faite des SCVPI	4 709	4 717	4 308
Dotations à la provision pour pertes sur créances	(183)	(128)	(163)
Charges autres que d'intérêts	(3 270)	(3 093)	(3 006)
Bénéfice avant impôts sur le résultat	1 256	1 496	1 139
Charge d'impôts sur le résultat	(188)	(282)	(139)
Bénéfice net	1 068	1 214	1 000
BPA (\$) 	1,58	1,83	1,46
Éléments d'ajustement (avant impôts)			
Amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions 1)	(43)	(43)	(40)
Coûts d'intégration des acquisitions 2)	(22)	(20)	(13)
Ajustement comptable cumulatif 3)	(85)	-	-
Éléments d'ajustement pris en compte dans le bénéfice comptable avant impôts	(150)	(63)	(53)
Éléments d'ajustement (après impôts)			
Amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions 1)	(33)	(33)	(31)
Coûts d'intégration des acquisitions 2)	(15)	(17)	(10)
Ajustement comptable cumulatif 3)	(62)	-	-
Éléments d'ajustement pris en compte dans le bénéfice net comptable après impôts	(110)	(50)	(41)
Incidence sur le BPA (\$) 	(0,17)	(0,07)	(0,07)
Résultats ajustés			
Revenus	5 159	4 984	5 055
Sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités (SCVPI)	(366)	(265)	(747)
Revenus, déduction faite des SCVPI	4 793	4 719	4 308
Dotations à la provision pour pertes sur créances	(183)	(128)	(163)
Charges autres que d'intérêts	(3 204)	(3 032)	(2 953)
Bénéfice avant impôts sur le résultat	1 406	1 559	1 192
Charge d'impôts sur le résultat	(228)	(295)	(151)
Bénéfice net	1 178	1 264	1 041
BPA (\$) 	1,75	1,90	1,53

Les résultats ajustés que renferme ce tableau sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR.

- 1) Ces charges ont été imputées aux groupes d'exploitation en tant que charges autres que d'intérêts. Les montants avant et après impôts de chaque groupe d'exploitation sont présentés aux pages 16, 17, 18, 20 et 21.
- 2) Les coûts d'intégration des acquisitions associés à F&C ont été imputés à la Gestion de patrimoine et ceux à FET de BMO l'ont été aux Services d'entreprise puisque l'acquisition touche à la fois PE Canada et PE États-Unis. Les coûts des acquisitions sont essentiellement pris en compte dans les charges autres que d'intérêts.
- 3) L'ajustement comptable cumulatif qui a été constaté sous le poste Autres des revenus autres que d'intérêts était lié à la conversion des monnaies étrangères, ce qui a influé surtout sur les résultats des périodes antérieures.

Mise en garde concernant les déclarations prospectives

Les communications publiques de la Banque de Montréal comprennent souvent des déclarations prospectives, écrites ou verbales. Le présent document contient de telles déclarations, qui peuvent aussi figurer dans d'autres documents déposés auprès des organismes canadiens de réglementation des valeurs mobilières ou de la Securities and Exchange Commission des États-Unis ou dans d'autres communications. Toutes ces déclarations sont énoncées sous réserve des règles d'exonération de la loi américaine *Private Securities Litigation Reform Act of 1995* et des lois canadiennes sur les valeurs mobilières applicables, et elles sont conçues comme des déclarations prospectives aux termes de ces lois. Les déclarations prospectives peuvent comprendre notamment des observations concernant nos objectifs et nos priorités pour l'exercice 2016 et au-delà, nos stratégies ou actions futures, nos cibles, nos attentes concernant notre situation financière ou le cours de nos actions, et les résultats ou les perspectives de notre exploitation ou des économies canadienne, américaine et mondiale.

En raison de leur nature, les déclarations prospectives exigent la formulation d'hypothèses et comportent des risques et des incertitudes. Il existe un risque appréciable que les prévisions, pronostics, conclusions ou projections se révèlent inexacts, que nos hypothèses soient erronées et que les résultats réels diffèrent sensiblement de ces prévisions, pronostics, conclusions ou projections. Nous conseillons aux lecteurs du présent document de ne pas se fier indûment à ces déclarations étant donné que les résultats, les conditions, les actions ou les événements réels futurs pourraient différer sensiblement des cibles, attentes, estimations ou intentions exprimées dans ces déclarations prospectives en raison d'un certain nombre de facteurs.

Les résultats futurs ayant trait aux déclarations prospectives peuvent être influencés par de nombreux facteurs, notamment la situation économique générale et la conjoncture des marchés dans les pays où nous sommes présents, des marchés financiers ou du crédit faibles, volatils ou illiquides, les fluctuations des taux d'intérêt et des cours de change, les changements de politique monétaire, budgétaire, fiscale ou économique, l'intensité de la concurrence dans les secteurs géographiques et les domaines d'activité dans lesquels nous œuvrons, les changements de législation ou les changements dans les attentes ou les exigences des organismes de supervision, y compris les exigences ou directives en matière de fonds propres, de taux d'intérêt et de liquidité, les procédures judiciaires ou démarches réglementaires, l'exactitude et l'exhaustivité de l'information que nous obtenons sur nos clients et nos contreparties, notre capacité de mettre en œuvre nos plans stratégiques, de conclure des acquisitions et d'intégrer les entreprises acquises, ce qui englobe l'obtention de l'approbation des organismes de réglementation, les estimations comptables critiques et l'incidence des modifications des normes comptables, des règlements et des interprétations sur ces estimations, les risques opérationnels et infrastructurels, les modifications de nos cotes de crédit, la situation politique générale, les activités des marchés financiers internationaux, les répercussions possibles de guerres ou d'activités terroristes sur nos activités, les répercussions des épidémies de maladies sur les économies locales, nationales ou mondiale, les catastrophes naturelles et les répercussions de perturbations des infrastructures publiques telles que les services de transport et de communication et les systèmes d'alimentation en énergie ou en eau, les changements technologiques et notre capacité à prévoir et à gérer efficacement les risques liés aux facteurs susmentionnés.

Nous tenons à souligner que la liste de facteurs qui précède n'est pas exhaustive. D'autres facteurs et d'autres risques pourraient influencer défavorablement sur nos résultats. Pour plus d'informations, il y a lieu de se reporter à la section Gestion globale des risques aux pages 86 à 117, du Rapport de gestion annuel pour 2015, qui présente l'incidence que certains de ces facteurs et risques clés pourraient avoir sur les résultats futurs de la Banque de Montréal. Les investisseurs et les autres personnes qui se fient à des déclarations prospectives pour prendre des décisions à l'égard de la Banque de Montréal doivent tenir soigneusement compte de ces facteurs et de ces risques, ainsi que d'autres incertitudes et événements potentiels, et de l'incertitude inhérente aux déclarations prospectives. La Banque de Montréal ne s'engage pas à mettre à jour les déclarations prospectives, verbales ou écrites, qui peuvent être faites, à l'occasion, par elle-même ou en son nom, sauf si la loi l'exige. L'information prospective contenue dans le présent document est présentée dans le but d'aider nos actionnaires à comprendre notre situation financière aux dates indiquées ou pour les périodes closes à ces dates ainsi que nos priorités et objectifs stratégiques, et peut ne pas convenir à d'autres fins.

Les hypothèses relatives au comportement des économies canadienne et américaine, ainsi qu'à la conjoncture de marché globale et à leur effet combiné sur nos activités sont des facteurs importants dont nous tenons compte lors de l'établissement de nos priorités et objectifs stratégiques et des perspectives de nos divers secteurs d'activité. Pour élaborer nos prévisions en matière de croissance économique, en général et dans le secteur des services financiers, nous utilisons principalement les données économiques historiques fournies par les administrations publiques du Canada et des États-Unis et leurs agences. Se reporter à la section Survol et perspectives économiques du Rapport aux actionnaires du premier trimestre de 2016.

Survol et perspectives économiques

Après une croissance estimée à 1,2 % en 2015, l'économie canadienne devrait croître à un taux de 1,0 % en 2016, avant de rebondir à 2,1 % en 2017 en raison de la remontée des prix du pétrole qui est attendue et de la hausse des investissements dans les infrastructures par le gouvernement fédéral. L'économie a ralenti à cause du repli marqué des investissements et des revenus dans les régions productrices de pétrole ainsi que du manque de tonus du secteur minier. Soutenue par un rebond des exportations et la stabilité des dépenses de consommation et des marchés de l'habitation, l'économie affiche quand même une croissance dans l'ensemble du pays. Les exportations profitent du raffermissement de la demande aux États-Unis, du recul du dollar canadien et d'une légère reprise économique dans la zone euro, mais ces facteurs sont contrebalancés en partie par un ralentissement de la croissance en Chine et dans d'autres nouvelles économies de marché. Même si l'essor des dépenses de consommation au Canada a fléchi en raison du niveau élevé d'endettement, il se poursuit à un rythme soutenu, reflétant des ventes records de véhicules automobiles et la vigueur de la demande de services. Les ventes d'habitations sont toujours importantes à Vancouver et à Toronto, mais reculent dans les provinces riches en pétrole. Avec un taux de croissance dépassant les 2 %, la Colombie-Britannique et l'Ontario devraient demeurer le fer de lance de la croissance économique au pays, alors qu'il est probable que l'Alberta et Terre-Neuve-et-Labrador, provinces qui produisent le plus de pétrole, demeureront en récession cette année. La légère hausse des prix du pétrole qui est attendue devrait favoriser une reprise en Alberta et à Terre-Neuve-et-Labrador en 2017 et contribuer à stabiliser le dollar canadien après qu'il se soit fortement déprécié. Selon les attentes, la Banque du Canada devrait réduire les taux d'intérêt au printemps afin de soutenir l'économie.

L'économie américaine continue de croître à un rythme modéré. L'assainissement des finances des ménages et l'essor continu de l'emploi favorisent les dépenses de consommation, et le marché de l'habitation continue de profiter de la faiblesse des taux hypothécaires et de l'assouplissement des normes de crédit. Hormis celles du secteur pétrolier, les entreprises continuent d'investir. Cependant, la croissance a été freinée par le recul des exportations à cause de la vigueur du dollar et par la baisse marquée des forages pétroliers. Après avoir enregistré un taux de 2,4 % l'an dernier, la croissance économique devrait être de 2,2 % en 2016. Le taux de chômage devrait baisser pour s'établir à 4,6 % à la fin de l'année, incitant ainsi la Réserve fédérale à hausser graduellement les taux d'intérêt. Cependant, nous prévoyons qu'il se produira un léger cycle de resserrement compte tenu des problèmes économiques qui se posent à l'échelle mondiale, des récentes turbulences sur les marchés financiers et de la faiblesse de l'inflation, facteurs qui, ensemble, contribueront au maintien de taux d'intérêt à long terme très bas cette année.

Le taux d'expansion économique dans le Midwest des États-Unis, région qui englobe les six États américains contigus dans lesquels BMO mène des activités, devrait demeurer peu élevé, soit environ 1,5 % en 2016 et 1,9 % en 2017, la faiblesse continue des exportations nuisant toujours au secteur manufacturier.

La présente section, qui fait un survol de l'économie et traite de ses perspectives, contient des déclarations prospectives. Voir la mise en garde concernant les déclarations prospectives.

Autres mesures de la valeur

Pour la période de un an close le 31 janvier 2016, le rendement total des capitaux propres de BMO a été de 7,6 %. Pour les périodes de trois ans et de cinq ans closes le 31 janvier 2016, le rendement total des capitaux propres annuel moyen a été de 10,6 % et de 10,2 %, respectivement.

Change

Les équivalents en dollars canadiens du bénéfice net, des revenus, des charges, du recouvrement de (de la dotation à la provision pour) pertes sur créances et des impôts sur le résultat sectoriels aux États-Unis de BMO qui sont libellés en dollars américains ont progressé en regard du quatrième trimestre de 2015 et du premier trimestre de 2016 grâce à la plus-value du dollar américain. Le cours de change moyen du dollar canadien et du dollar américain, exprimé par le coût de un dollar américain en dollars canadiens, a augmenté de 4 % par rapport au quatrième trimestre de 2015 et de 15 % en regard de la même période de l'exercice précédent. Le tableau 3 fait état des cours de change moyens des dollars canadien et américain ainsi que de l'incidence de leurs fluctuations sur nos résultats sectoriels aux États-Unis. Au 31 janvier 2016, le dollar canadien équivalait à 1,4006 \$ US, contre 1,3075 \$ US et 1,2711 \$ US au 31 octobre 2015 et au 31 janvier 2015, respectivement. Dans le présent rapport aux actionnaires, toute mention de l'incidence de l'appréciation du dollar américain ne rend pas compte des montants libellés dans cette monnaie et constatés par des unités de BMO qui ne mènent pas d'activités aux États-Unis.

D'un point de vue économique, une grande partie de nos flux de revenus en dollars américains n'était pas couverte contre les fluctuations des cours de change durant le trimestre. Pendant cette période, nous avons couvert une partie du bénéfice net prévisionnel en dollars américains de BMO Marchés des capitaux. Ces couvertures sont comptabilisées à la valeur de marché, ce qui a donné lieu à une perte après impôts de 3 millions de dollars au premier trimestre, perte qu'a inscrite BMO Marchés des capitaux.

Nous déterminons régulièrement s'il nous faut ou non conclure des opérations de couverture afin d'atténuer l'incidence des fluctuations des cours de change sur le bénéfice net.

La présente section qui traite du change renferme des déclarations prospectives. Voir la mise en garde concernant les déclarations prospectives.

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T1-2016	
	c. T1-2015	c. T4-2015
Cours de change entre les dollars canadien et américain (moyenne)		
Période à l'étude	1,3737	1,3737
Période antérieure	1,1923	1,3191
Incidence sur les résultats comptables sectoriels aux États-Unis		
Augmentation des revenus nets d'intérêts	130	39
Augmentation des revenus autres que d'intérêts	94	29
Augmentation des revenus	224	68
Augmentation du recouvrement de pertes sur créances	2	1
Augmentation des charges	(168)	(51)
Augmentation des impôts sur le résultat	(15)	(5)
Augmentation du bénéfice net comptable, avant l'incidence des couvertures	43	13
Pertes de couverture de la période considérée, après impôts	(3)	(3)
Augmentation du bénéfice net comptable	40	10
Incidence sur les résultats ajustés sectoriels aux États-Unis		
Augmentation des revenus nets d'intérêts	130	39
Augmentation des revenus autres que d'intérêts	94	29
Augmentation des revenus	224	68
Augmentation de la dotation à la provision pour pertes sur créances	(6)	(2)
Augmentation des charges	(164)	(49)
Augmentation des impôts sur le résultat	(13)	(5)
Augmentation du bénéfice net ajusté, avant l'incidence des couvertures	41	12
Pertes de couverture de la période considérée, après impôts	(3)	(3)
Augmentation du bénéfice net ajusté	38	9

Les résultats ajustés que renferme la présente section sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

Bénéfice net

Comparaison du premier trimestre de 2016 et du premier trimestre de 2015

Le bénéfice net s'est chiffré à 1 068 millions de dollars au premier trimestre de 2016, en hausse de 68 millions, ou de 7 %, par rapport à la même période de l'exercice précédent. Après ajustement, le bénéfice net a été de 1 178 millions, ayant progressé de 137 millions, ou de 13 %, en regard du trimestre correspondant de 2015. Le BPA a augmenté de 0,12 \$, ou de 8 %, comparativement à il y a un an, pour s'établir à 1,58 \$ avant ajustement et à 1,75 \$ après ajustement, ce dernier résultat signalant une hausse de 0,22 \$, ou de 14 %.

Le bénéfice net global des deux unités Services bancaires PE, soit 780 millions de dollars, et leur bénéfice net ajusté, d'un montant de 794 millions, ont tous deux augmenté de 12 %. Les résultats de PE Canada se sont améliorés de 5 % grâce à la hausse des soldes de la plupart des produits, à l'augmentation des revenus autres que d'intérêts et à l'élargissement de la marge nette d'intérêts, ce qui a été atténué par l'accroissement des charges et de la dotation à la provision pour pertes sur créances. En dollars canadiens, le bénéfice net ajusté de PE États-Unis s'est accru de 29 % et, exprimé en dollars américains, il a augmenté de 11 %, tirant profit des conséquences positives de l'acquisition de FET de BMO. Les résultats ajustés des activités traditionnelles de gestion de patrimoine n'ont que peu changé en regard de ce qu'ils étaient un an plus tôt puisque l'essor de ces activités a été annulé par les répercussions du repli des marchés boursiers. Le bénéfice des activités d'assurance reflète les conséquences négatives des taux d'intérêt et de ces marchés dans les deux périodes, ce qui a eu pour effet de réduire de 33 millions le bénéfice net ajusté du trimestre à l'étude. Le bénéfice net de BMO Marchés des capitaux a progressé grâce à la hausse des revenus de son secteur Banque d'affaires et services bancaires aux sociétés. Les résultats ajustés des Services d'entreprise se sont améliorés puisque la baisse des charges et la hausse des recouvrements de pertes sur créances au cours de l'exercice à l'étude et celle des impôts à l'exercice précédent ont été contrebalancées en partie par le recul des revenus tirés des prêts.

Comparaison du premier trimestre de 2016 et du quatrième trimestre de 2015

Le bénéfice net comptable s'est dégagé à 1 068 millions de dollars (BPA de 1,58 \$) et, après ajustement, il a été de 1 178 millions (BPA de 1,75 \$), ayant baissé en regard du quatrième trimestre en raison d'éléments notables au cours de ces deux trimestres. Dans le trimestre à l'étude, ces éléments ont compris les répercussions négatives, sur les activités d'assurance, des taux d'intérêt et des marchés boursiers ainsi que la rémunération fondée sur des actions du personnel admissible à la retraite, rémunération qui est toujours passée en charges au premier trimestre de l'exercice. Quant aux éléments notables du trimestre précédent, ils comprenaient le profit à la vente de l'unité américaine de services de retraite, après déduction d'une réserve réglementaire, qu'a constaté la Gestion de patrimoine ainsi que l'incidence favorable du règlement d'un litige qu'ont inscrite les Services d'entreprise. Exclusion faite de ces éléments et des conséquences positives de la plus-value du dollar américain, le bénéfice net ajusté a augmenté de 7 %.

Le bénéfice net de PE Canada a fléchi à cause de la hausse de la dotation à la provision pour pertes sur créances, dotation qui avait été exceptionnellement faible au trimestre précédent. Le bénéfice net ajusté de PE États-Unis a fortement augmenté grâce à l'acquisition de FET de BMO, déduction faite de l'augmentation de la dotation à la provision pour pertes sur créances. Le bénéfice net ajusté de la Gestion de patrimoine a reculé étant donné qu'un profit sur une vente avait été inscrit au trimestre précédent ainsi qu'à cause des conséquences négatives que les taux d'intérêt et les marchés boursiers ont eues sur les activités d'assurance et aussi du manque de tonus de ces marchés. Les résultats de BMO Marchés des capitaux se sont améliorés en raison surtout de la hausse des revenus de ses secteurs Banque d'affaires et services bancaires aux sociétés et Produits de négociation. Les résultats ajustés des Services d'entreprise se sont dégradés, et ce, en raison surtout du fait que les revenus avaient été supérieurs à la moyenne au trimestre précédent, ce qui avait résulté du règlement d'un litige.

Les résultats ajustés que renferme la présente section qui traite du bénéfice net sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

Revenus

Comparaison du premier trimestre de 2016 et du premier trimestre de 2015

Le total des revenus a augmenté de 20 millions de dollars par rapport au premier trimestre de l'exercice précédent et a atteint 5 075 millions. Après ajustement, il s'est établi à 5 159 millions, s'étant accru de 104 millions, ou de 2 %. Après avoir retranché des revenus d'assurance les sinistres, les commissions et les passifs au titre des indemnités (ce qui correspond aux revenus nets), les revenus nets ajustés se sont établis à 4 793 millions, s'étant accrus de 485 millions, ou de 11 %. Compte non tenu de l'incidence de l'appréciation du dollar américain, les revenus nets ajustés ont augmenté de 6 %. Les revenus de PE Canada ont progressé de 6 % grâce à la hausse des soldes de la plupart des produits, des revenus autres que d'intérêts et de la marge nette d'intérêts. En dollars canadiens, les revenus de PE États-Unis se sont renforcés de 32 % et, exprimés en dollars américains, ils se sont accrus de 15 %, ce qui a résulté en grande partie des activités qui ont été acquises et de la croissance interne. Les revenus nets de la Gestion de patrimoine ont augmenté en raison des répercussions de l'incidence de la plus-value du dollar américain et de la livre sterling, l'essor des activités ayant été annulé par les conséquences du repli des marchés boursiers. Les revenus nets d'assurance ont été exceptionnellement faibles au cours des deux périodes à cause des répercussions négatives de ces marchés et des taux d'intérêt. Les revenus de BMO Marchés des capitaux se sont améliorés en raison de la hausse des revenus générés par son secteur Banque d'affaires et services bancaires aux sociétés. Malgré la conjoncture des marchés, les revenus du secteur Produits de négociation n'ont que faiblement baissé par suite d'une gestion prudente et d'une légère diminution des revenus dans certains segments de clientèle. Les revenus ajustés des Services d'entreprise ont baissé à cause du recul de ceux tirés des prêts.

À 2 480 millions de dollars, les revenus nets d'intérêts ont surpassé de 315 millions, ou de 15 %, ceux du premier trimestre de 2015, soit de 9 % compte non tenu de l'appréciation du dollar américain. Cette progression reflète les activités acquises, la croissance interne et l'élargissement de la marge nette d'intérêts. La marge nette d'intérêts globale de BMO s'est élargie de 7 points de base, pour se situer à 1,58 %. L'actif productif moyen s'est accru de 58 milliards de dollars, ou de 10 %, et a atteint 625 milliards, ce qui tient compte d'une hausse de 38 milliards résultant de l'appréciation du dollar américain.

Le montant net des revenus autres que d'intérêts a affiché une hausse de 86 millions de dollars, ou de 4 %, et s'est chiffré à 2 229 millions. Après ajustement, ce montant a augmenté de 170 millions, ou de 8 %, pour s'établir à 2 313 millions. Exclusion faite de l'incidence de la plus-value du dollar américain, le montant net des revenus autres que d'intérêts ajusté s'est accru de 4 %, et ce, en raison surtout des hausses de ceux constatés sous le poste Autres des revenus autres que d'intérêts, des commissions sur prêts, des revenus de négociation et des revenus tirés des fonds d'investissement. Les revenus inscrits sous le poste Autres des revenus autres que d'intérêts comprennent ceux de location de FET de BMO.

Le montant brut des revenus d'assurance a diminué de 379 millions de dollars en regard du même trimestre il y a un an, période où des taux d'intérêt à long terme moins élevés avaient eu pour effet d'accroître la juste valeur des placements d'assurance. Ce facteur a été atténué par l'augmentation des primes des activités sous-jacentes au cours du trimestre à l'étude. La réduction des revenus d'assurance a été compensée en grande partie par la diminution des sinistres, des commissions et des passifs au titre des indemnités, comme il est indiqué à la page 12. Les revenus d'assurance peuvent varier en raison des fluctuations de la juste valeur des actifs d'assurance. Les placements qui soutiennent les passifs au titre des indemnités sont essentiellement des actifs à revenu fixe qui sont inscrits à la juste valeur, et les variations de celle-ci sont constatées dans les revenus d'assurance figurant à l'état consolidé des résultats. Ces variations de la juste valeur sont en grande partie contrebalancées par celles de la juste valeur des passifs au titre des indemnités, dont l'incidence est prise en compte dans les sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités.

Comparaison du premier trimestre de 2016 et du quatrième trimestre de 2015

Le total des revenus a augmenté de 93 millions de dollars et, après ajustement, il s'est accru de 175 millions, ou de 4 %, par rapport au trimestre précédent. Les revenus nets ajustés se sont renforcés de 74 millions, ou de 2 %, ce qui a résulté surtout des répercussions de la plus-value du dollar américain. Les revenus de PE Canada ont augmenté grâce à la hausse des soldes de la plupart des produits. En dollars canadiens, les revenus de PE États-Unis se sont améliorés de 19 % et, exprimés en dollars américains, ils se sont accrus de 14 %, ce qui est imputable aux activités qui ont été acquises et à la croissance interne. Les revenus de la Gestion de patrimoine ont fléchi, ce qui reflète un profit sur une vente au trimestre précédent, le repli des marchés boursiers et les conséquences négatives que ces marchés et les taux d'intérêt ont eues sur les activités d'assurance durant le trimestre écoulé. Les revenus de BMO Marchés des capitaux se sont améliorés en raison surtout de la hausse de ceux générés par ses secteurs Banque d'affaires et services bancaires aux sociétés et Produits de négociation. Les revenus ajustés des Services d'entreprise ont baissé étant donné que ceux du trimestre précédent avaient été exceptionnellement élevés.

Les revenus nets d'intérêts se sont accrus de 169 millions de dollars, ou de 7 %, soit de 6 % compte non tenu de l'appréciation du dollar américain, ce qui reflète surtout l'acquisition de FET de BMO et la croissance interne des volumes. La marge nette d'intérêts de BMO s'est élargie de 5 points de base en regard du trimestre précédent, mais compte non tenu des activités de négociation, elle s'est élargie de 2 points de base. L'actif productif moyen s'est accru de 27 milliards de dollars, ou de 5 %, ce qui tient compte d'une hausse de 11 milliards résultant de l'appréciation du dollar américain.

Le montant net des revenus autres que d'intérêts a accusé une baisse de 177 millions de dollars, ou de 7 %, et après ajustement, cette baisse a été de 94 millions, ou de 4 %. Compte non tenu de l'incidence de la plus-value du dollar américain, le montant net des revenus autres que d'intérêts ajustés a baissé de 5 % en raison surtout d'un profit sur une vente et du règlement d'un litige au trimestre précédent.

Le montant brut des revenus d'assurance a progressé de 55 millions de dollars en raison surtout des conséquences que des taux d'intérêt à long terme plus élevés avait eues sur la juste valeur des placements d'assurance au trimestre précédent. Ce facteur a été atténué par la diminution des primes au trimestre considéré. L'augmentation des revenus d'assurance a été contrebalancée en grande partie par la hausse des sinistres, des commissions et des passifs au titre des indemnités, comme il est indiqué à la page 12.

Les résultats ajustés que renferme la présente section qui traite des revenus sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

Marge nette d'intérêts sur l'actif productif moyen (bic) 1)	Tableau 4		
(en points de base)	T1-2016	T4-2015	T1-2015
PE Canada	255	255	251
PE États-Unis	363	347	346
Services bancaires Particuliers et entreprises	290	283	279
Gestion de patrimoine	233	238	251
BMO Marchés des capitaux	66	59	65
Services d'entreprise 2)	n. s.	n. s.	n. s.
Total de la marge nette d'intérêts de BMO	158	153	151
Total de la marge nette d'intérêts de BMO (compte non tenu des activités de négociation)	182	180	186
Total de la marge des services de détail au Canada 3)	251	252	249

1) La marge nette d'intérêts est calculée et présentée par rapport à l'actif productif moyen plutôt que par rapport à l'actif total. Cette méthode produit une mesure plus pertinente des marges et de leurs variations. Les marges des groupes d'exploitation sont présentées sur une base d'imposition comparable (bic), tandis que la marge globale de BMO l'est selon les PCGR.

2) Les revenus nets d'intérêts ajustés des Services d'entreprise sont négatifs dans toutes les périodes et leur variabilité influe sur les changements de la marge nette d'intérêts.

3) Le total de la marge des services de détail au Canada représente la marge nette d'intérêts des activités combinées des unités canadiennes de PE Canada et de la Gestion de patrimoine.

n. s. - non significatif

Dotations à la provision pour pertes sur créances

Comparaison du premier trimestre de 2016 et du premier trimestre de 2015

La dotation à la provision pour pertes sur créances a totalisé 183 millions de dollars, ce qui représente 20 millions de plus qu'à la même période un an plus tôt et a résulté essentiellement de la hausse de celles de PE Canada et PE États-Unis, hausse compensée en partie par la progression des recouvrements des Services d'entreprise. La provision générale n'a enregistré aucune variation nette au cours du trimestre.

La dotation de PE Canada a augmenté de 8 millions de dollars, pour se situer à 140 millions, en raison de l'accroissement de la dotation relative au portefeuille de prêts aux particuliers. La dotation de PE États-Unis, d'un montant de 47 millions de dollars américains, s'est accrue de 14 millions de dollars américains, celles associées au portefeuille de prêts aux particuliers et de prêts aux entreprises ayant augmenté, et ce, en partie à cause de la dotation relative au portefeuille de prêts productifs qui a été acquise, cette dotation étant constatée par PE États-Unis depuis le premier trimestre de 2016, et de FET de BMO. La dotation de BMO Marchés des capitaux, au montant de 8 millions, a été relativement stable sur un an. Les recouvrements des Services d'entreprise se sont chiffrés à 32 millions, ce qui signale une amélioration de 12 millions.

Comparaison du premier trimestre de 2016 et du quatrième trimestre de 2015

Le total de la dotation à la provision pour pertes sur créances a augmenté de 55 millions de dollars en regard de celui anormalement faible du trimestre précédent. La dotation de PE Canada s'est accrue de 28 millions, car les dotations relatives aux portefeuilles de prêts aux particuliers et aux entreprises avaient été d'un niveau inhabituellement bas au trimestre précédent. La dotation de PE États-Unis a augmenté de 14 millions de dollars américains en raison surtout de l'incidence favorable qu'une vente de prêts du portefeuille de prêts aux particuliers avait eue au trimestre précédent, ce qui a été atténué par le recul de la dotation relative au portefeuille de prêts aux entreprises. La dotation de PE États-Unis a également été touchée par celles associées au portefeuille acquis et à FET de BMO. La dotation de BMO Marchés des capitaux s'est établie à 8 millions, alors qu'au trimestre précédent un petit recouvrement avait été inscrit. Les recouvrements des Services d'entreprise se sont accrus de 7 millions en raison de la hausse des recouvrements et du virement, à PE États-Unis, de la dotation relative au portefeuille de prêts productifs qui a été acquis, ce qui a été neutralisé en partie par le fait qu'au trimestre précédent, une vente de prêts avait eu des conséquences positives.

Dotation à la provision pour pertes sur créances par groupe d'exploitation

Tableau 5

(en millions de dollars canadiens)	T1-2016	T4-2015	T1-2015
PE Canada	140	112	132
PE États-Unis 1)	65	42	40
Services bancaires Particuliers et entreprises	205	154	172
Gestion de patrimoine	2	1	2
BMO Marchés des capitaux	8	(2)	9
Services d'entreprise 1)	(32)	(25)	(20)
Dotation à la provision pour pertes sur créances	183	128	163

1) À compter du premier trimestre de 2016, la réduction de l'ajustement au titre des pertes sur créances qui est inscrit dans les revenus nets d'intérêts ainsi que la dotation à la provision pour pertes sur créances du portefeuille de prêts productifs acquis sont constatées par PE États-Unis, conformément au mode de comptabilisation de l'acquisition de FET de BMO. Les résultats des périodes antérieures n'ont pas été reclassés.

Variations de la dotation à la provision pour pertes sur créances

Tableau 6

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T1-2016	T4-2015	T1-2015
Nouvelles dotations à la provision spécifique	309	329	307
Reprises sur les provisions déjà établies	(39)	(57)	(42)
Recouvrements de prêts déjà sortis du bilan	(87)	(144)	(102)
Dotation à la provision pour pertes sur créances	183	128	163
Dotation à la provision pour pertes sur créances en pourcentage du solde net moyen des prêts et acceptations (annualisé)	0,21	0,15	0,21

Prêts douteux

Le solde brut des prêts douteux (SBPD) totalisait 2 158 millions de dollars à la fin du trimestre considéré, comparativement à 1 959 millions au quatrième trimestre de 2015, sa hausse ayant résulté essentiellement de l'incidence de l'appréciation du dollar américain, et à 2 195 millions il y a un an.

Les facteurs ayant contribué à la variation du SBPD sont indiqués dans le tableau 7 ci-dessous. Les prêts qui ont été classés dans les prêts douteux au cours du trimestre ont totalisé 594 millions de dollars, contre 484 millions au quatrième trimestre de 2015 et 424 millions au premier trimestre de l'exercice précédent, ce qui est essentiellement imputable aux nouveaux prêts douteux de PE Canada et au raffermissement du dollar américain.

Variations du solde brut des prêts douteux (SBPD) et acceptations douteuses 1)

Tableau 7

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T1-2016	T4-2015	T1-2015
SBPD à l'ouverture de la période	1 959	2 165	2 048
Prêts classés dans les prêts douteux durant la période	594	484	424
Prêts reclassés dans les prêts en règle durant la période	(136)	(135)	(115)
Remboursements, montant net	(210)	(167)	(143)
Montants sortis du bilan	(142)	(178)	(173)
Recouvrements de prêts et d'avances déjà sortis du bilan	-	-	-
Cessions de prêts	-	(209)	(13)
Fluctuations des cours de change et autres variations	93	(1)	167
SBPD à la clôture de la période	2 158	1 959	2 195
SBPD en pourcentage du solde brut des prêts et acceptations	0,60	0,58	0,69

1) Le SBPD ne tient pas compte des prêts douteux qui ont été acquis.

Pour de plus amples renseignements sur nos méthodes de gestion des risques et les principales mesures de ceux-ci, voir la section intitulée Gestion des risques.

Sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités

Les sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités (SCVPI) ont été de 366 millions de dollars, affichant une baisse de 381 millions en regard du premier trimestre de 2015 où des taux d'intérêt à long terme plus bas avaient accru les passifs au titre des indemnités. Ce facteur a été contrebalancé en partie par la hausse des primes des activités sous-jacentes au cours du trimestre écoulé. En comparaison du trimestre précédent, les SCVPI se sont accrus de 101 millions, surtout à cause de l'incidence qu'avait eue des taux d'intérêt à long terme plus élevés sur les passifs au titre des indemnités au trimestre précédent, ce qui a été atténué par une baisse des primes au cours du trimestre à l'étude.

Charges autres que d'intérêts

Les charges autres que d'intérêts se sont accrues de 264 millions de dollars, ou de 9 %, par rapport au premier trimestre de l'exercice précédent et, après ajustement, elles ont augmenté de 251 millions, ou de 8 %, pour se situer à 3 204 millions. Compte non tenu des répercussions de l'appréciation du dollar américain, les charges autres que d'intérêts ajustées se sont alourdies de 87 millions, ou de 3 %, mais en excluant aussi l'incidence de FET de BMO, elles n'ont pour ainsi dire pas changé.

En comparaison du quatrième trimestre de 2015, les charges autres que d'intérêts comptables ont augmenté de 177 millions de dollars, et les charges autres que d'intérêts ajustées se sont accrues de 172 millions, ce qui, dans les deux cas, représente une hausse de 6 %. Compte non tenu de l'incidence de l'appréciation du dollar américain, des 90 millions de rémunération fondée sur des actions du personnel admissible à la retraite, rémunération qui est toujours passée en charges au premier trimestre de l'exercice, et de l'incidence de l'acquisition de FET de BMO, les charges autres que d'intérêts ajustées ont baissé d'environ 1 %.

Sur la base des revenus nets, le levier d'exploitation ajusté a été de 2,8 % d'un exercice à l'autre, ou de 3,2 %, exclusion faite de l'impact d'un dollar américain plus fort.

Le ratio d'efficacité ajusté a été de 62,1 % et, sur la base des revenus nets, il a atteint 66,8 %, s'étant amélioré de 170 points de base en regard d'il y a un an.

Les états financiers consolidés intermédiaires non audités donnent plus de détails sur les charges autres que d'intérêts.

Les résultats ajustés que renferme la présente section qui traite des charges autres que d'intérêts sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

Impôts sur le résultat

La charge d'impôts sur le résultat a augmenté de 49 millions de dollars par rapport au premier trimestre de 2015, mais a baissé de 94 millions en regard du quatrième trimestre de 2015, pour s'établir à 188 millions. Le taux d'impôt effectif a été de 15,0 % pour le trimestre à l'étude, contre 12,2 % il y a un an et 18,8 % au quatrième trimestre de 2015.

Après ajustement, la charge d'impôts sur le résultat s'est chiffrée à 228 millions de dollars, ayant augmenté de 77 millions par rapport à il y a un an, mais ayant baissé de 67 millions comparativement au quatrième trimestre de 2015. Le taux d'impôt effectif ajusté a été de 16,2 % pour le trimestre écoulé, contre 12,6 % à la même période de 2015 et 18,9 % au quatrième trimestre de 2015. La hausse du taux d'impôt ajusté sur un an a découlé essentiellement du fait que le bénéfice tiré des valeurs mobilières et exonéré d'impôts a été moins élevé au premier trimestre de 2015. Le recul du taux d'impôt ajusté en regard de celui au quatrième trimestre de cet exercice a résulté surtout de l'accroissement de ce bénéfice. Selon une bic, le taux d'impôt effectif ajusté a été de 24,8 %, contre 24,7 % à la même période et au quatrième trimestre de 2015.

Les résultats ajustés que renferme la présente section qui traite des impôts sur le résultat sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

Gestion du capital

Analyse des fonds propres réglementaires du premier trimestre de 2016

Le ratio des fonds propres sous forme d'actions ordinaires de catégorie 1 de BMO selon Bâle III s'établissait à 10,1 % au 31 janvier 2016.

Ce ratio a diminué d'environ 60 points de base comparativement à celui de 10,7 % enregistré à la fin du quatrième trimestre, ce qui a découlé de l'acquisition de FET de BMO.

Au 31 janvier 2016, les fonds propres sous forme d'actions ordinaires de catégorie 1 se situaient à 26,8 milliards de dollars, ayant augmenté de 1,1 milliard comparativement au 31 octobre 2015, ce qui a découlé principalement de l'incidence de l'appréciation du dollar américain sur le cumul des autres éléments du résultat global et de la hausse des résultats non distribués, facteurs contrebalancés en partie par la hausse de l'écart d'acquisition et des immobilisations incorporelles générée par l'acquisition de FET de BMO. Les actifs pondérés en fonction des risques se chiffraient à 265 milliards de dollars au 31 janvier 2016, contre 239 milliards au 31 octobre 2015, ce qui provient en grande partie de cette acquisition, de l'incidence des fluctuations des cours de change et de l'essor des activités. L'acquisition de FET de BMO a eu pour effet de réduire d'environ 60 points de base le ratio des fonds propres sous forme d'actions ordinaires de catégorie 1. Tel qu'il est indiqué ci-dessous, les répercussions qu'ont eues sur ce ratio les fluctuations des cours de change étaient en grande partie couvertes.

Le ratio des fonds propres de catégorie 1 et le ratio du total des fonds propres de la Banque se situaient respectivement à 11,4 % et à 13,5 % au 31 janvier 2016, contre respectivement 12,3 % et 14,4 % au 31 octobre 2015. Au 31 janvier 2016, le ratio des fonds propres de catégorie 1 était inférieur à celui obtenu au 31 octobre 2015, ce qui s'explique principalement par les mêmes facteurs que ceux qui ont influé sur le ratio des fonds propres sous forme d'actions ordinaires de catégorie 1, tel qu'il est décrit ci-dessus, ainsi que par un rachat de 450 millions de dollars d'instruments novateurs faisant partie des fonds propres de catégorie 1. Au 31 janvier 2016, le ratio du total des fonds propres avait baissé en regard du 31 octobre 2015 en raison essentiellement des mêmes facteurs que ceux qui ont influé sur le ratio des fonds propres sous forme d'actions ordinaires de catégorie 1 et le ratio de catégorie 1, tel qu'il est décrit ci-dessus, facteurs atténués par une émission de 1 milliard de dollars de billets subordonnés, déduction faite d'un nouveau retrait de 10 % de titres de créance subordonnés non admissibles.

Au 31 janvier 2016, le ratio de levier de BMO, conformément à Bâle III, était de 4,0 %, ce qui signale une baisse d'environ 20 points de base par rapport au 31 octobre 2015. Cette baisse a découlé surtout de l'augmentation des montants exposés à l'effet de levier provenant des fluctuations des cours de change, de l'essor des activités et de l'acquisition de FET de BMO. Ces facteurs ont été atténués par la hausse des fonds propres de catégorie 1.

Les investissements de BMO dans ses établissements à l'étranger sont essentiellement libellés en dollars américains. La conversion des actifs pondérés en fonction des risques et des déductions du capital en dollars américains peut également faire varier les ratios des fonds propres de la Banque. BMO peut conclure des contrats de couverture pour réduire l'incidence des fluctuations des cours de change sur ses ratios des fonds propres, et c'est ce qu'elle a fait au premier trimestre. Toute activité de cette nature peut également influencer sur notre valeur comptable et sur notre rendement des capitaux propres.

Faits nouveaux en matière de réglementation

En décembre 2015, le Bureau du surintendant des institutions financières (BSIF) a avisé les banques canadiennes qu'il mettrait à jour ses exigences quant aux fonds propres eu égard aux prêts hypothécaires à l'habitation et aux marges de crédit sur valeur domiciliaire. La mise à jour sera fonction de la hausse des prix de l'immobilier à l'échelle locale et/ou des prix des habitations qui se révèlent élevés compte tenu des revenus des emprunteurs. Le BSIF consultera les banques canadiennes et autres parties prenantes avant de procéder à tout changement et prévoit instaurer les nouvelles règles au plus tard en 2017. Ces changements pourraient augmenter les fonds propres que nous sommes tenus de maintenir relativement à certains prêts hypothécaires à l'habitation et marges de crédit sur valeur domiciliaire.

En décembre 2015, le Comité de Bâle sur le contrôle bancaire (CBCB) a publié une nouvelle proposition sur l'approche standard d'établissement du risque de crédit, proposition qui en est actuellement à l'étape de consultation et qui devrait être parachevée en 2016. En janvier 2016, le CBCB a publié le nouveau cadre des exigences de fonds propres en regard du risque de marché, cadre qui vise une mise en œuvre homogène des normes concernant le risque de marché en 2019 et ce, dans tous les territoires. Ces changements ainsi que ceux décrits à la page 71 du Rapport annuel pour 2015 de BMO pourraient hausser les fonds propres qu'il nous faut maintenir.

En janvier 2016, le BSIF a publié son projet de ligne directrice concernant les exigences de communication financière eu égard au troisième pilier. Cette ligne directrice décrit la première phase d'un projet du CBCB qui en comporte deux et qui vise à remplacer les exigences actuelles quant aux informations à fournir relativement au troisième pilier et concernant le risque de crédit, le risque de crédit des contreparties, le risque de marché et les activités de titrisation. En ce qui concerne les banques canadiennes d'importance systémique nationale, le projet de ligne directrice devrait être mis en œuvre au cours de la période de présentation de l'information se terminant le 31 octobre 2017.

Pour une analyse plus poussée de l'évolution de la réglementation, il y a lieu de se reporter aux sections Gestion globale du capital, aux pages 70 à 75, Risque de liquidité et de financement, aux pages 105 à 110, et Risque juridique et réglementaire, aux pages 114 à 116 du Rapport annuel pour 2015 de BMO.

Autres faits nouveaux touchant le capital

Au cours du trimestre, 678 321 actions ordinaires ont été émises par suite de l'exercice d'options sur actions.

Le 8 décembre 2015, nous avons réalisé un placement de 1 milliard de dollars de billets subordonnés, soit des billets à moyen terme, série H, tranche 2 dans le cadre de notre programme canadien de billets à moyen terme.

Le 31 décembre 2015, nous avons racheté la totalité de nos titres de Fiducie de capital BMO – série E, à un prix de rachat équivalant à 1 000 \$, pour un rachat totalisant 450 millions, plus les distributions déclarées non encore versées.

Le 28 janvier 2016, BMO a annoncé avoir reçu l'approbation du BSIF et de la Bourse de Toronto (TSX) de réaliser, par voie de celle-ci, une offre publique de rachat dans le cours normal des activités afin de racheter à des fins d'annulation jusqu'à 15 millions de ses actions ordinaires, entre le 1^{er} février 2016, ou vers cette date, et le 31 janvier 2017. Les dates et les montants des rachats ainsi effectués devront être approuvés par les organismes de réglementation et seront déterminés par la direction en fonction de divers facteurs, telles la conjoncture de marché et l'adéquation des fonds propres. La Banque consultera régulièrement le BSIF avant de réaliser tout rachat en vertu de l'offre.

Le 23 février 2016, BMO a annoncé que son Conseil d'administration avait déclaré un dividende trimestriel de 0,84 \$ par action ordinaire payable aux détenteurs d'actions ordinaires, soit le même montant qu'au trimestre précédent, mais 0,04 \$ par action de plus qu'il y a un an.

Le dividende doit être versé le 26 mai 2016 aux actionnaires inscrits le 2 mai 2016. Les détenteurs d'actions ordinaires pourront choisir de le réinvestir dans des actions ordinaires de la Banque, conformément à son régime de réinvestissement de dividendes et d'achat d'actions destiné aux actionnaires.

Fonds propres réglementaires admissibles et actifs pondérés en fonction des risques (« tout compris » 1)

Tableau 8

(en millions de dollars canadiens)	T1-2016	T4-2015	T1-2015
Montant brut des fonds propres sous forme d'actions ordinaires 2)	38 345	36 182	34 277
Ajustements réglementaires appliqués aux fonds propres sous forme d'actions ordinaires	(11 579)	(10 554)	(10 335)
Fonds propres sous forme d'actions ordinaires de catégorie 1	26 766	25 628	23 942
Fonds propres de catégorie 1 supplémentaires admissibles 3)	3 700	4 146	3 546
Ajustements réglementaires appliqués aux fonds propres de catégorie 1	(214)	(358)	(358)
Fonds propres de catégorie 1 supplémentaires	3 486	3 788	3 188
Fonds propres de catégorie 1 (fonds propres sous forme d'actions ordinaires de catégorie 1 et fonds propres de catégorie 1 supplémentaires)	30 252	29 416	27 130
Fonds propres de catégorie 2 admissibles 4)	5 689	5 218	4 842
Ajustements réglementaires appliqués aux fonds propres de catégorie 2	(50)	(50)	(50)
Fonds propres de catégorie 2	5 639	5 168	4 792
Total des fonds propres (fonds propres de catégorie 1 et 2)	35 891	34 584	31 922
Actifs pondérés en fonction des risques 5)			
Actifs pondérés en fonction des risques – total des fonds propres sous forme d'actions ordinaires de catégorie 1	265 043	239 185	237 529
Actifs pondérés en fonction des risques – fonds propres de catégorie 1	265 381	239 471	237 940
Actifs pondérés en fonction des risques – total des fonds propres	265 671	239 716	238 292
Ratios des fonds propres (%)			
Ratio des fonds propres sous forme d'actions ordinaires de catégorie 1	10,1	10,7	10,1
Ratio des fonds propres de catégorie 1	11,4	12,3	11,4
Ratio du total des fonds propres	13,5	14,4	13,4

1) Les fonds propres réglementaires établis selon une formule de calcul « tout compris » supposent que les ajustements réglementaires de Bâle III ont été instaurés en date du 1^{er} janvier 2013 et que la valeur en capital des instruments qui ne sont plus admissibles en tant que fonds propres réglementaires selon les règles de Bâle III est retirée progressivement au rythme de 10 % par année entre le 1^{er} janvier 2013 et le 1^{er} janvier 2022.

2) Le montant brut des fonds propres sous forme d'actions ordinaires comprend les actions ordinaires admissibles qui ont été émises, les résultats non distribués, le cumul des autres éléments du résultat global et les actions ordinaires admissibles émises par les filiales.

3) Les fonds propres de catégorie 1 supplémentaires admissibles comprennent les instruments de catégorie 1 supplémentaires admissibles émis directement ou indirectement ainsi que les instruments de fonds propres émis directement ou indirectement, dans la mesure où ils sont admissibles, qui sont retirés graduellement aux termes de Bâle III.

4) Les fonds propres de catégorie 2 admissibles comprennent les instruments de catégorie 2 admissibles émis directement ou indirectement ainsi que les instruments de capital émis directement ou indirectement, dans la mesure où ils sont admissibles, qui sont retirés graduellement aux termes de Bâle III.

5) En raison de l'intégration graduelle de l'ajustement d'évaluation du crédit, laquelle a débuté au premier trimestre de 2015, les facteurs scalaires appliqués à la charge totale à instaurer eu égard à cet ajustement relativement aux fonds propres sous forme d'actions ordinaires de catégorie 1, aux fonds propres de catégorie 1 et au total des fonds propres ont été de 64 %, 71 % et 77 %, respectivement, ce qui a donné lieu à des mesures différentes des actifs pondérés en fonction des risques pour chacune de ces trois catégories de fonds propres réglementaires.

Au 17 février 2016	Nombre d'actions ou montant en dollars (en millions)
Actions ordinaires	643
Actions privilégiées de catégorie B	
Série 14	250 \$
Série 15	250 \$
Série 16	157 \$
Série 17	143 \$
Série 25	290 \$
Série 27	500 \$
Série 29	400 \$
Série 31	300 \$
Série 33	200 \$
Série 35	150 \$
Série 36	600 \$
Billets à moyen terme	
Série H - tranche 1 1)	1 000 \$
Série H - tranche 2 2)	1 000 \$
Options sur actions	
- droits acquis	7,3
- droits non acquis	4,4

1) Des détails sur les billets à moyen terme, série H, tranche 1 sont présentés à la note 15 afférente aux états financiers consolidés audités, à la page 168 du Rapport annuel pour 2015 de BMO.

2) Des détails sur les billets à moyen terme, série H, tranche 2 sont présentés à la note 8 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires non audités.

La note 9 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires non audités et la note 17 afférente aux états financiers consolidés annuels audités, à la page 170 du Rapport annuel pour 2015 de BMO, traitent en détail du capital social.

Mise en garde

La section précédente qui traite de la gestion du capital renferme des déclarations prospectives. Voir la mise en garde concernant les déclarations prospectives.

Désignation des dividendes admissibles

Aux fins de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada) et de toute autre loi provinciale ou territoriale similaire et à moins d'indication contraire, BMO désigne tous les dividendes versés ou jugés comme ayant été versés sur ses actions ordinaires et privilégiées comme étant des « dividendes admissibles ».

Analyse des résultats des groupes d'exploitation

Mode de présentation des résultats des groupes d'exploitation

Les sections ci-après présentent une analyse des résultats financiers de chacun de nos groupes et unités d'exploitation pour le premier trimestre de 2016.

Les résultats des Services d'entreprise des périodes antérieures reflétaient certains éléments relatifs au portefeuille de prêts acquis en 2011, dont la constatation de la réduction de l'ajustement au titre des pertes sur créances qui est pris en compte dans les revenus nets d'intérêts sur la durée de ces prêts ainsi que les dotations à la provision pour pertes sur créances et les recouvrements de pertes sur créances de ce portefeuille. À compter du premier trimestre de 2016, la réduction de l'ajustement au titre des pertes sur créances qui est inscrit dans les revenus nets d'intérêts ainsi que la dotation à la provision pour pertes sur créances du portefeuille de prêts productifs acquis sont constatées par PE États-Unis, conformément au mode de comptabilisation de l'acquisition de FET de BMO et compte tenu du fait que ces montants ont fortement baissé. Les résultats des périodes antérieures n'ont pas été reclassés. Les recouvrements ou les dotations relatifs au portefeuille de prêts douteux acquis en 2011 sont toujours inscrits par les Services d'entreprise. Les incidences de la comptabilisation des prêts acquis ayant trait à FET de BMO ont été pris en compte dans PE États-Unis.

Toujours au premier trimestre de 2016, les revenus tirés des placements dans des titres de participation ont été reclassés depuis les revenus nets d'intérêts aux revenus autres que d'intérêts de PE Canada, de la Gestion de patrimoine et des Services d'entreprise. Les résultats des périodes antérieures ont été reclassés. Les coûts de restructuration, d'acquisition et d'intégration qui touchent plus d'un groupe d'exploitation sont également pris en compte dans les Services d'entreprise.

Les revenus d'assurance peuvent varier en raison des fluctuations de la juste valeur des actifs d'assurance. Les placements qui soutiennent les passifs au titre des indemnités sont essentiellement des actifs à revenu fixe qui sont inscrits à la juste valeur, et les variations de celle-ci sont constatées dans les revenus d'assurance figurant à l'état consolidé des résultats. Ces variations de la juste valeur sont en grande partie contrebalancées par celles de la juste valeur des passifs au titre des indemnités, dont l'incidence est prise en compte dans les sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités.

BMO analyse ses revenus consolidés à partir des revenus calculés selon les PCGR figurant dans ses états financiers consolidés plutôt que sur une base d'imposition comparable (bic). Comme plusieurs autres banques, BMO analyse les revenus de ses groupes d'exploitation sur une bic. Selon cette méthode, on procède à un ajustement qui augmente les revenus calculés selon les PCGR et la charge d'impôts sur le résultat déterminée selon les PCGR d'un montant qui porterait les revenus tirés de certains éléments exonérés d'impôt à un niveau auquel ces revenus seraient assujettis à l'impôt, au taux d'impôt prévu par la loi. La compensation des ajustements sur une bic des groupes est reflétée dans les revenus et la charge d'impôts sur le résultat des Services d'entreprise. Au premier trimestre de 2016, les ajustements sur une bic ont totalisé 160 millions de dollars, contre 120 millions au quatrième trimestre de 2015 et 190 millions au premier trimestre de 2015.

De temps à autre, il arrive que certains secteurs d'activité et certaines unités sous-jacentes soient transférés d'un groupe client à un groupe de soutien des Services d'entreprise ou l'inverse afin d'harmoniser plus étroitement la structure organisationnelle de BMO et ses priorités stratégiques. De plus, les ventilations des revenus et des charges sont mises à jour afin de mieux refléter les circonstances. Les résultats des périodes antérieures sont reclassés en fonction de la structure organisationnelle en vigueur.

Services bancaires Particuliers et entreprises (Services bancaires PE)

Tableau 10

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T1-2016	T4-2015	T1-2015
Revenus nets d'intérêts (bic)	2 131	1 989	1 867
Revenus autres que d'intérêts	733	677	622
Total des revenus (bic)	2 864	2 666	2 489
Dotation à la provision pour pertes sur créances	205	154	172
Charges autres que d'intérêts	1 602	1 491	1 396
Bénéfice avant impôts sur le résultat	1 057	1 021	921
Charge d'impôts sur le résultat (bic)	277	252	226
Bénéfice net comptable	780	769	695
Amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions 1)	14	15	14
Bénéfice net ajusté	794	784	709
Croissance du bénéfice net (%)	12,3	10,6	6,5
Croissance du bénéfice net ajusté (%)	12,0	10,6	6,3
Croissance des revenus (%)	15,1	8,4	5,8
Croissance des charges autres que d'intérêts (%)	14,8	10,5	6,2
Croissance des charges autres que d'intérêts ajustées (%)	14,9	10,6	6,5
Rendement des capitaux propres (%)	15,1	16,4	15,7
Rendement des capitaux propres ajusté (%)	15,3	16,8	16,0
Levier d'exploitation (%) (bic)	0,3	(2,1)	(0,4)
Levier d'exploitation ajusté (%) (bic)	0,2	(2,2)	(0,7)
Ratio d'efficacité (%) (bic)	55,9	56,0	56,1
Ratio d'efficacité ajusté (%) (bic)	55,3	55,2	55,4
Marge nette d'intérêts sur l'actif productif moyen (%) (bic)	2,90	2,83	2,79
Actif productif moyen	291 923	278 379	265 408
Solde moyen net des prêts et acceptations	290 956	277 120	263 115
Solde moyen des dépôts	228 681	219 187	205 054

1) Les montants avant impôts de 19 millions de dollars au premier trimestre de 2016 de 20 millions au quatrième trimestre de 2015 et de 18 millions au premier trimestre de 2015 ont été inclus dans les charges autres que d'intérêts.

Les résultats ajustés figurant dans le tableau ci-dessus sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

Les Services bancaires Particuliers et entreprises (Services bancaires PE) englobent nos deux unités d'exploitation de services bancaires aux particuliers et aux entreprises : Services bancaires Particuliers et entreprises au Canada (PE Canada) et Services bancaires Particuliers et entreprises aux États-Unis (PE États-Unis). Le bénéfice net global des Services bancaires PE s'est situé à 780 millions de dollars et, après ajustement, il a atteint 794 millions, ce qui, dans les deux cas, représente une hausse de 85 millions, ou de 12 %, en regard des mêmes périodes de l'exercice précédent. Ces unités d'exploitation sont passées en revue séparément dans les sections ci-après.

Services bancaires Particuliers et entreprises au Canada (PE Canada)

Tableau 11

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T1-2016	T4-2015	T1-2015
Revenus nets d'intérêts	1 254	1 238	1 185
Revenus autres que d'intérêts	471	472	443
Total des revenus	1 725	1 710	1 628
Dotation à la provision pour pertes sur créances	140	112	132
Charges autres que d'intérêts	872	847	835
Bénéfice avant impôts sur le résultat	713	751	661
Charge d'impôts sur le résultat	184	190	158
Bénéfice net comptable	529	561	503
Amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions 1)	1	1	1
Bénéfice net ajusté	530	562	504
Revenus des services bancaires aux particuliers	1 129	1 145	1 078
Revenus des services bancaires aux entreprises	596	565	550
Croissance du bénéfice net (%)	5,3	6,6	3,6
Croissance des revenus (%)	6,0	3,4	3,1
Croissance des charges autres que d'intérêts ajustées (%)	4,5	3,3	5,6
Croissance des charges autres que d'intérêts (%)	4,5	3,5	5,6
Levier d'exploitation ajusté (%)	1,5	0,1	(2,5)
Levier d'exploitation (%)	1,5	(0,1)	(2,5)
Ratio d'efficience (%)	50,6	49,6	51,3
Marge nette d'intérêts sur l'actif productif moyen (%)	2,55	2,55	2,51
Actif productif moyen	195 881	192 591	187 185
Solde moyen net des prêts et acceptations	201 656	198 306	192 729
Solde moyen des dépôts	139 456	135 413	131 442

1) Les montants avant impôts de 1 million de dollars au premier trimestre de 2016 et au premier trimestre de 2015 et de 2 millions au quatrième trimestre de 2015 ont été inclus dans les charges autres que d'intérêts.

Les résultats ajustés figurant dans le tableau ci-dessus sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

Comparaison du premier trimestre de 2016 et du premier trimestre de 2015

Le bénéfice net de PE Canada, soit 529 millions de dollars, s'est accru de 26 millions, ou de 5 %, sur un an. Les revenus se sont améliorés de 97 millions, ou de 6 %, en regard de la période correspondante de l'exercice précédent grâce à la hausse des soldes de la plupart des produits et des revenus autres que d'intérêts ainsi qu'à l'élargissement de la marge nette d'intérêts. Celle-ci a été de 2,55 %, s'étant élargie de 4 points de base grâce essentiellement à la hausse des marges sur les dépôts.

Dans l'unité des services bancaires aux particuliers, les revenus ont augmenté de 51 millions de dollars, ou de 5 %, comparativement à un an plus tôt du fait des répercussions de la progression des soldes et des commissions de la plupart des produits ainsi que des revenus autres que d'intérêts.

Les revenus de l'unité des services bancaires aux entreprises se sont accrus de 46 millions de dollars, ou de 8 %, ce qui témoigne de l'incidence de la croissance des soldes et des revenus autres que d'intérêts.

La dotation à la provision pour pertes sur créances s'est accrue de 8 millions de dollars, s'établissant à 140 millions, par suite de la hausse de celle relative au portefeuille de prêts aux particuliers. Les charges autres que d'intérêts ont augmenté de 37 millions, ou de 4 %, reflétant ainsi la hausse des frais liés au personnel. Le levier d'exploitation s'est situé à 1,5 %.

Le solde moyen net des prêts et acceptations a augmenté de 8,9 milliards de dollars, ou de 5 %, par rapport à un an plus tôt. Le total des soldes de prêts aux particuliers, exclusion faite des cartes des particuliers, a augmenté de 3 % et le total des soldes de prêts aux entreprises, compte non tenu des cartes des entreprises, s'est accru de 9 %. Les dépôts ont progressé de 8,0 milliards ou de 6 %. Les soldes des dépôts des particuliers ont progressé de 5 % en raison surtout de la croissance des comptes de chèques et des dépôts à terme, et les soldes des dépôts des entreprises se sont renforcés de 8 %.

Comparaison du premier trimestre de 2016 et du quatrième trimestre de 2015

Le bénéfice net a reculé de 32 millions de dollars en regard du trimestre précédent. Les revenus ont augmenté de 15 millions, ou de 1 %, grâce à la progression des soldes de la plupart des produits. La marge nette d'intérêts s'est établie à 2,55 %, n'ayant pas changé en regard de ce qu'elle était au trimestre précédent.

Dans l'unité des services bancaires aux particuliers, les revenus se sont contractés de 16 millions de dollars en raison surtout de la diminution de ceux tirés des cartes des particuliers. Les revenus de l'unité des services bancaires aux entreprises se sont améliorés de 31 millions grâce à la hausse des revenus autres que d'intérêts et des soldes.

La dotation à la provision pour pertes sur créances a augmenté de 28 millions de dollars en regard de celle anormalement faible qui avait été constatée au trimestre précédent relativement aux portefeuilles de prêts aux particuliers et de prêts aux entreprises. Les charges autres que d'intérêts ont accusé une hausse de 25 millions, ou de 3 %, à cause de l'accroissement des frais liés au personnel, ce qui inclut la rémunération fondée sur des actions du personnel admissible à la retraite, rémunération qui est toujours passée en charges dans le premier trimestre de l'exercice.

Le solde moyen net des prêts et acceptations a augmenté de 3,4 milliards de dollars, ou de 2 %, par rapport au trimestre précédent et celui des dépôts s'est accru de 4,0 milliards, ou de 3 %, une croissance ayant été enregistrée tant dans notre unité des services bancaires aux particuliers que dans celle des services bancaires aux entreprises.

Services bancaires Particuliers et entreprises aux États-Unis (PE États-Unis)

Tableau 12

(en millions de dollars américains, sauf indication contraire)	T1-2016	T4-2015	T1-2015
Revenus nets d'intérêts (bic) 1)	638	569	572
Revenus autres que d'intérêts	190	155	150
Total des revenus (bic) 1)	828	724	722
Dotation à la provision pour pertes sur créances 1)	47	33	33
Charges autres que d'intérêts	531	488	471
Bénéfice avant impôts sur le résultat	250	203	218
Charge d'impôts sur le résultat (bic)	68	45	57
Bénéfice net comptable	182	158	161
Amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions 2)	9	10	11
Bénéfice net ajusté	191	168	172
Croissance du bénéfice net (%)	13,1	3,8	4,4
Croissance du bénéfice net ajusté (%)	11,5	2,8	3,2
Croissance des revenus (%)	14,7	-	0,7
Croissance des charges autres que d'intérêts (%)	12,7	2,3	(2,8)
Croissance des charges autres que d'intérêts ajustées (%)	13,5	2,9	(2,1)
Levier d'exploitation (%) (bic)	2,0	(2,3)	3,5
Levier d'exploitation ajusté (%) (bic)	1,2	(2,9)	2,8
Ratio d'efficacité (%) (bic)	64,1	67,3	65,2
Ratio d'efficacité ajusté (%) (bic)	62,5	65,4	63,2
Marge nette d'intérêts sur l'actif productif moyen (%) (bic)	3,63	3,47	3,46
Actif productif moyen	69 846	65 039	65 606
Solde moyen net des prêts et acceptations	64 937	59 752	59 028
Solde moyen des dépôts	64 931	63 511	61 746
(équivalents en millions de dollars canadiens)			
Revenus nets d'intérêts (bic) 1)	877	751	682
Revenus autres que d'intérêts	262	205	179
Total des revenus (bic) 1)	1 139	956	861
Dotation à la provision pour pertes sur créances 1)	65	42	40
Charges autres que d'intérêts	730	644	561
Bénéfice avant impôts sur le résultat	344	270	260
Charge d'impôts sur le résultat (bic)	93	62	68
Bénéfice net comptable	251	208	192
Bénéfice net ajusté	264	222	205
Croissance du bénéfice net (%)	30,5	23,1	14,9
Croissance du bénéfice net ajusté (%)	28,6	21,9	13,6
Croissance des revenus (%)	32,3	18,6	11,2
Croissance des charges autres que d'intérêts (%)	30,2	21,4	7,1
Croissance des charges autres que d'intérêts ajustées (%)	31,0	22,2	7,9
Actif productif moyen	96 042	85 788	78 223
Solde moyen net des prêts et acceptations	89 300	78 814	70 386
Solde moyen des dépôts	89 225	83 774	73 612

1) À compter du premier trimestre de 2016, la réduction de l'ajustement au titre des pertes sur créances qui est inscrit dans les revenus nets d'intérêts ainsi que la dotation à la provision pour pertes sur créances du portefeuille de prêts productifs acquis sont constatées par PE États-Unis, conformément au mode de comptabilisation de l'acquisition de FET de BMO. Les résultats des périodes antérieures n'ont pas été reclassés.

2) Les montants avant impôts de 13 millions de dollars américains au premier trimestre de 2016 et au quatrième trimestre de 2015 et de 14 millions de dollars américains au premier trimestre de 2015 ont été inclus dans les charges autres que d'intérêts.

Les résultats ajustés figurant dans le tableau ci-dessus sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

Comparaison du premier trimestre de 2016 et du premier trimestre de 2015

Le bénéfice net a atteint 251 millions de dollars, ayant augmenté de 59 millions, ou de 31 %. Après ajustement, il s'est situé à 264 millions, ce qui représente une hausse de 59 millions, ou de 29 %. Tous les montants indiqués dans le reste de cette section sont en dollars américains.

Le bénéfice net s'est établi à 182 millions de dollars, dépassant ainsi de 21 millions, ou de 13 %, celui constaté un an plus tôt. Après ajustement, il a été de 191 millions, pour une hausse de 19 millions, ou de 11 %, ayant profité de l'acquisition de FET de BMO, laquelle a compté pour environ 10 % des revenus et des charges ajustées.

À 828 millions de dollars, les revenus ont augmenté de 106 millions, ou de 15 %, puisque l'effet favorable de FET de BMO, de la progression des volumes des dépôts et de leurs marges ainsi que de la croissance interne des prêts a été atténué par la compression continue des marges sur les prêts. Sur un an, la marge nette d'intérêts s'est élargie de 17 points de base, pour s'établir à 3,63 %, à la faveur de l'élargissement des marges sur les dépôts, de l'acquisition de FET de BMO et de la constatation de l'ajustement au titre des pertes sur créances du portefeuille de prêts productifs qui a été acquis, portion qui était auparavant constatée par les Services d'entreprises. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par le recul des marges sur les prêts qu'ont causé les pressions exercées par la concurrence.

La dotation à la provision pour pertes sur créances s'est établie à 47 millions de dollars, ayant augmenté de 14 millions à cause de l'augmentation de celles relatives aux portefeuilles de prêts aux particuliers et aux entreprises. Cette augmentation a notamment résulté surtout de la dotation qui a trait au portefeuille de prêts productifs qui a été acquis et que PE États-Unis a constatée à compter du premier trimestre de 2016 ainsi que de FET de BMO. Les charges autres que d'intérêts se sont établies à 531 millions, ayant augmenté de 60 millions, ou de 13 %. Après ajustement, ces charges ont été de 518 millions, ce qui signale une hausse de 61 millions, ou de 13 %, hausse provenant principalement de l'acquisition de FET de BMO.

Le solde moyen net des prêts et acceptations a augmenté de 5,9 milliards de dollars, ou de 10 %, sur un an, pour s'établir à 64,9 milliards. Les prêts aux entreprises ont enregistré une bonne croissance (exclusion faite de ceux de FET de BMO) puisqu'ils ont progressé de 3,1 milliards ou de 9 %.

À 64,9 milliards de dollars, le solde moyen des dépôts s'est renforcé de 3,2 milliards, ou de 5 %, en regard de la même période un an plus tôt, ce qui a résulté essentiellement de l'accroissement des volumes des comptes de chèques des entreprises et des particuliers.

Comparaison du premier trimestre de 2016 et du quatrième trimestre de 2015

Le bénéfice net s'est renforcé de 43 millions de dollars, ou de 21 %, en regard du trimestre précédent et, après ajustement, il a progressé de 42 millions, ou de 19 %. Tous les montants indiqués dans le reste de cette section sont en dollars américains.

Le bénéfice net s'est amélioré de 24 millions de dollars, ou de 16 %, par rapport au trimestre précédent et, après ajustement, il s'est élargi de 23 millions, ou de 14 %, ce qui a découlé principalement de l'acquisition de FET de BMO.

Les revenus ont augmenté de 104 millions, ou de 14 %, en regard du trimestre précédent, ce qui a découlé surtout de l'acquisition de FET de BMO ainsi que de la progression des volumes des dépôts et de leurs marges. La marge nette d'intérêts s'est élargie de 16 points de base, ce qui a résulté des facteurs indiqués ci-dessus.

La dotation à la provision pour pertes sur créances a augmenté de 14 millions de dollars, et ce, surtout parce qu'au trimestre précédent un avantage tiré de la vente de prêts du portefeuille de prêts aux particuliers avait été constaté, ce qui a été atténué par la baisse de la dotation relative au portefeuille de prêts aux entreprises. La dotation associée au portefeuille de prêts productifs qui a été acquis et à FET de BMO a également influé sur la dotation globale. Avant et après ajustement, les charges autres que d'intérêts ont augmenté de 43 millions, ou de 9 %, ce qui a résulté surtout de l'acquisition de FET de BMO.

Le solde moyen net des prêts et acceptations s'est renforcé de 5,2 milliards de dollars, ou de 9 %, par rapport au trimestre précédent, et cette hausse est essentiellement imputable aux activités acquises et à l'essor des prêts aux entreprises. Le solde moyen des dépôts s'est accru de 1,4 milliard, ce qui tient compte de l'essor des volumes de la plupart des produits de l'unité des services bancaires aux particuliers.

Les résultats ajustés figurant dans la présente section qui traite de PE États-Unis sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T1-2016	T4-2015	T1-2015
Revenus nets d'intérêts	149	148	144
Revenus autres que d'intérêts	1 288	1 309	1 638
Total des revenus	1 437	1 457	1 782
Sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités (SCVPI)	366	265	747
Revenus, déduction faite des SCVPI	1 071	1 192	1 035
Dotations à la provision pour pertes sur créances	2	1	2
Charges autres que d'intérêts	877	854	828
Bénéfice avant impôts sur le résultat	192	337	205
Charge d'impôts sur le résultat	44	94	46
Bénéfice net comptable	148	243	159
Coûts d'intégration des acquisitions 1)	9	11	10
Amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions 2)	19	17	17
Bénéfice net ajusté	176	271	186
Bénéfice net ajusté des activités traditionnelles de gestion de patrimoine	154	214	155
Bénéfice net ajusté des activités d'assurance	22	57	31
Croissance du bénéfice net (%)	(6,8)	8,2	(8,7)
Croissance du bénéfice net ajusté (%)	(4,9)	8,1	2,3
Croissance des revenus (%)	(19,3)	4,1	45,6
Croissance des revenus, déduction faite des SCVPI (%)	3,5	8,4	19,3
Croissance des charges autres que d'intérêts (%)	5,9	4,6	28,3
Croissance des charges autres que d'intérêts ajustées (%)	6,0	4,5	24,9
Rendement des capitaux propres (%)	9,4	16,1	11,5
Rendement des capitaux propres ajusté (%)	11,3	18,0	13,4
Levier d'exploitation, déduction faite des SCVPI (%)	(2,4)	3,8	(9,0)
Levier d'exploitation ajusté, déduction faite des SCVPI (%)	(2,5)	3,9	(5,6)
Ratio d'efficacité (%)	61,0	58,6	46,5
Ratio d'efficacité, déduction faite des SCVPI (%)	81,9	71,6	80,0
Ratio d'efficacité ajusté (%)	58,5	56,2	44,5
Ratio d'efficacité ajusté, déduction faite des SCVPI (%)	78,5	68,7	76,7
Actifs sous gestion et sous administration	863 623	863 701	851 515
Actif productif moyen	25 555	24 730	22 780
Solde moyen net des prêts et acceptations	16 206	15 374	13 851
Solde moyen des dépôts	28 911	28 030	26 595

États-Unis - Points saillants (en millions de dollars américains)

Total des revenus	176	248	185
Charges autres que d'intérêts	151	160	169
Bénéfice net comptable	20	52	12
Bénéfice net ajusté	24	57	17
Actif productif moyen	3 432	3 305	3 186
Solde moyen net des prêts et acceptations	3 147	3 049	2 856
Solde moyen des dépôts	5 820	5 757	6 296

1) Les coûts d'intégration des acquisitions avant impôts liés à F&C de 12 millions de dollars au premier trimestre de 2016 et de 13 millions au quatrième trimestre de 2015 et au premier trimestre de 2015 ont été pris en compte dans les charges autres que d'intérêts.

2) Les montants avant impôts de 24 millions de dollars au premier trimestre de 2016 et de 22 millions au quatrième trimestre de 2015 et au premier trimestre de 2015 ont été inclus dans les charges autres que d'intérêts.

Les résultats ajustés figurant dans le tableau ci-dessus sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

Comparaison du premier trimestre de 2016 et du premier trimestre de 2015

Le bénéfice net a été de 148 millions de dollars, comparativement à 159 millions il y a un an et, après ajustement, il s'est chiffré à 176 millions, contre 186 millions au même trimestre de 2015. Le bénéfice net ajusté des activités traditionnelles de gestion de patrimoine s'est établi à 154 millions, n'ayant que peu changé en regard de celui de ce trimestre car l'essor des activités a été neutralisé par les répercussions du recul des marchés boursiers. Le bénéfice net ajusté des activités d'assurance a été de 22 millions, contre 31 millions un an auparavant, reflétant les conséquences négatives des taux d'intérêt et des marchés boursiers au cours des deux périodes, ce qui a eu pour effet de réduire le bénéfice net ajusté de 33 millions au trimestre à l'étude.

Les revenus se sont établis à 1 437 millions de dollars, comparativement à 1 782 millions, ce qui a découlé des conséquences que la baisse des taux d'intérêt avait eues sur les revenus d'assurance un an plus tôt. Les revenus, déduction faite des SCVPI, ont progressé de 36 millions, ou de 3 %, pour atteindre 1 071 millions. Les revenus tirés des activités traditionnelles de gestion de patrimoine ont atteint 1 007 millions, s'étant améliorés de 41 millions, ou de 4 %, grâce à l'incidence de la plus-value du dollar américain et de la livre sterling, l'essor des activités ayant été annulé par les conséquences du repli des marchés boursiers. Le montant net des revenus d'assurance a été anormalement faible au cours des deux périodes, en raison de l'effet négatif des taux d'intérêt et des marchés boursiers.

Les charges autres que d'intérêts se sont établies à 877 millions de dollars et, après ajustement, elles ont totalisé 841 millions, ce qui représente, dans les deux cas, une hausse de 6 %. De cette hausse, une proportion de 4 % a découlé de l'incidence de l'appréciation du dollar américain et de la livre sterling.

Ayant atteint 864 milliards de dollars, les actifs sous gestion et sous administration ont augmenté de 12 milliards, ou de 1 %, par rapport à il y a un an, ce qui a résulté des fluctuations favorables des cours de change, facteur atténué par le recul des marchés.

Comparaison du premier trimestre de 2016 et du quatrième trimestre de 2015

Le bénéfice net a fléchi de 39 % et, après ajustement, il s'est replié de 35 % comparativement au trimestre précédent, ce qui a résulté de l'incidence qu'un profit sur une vente avait eue au cours de ce trimestre, des répercussions négatives des taux d'intérêt et des marchés boursiers sur les activités d'assurance et des conséquences, sur les activités traditionnelles de gestion de patrimoine, du manque de tonus de ces marchés au cours du trimestre.

Sur une base nette, les revenus ont baissé de 10 % en regard du trimestre précédent. Les revenus tirés des activités traditionnelles de gestion de patrimoine ont fléchi de 7 % en raison surtout du fait qu'un profit sur une vente avait été constaté au trimestre précédent, facteur atténué par une réserve réglementaire. Le montant net des revenus d'assurance a baissé de 46 millions de dollars parce que l'essor des activités sous-jacentes a été plus qu'annulé par les conséquences négatives des taux d'intérêt et des marchés boursiers.

Avant et après ajustement, les charges autres que d'intérêts ont augmenté de 3 %, ce qui est essentiellement imputable à la rémunération fondée sur des actions du personnel admissible à la retraite, rémunération qui est toujours passée en charges au premier trimestre de l'exercice.

Les actifs sous gestion et sous administration sont demeurés pour ainsi dire les mêmes qu'au trimestre précédent, car les fluctuations favorables des cours de change ont été contrebalancées en grande partie par le recul des marchés.

Les résultats ajustés figurant dans la présente section qui traite de BMO Gestion de patrimoine sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

BMO Marchés des capitaux

Tableau 14

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T1-2016	T4-2015	T1-2015
Revenus nets d'intérêts (bic)	429	363	388
Revenus autres que d'intérêts	591	573	532
Total des revenus (bic)	1 020	936	920
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances	8	(2)	9
Charges autres que d'intérêts	661	622	623
Bénéfice avant impôts sur le résultat	351	316	288
Charge d'impôts sur le résultat (bic)	91	75	68
Bénéfice net comptable	260	241	220
Amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions 1)	-	1	-
Bénéfice net ajusté	260	242	220
Revenus du secteur Produits de négociation	589	564	570
Revenus du secteur Banque d'affaires et services bancaires aux sociétés	431	372	350
Croissance du bénéfice net (%)	18,4	26,4	(20,1)
Croissance des revenus (%)	10,9	15,8	(5,2)
Croissance des charges autres que d'intérêts (%)	6,2	8,6	2,5
Rendement des capitaux propres (%)	13,2	12,5	13,6
Levier d'exploitation (%) (bic)	4,7	7,2	(7,7)
Ratio d'efficacité (%) (bic)	64,8	66,4	67,7
Marge nette d'intérêts sur l'actif productif moyen (%) (bic)	0,66	0,59	0,65
Actif productif moyen	257 905	244 528	237 186
Actif moyen	311 775	295 710	287 265
Solde moyen net des prêts et acceptations	44 043	41 104	34 184
Solde moyen des dépôts	155 964	147 493	138 744
États-Unis – Points saillants (en millions de dollars américains)			
Total des revenus (bic)	270	272	265
Charges autres que d'intérêts	215	227	220
Bénéfice net comptable	34	39	29
Actif productif moyen	78 730	78 253	76 161
Actif moyen	85 970	85 610	85 228
Solde moyen net des prêts et acceptations	13 749	12 603	10 229
Solde moyen des dépôts	55 769	55 134	58 603

1) Les montants avant impôts de néant au premier trimestre de 2016 et au premier trimestre de 2015 et de 1 million de dollars au quatrième trimestre de 2015 ont été inclus dans les charges autres que d'intérêts.

Les résultats ajustés figurant dans le tableau ci-dessus sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

Comparaison du premier trimestre de 2016 et du premier trimestre de 2015

Le bénéfice net s'est chiffré à 260 millions de dollars, en hausse de 40 millions, ou de 18 %, par rapport au même trimestre de l'exercice précédent grâce à l'essor des revenus du secteur Banque d'affaires et services bancaires aux sociétés. Le rendement des capitaux propres s'est situé à 13,2 %, comparativement à 13,6 % à cause du montant plus élevé de fonds propres qui avait été attribué un an plus tôt.

Les revenus ont augmenté de 100 millions de dollars, ou de 11 %. Compte non tenu de l'incidence de l'appréciation du dollar américain, les revenus se sont renforcés de 55 millions, ou de 6 %, grâce à l'amélioration du rendement du secteur Banque d'affaires et services bancaires aux sociétés par suite de la hausse des revenus connexes et des commissions de consultation, ce qui a été atténué par le recul des activités de prise ferme de titres de créance et d'actions. Malgré les conditions de marché, les revenus du secteur Produits de négociation n'ont que légèrement baissé en raison d'une gestion prudente et de la diminution des flux dans certains segments de clientèle. Les revenus inscrits un an plus tôt avaient également été touchés par des ajustements d'évaluation du crédit et du financement défavorables.

La dotation à la provision pour pertes sur créances, au montant de 8 millions de dollars, a été relativement stable sur un an. Compte non tenu de l'incidence de l'appréciation du dollar américain, les charges autres que d'intérêts n'ont que peu varié en regard du même trimestre de l'exercice précédent.

Comparaison du premier trimestre de 2016 et du quatrième trimestre de 2015

Le bénéfice net a atteint 260 millions de dollars, s'étant accru de 19 millions, ou de 8 %, par rapport au trimestre précédent, ce qui a résulté surtout de la progression des revenus des secteurs Banque d'affaires et services bancaires aux sociétés et Produits de négociation.

Les revenus ont augmenté de 84 millions de dollars. Exclusion faite de l'incidence de la plus-value du dollar américain, ils se sont améliorés de 73 millions, ou de 8 %, en raison de l'intensification des activités menées pour les clients. Les revenus du secteur Banque d'affaires et services bancaires aux sociétés ont augmenté grâce à la hausse de ceux tirés de ces services et de l'accroissement des activités de banque d'affaires. Les revenus du secteur Produits de négociation ont augmenté en raison de la progression de ceux provenant de la négociation d'actions.

La dotation à la provision pour pertes sur créances a augmenté de 10 millions de dollars, alors qu'un recouvrement peu élevé avait été constaté au trimestre précédent. Les charges autres que d'intérêts se sont accrues de 39 millions, ou de 6 %, en regard du trimestre précédent. Exclusion faite de l'incidence de la plus-value du dollar américain, les charges autres que d'intérêts ont augmenté de 27 millions, ou de 4 %, principalement en raison de la rémunération fondée sur des actions du personnel admissible à la retraite, rémunération qui est toujours passée en charges au premier trimestre de l'exercice.

Services d'entreprise

Tableau 15

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T1-2016	T4-2015	T1-2015
Revenus nets d'intérêts avant compensation sur une bic des groupes 1)	(69)	(69)	(44)
Compensation sur une bic des groupes	(160)	(120)	(190)
Revenus nets d'intérêts (bic) 1)	(229)	(189)	(234)
Revenus autres que d'intérêts	(17)	112	98
Total des revenus (bic) 1)	(246)	(77)	(136)
Recouvrement de pertes sur créances 1)	(32)	(25)	(20)
Charges autres que d'intérêts	130	126	159
Perte avant impôts sur le résultat	(344)	(178)	(275)
Recouvrement d'impôts sur le résultat (bic)	(224)	(139)	(201)
Perte nette comptable	(120)	(39)	(74)
Coûts d'intégration des acquisitions 2)	6	6	-
Ajustement comptable cumulatif 3)	62	-	-
Perte nette ajustée	(52)	(33)	(74)

Recouvrement de pertes sur créances des Services d'entreprise

Prêts immobiliers douteux	(3)	3	5
Intérêts sur les prêts douteux	-	4	4
Prêts douteux acquis	(29)	(12)	(29)
Prêts productifs acquis	-	(20)	-
Recouvrement de pertes sur créances	(32)	(25)	(20)
Solde moyen des prêts et acceptations	137	188	300
Prêts et acceptations à la clôture de la période	100	182	256

États-Unis – Points saillants (en millions de dollars américains)

Total des revenus (bic) 1)	(37)	(20)	(6)
Recouvrement de pertes sur créances 1)	(67)	(56)	(1)
Charges autres que d'intérêts	31	61	83
Recouvrement d'impôts sur le résultat (bic)	(2)	(11)	(46)
Bénéfice net (perte) comptable	1	(14)	(42)
Total des revenus ajustés (bic) 1)	(37)	(20)	(6)
Recouvrement de pertes sur créances, après ajustement 1)	(23)	(21)	(18)
Charges autres que d'intérêts ajustées	24	58	83
Perte nette ajustée	(22)	(33)	(31)

1) À compter du premier trimestre de 2016, la réduction de l'ajustement au titre des pertes sur créances qui est inscrit dans les revenus nets d'intérêts ainsi que la dotation à la provision pour pertes sur créances du portefeuille de prêts productifs acquis sont constatées par PE États-Unis, conformément au mode de comptabilisation de l'acquisition de FET de BMO. Les résultats des périodes antérieures n'ont pas été reclassés.

2) Les coûts d'intégration liés à l'acquisition de FET de BMO ont été essentiellement inclus dans les charges autres que d'intérêts.

3) L'ajustement comptable cumulatif qui a été constaté sous le poste Autres des revenus autres que d'intérêts était lié à la conversion des monnaies étrangères, ce qui a influé surtout sur les résultats des périodes antérieures.

Les résultats ajustés figurant dans le tableau ci-dessus sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

Services d'entreprise

Les Services d'entreprise sont constitués d'unités fonctionnelles et de l'unité Technologie et opérations (T&O). Les unités fonctionnelles offrent à l'échelle de l'entreprise une expertise et un soutien en matière de gouvernance dans plusieurs domaines, dont la planification stratégique, la gestion des risques, les finances, la conformité aux lois et à la réglementation, la commercialisation, les communications et les ressources humaines. T&O assure à BMO Groupe financier la prestation de services de gestion, de soutien et de gouvernance en matière de technologie de l'information et de services d'exploitation, d'opérations immobilières et d'impartition.

Les coûts de prestation des services des unités fonctionnelles et de T&O sont en grande partie transférés aux trois groupes d'exploitation clients (Services bancaires PE, Gestion de patrimoine et BMO Marchés des capitaux), et seules des sommes relativement peu élevées sont prises en compte dans les résultats des Services d'entreprise. Ainsi, les résultats d'exploitation ajustés des Services d'entreprise reflètent en grande partie l'incidence de certaines activités de gestion de l'actif et du passif, l'élimination des ajustements sur une base d'imposition comparable, les résultats attribuables à certains actifs douteux garantis par des biens immobiliers et certaines répercussions de la comptabilisation des prêts acquis.

Analyse des résultats financiers

Comparaison du premier trimestre de 2016 et du premier trimestre de 2015

La perte nette comptable des Services d'entreprise s'est située à 120 millions de dollars pour le premier trimestre de 2016, comparativement à 74 millions il y a un an. Le résultat comptable du trimestre considéré tient compte d'un ajustement comptable cumulatif qui a été inscrit sous le poste Autres des revenus autres que d'intérêts et qui a trait à la conversion des monnaies étrangères, ce qui a influé surtout sur les résultats des périodes antérieures. La perte nette ajustée s'est chiffrée à 52 millions, contre 74 millions un an auparavant. Les résultats ajustés se sont améliorés grâce à la baisse des charges ainsi qu'à la hausse des recouvrements de pertes sur créances au cours de l'exercice à l'étude et à celle des impôts à l'exercice précédent, ce qui a été atténué par la baisse des revenus générés par les prêts.

Comparaison du premier trimestre de 2016 et du quatrième trimestre de 2015

La perte nette comptable des Services d'entreprise s'est située à 120 millions de dollars pour le trimestre à l'étude, comparativement à 39 millions pour le trimestre précédent. La perte nette ajustée s'est chiffrée à 52 millions, contre 33 millions au quatrième trimestre de 2015. Les résultats ajustés ont fléchi puisque les revenus avaient été exceptionnellement élevés au cours de ce trimestre.

Les résultats ajustés figurant dans la présente section qui traite des Services d'entreprise sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T1-2016	T4-2015	T3-2015	T2-2015	T1-2015	T4-2014	T3-2014	T2-2014
Total des revenus 1)	5 075	4 982	4 826	4 526	5 055	4 640	4 735	4 369
Sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités (SCVPI) 1)	366	265	218	24	747	300	520	328
Revenus, déduction faite des SCVPI	4 709	4 717	4 608	4 502	4 308	4 340	4 215	4 041
Dotation à la provision spécifique pour pertes sur créances	183	128	160	161	163	170	130	162
Dotation à la provision générale pour pertes sur créances	-	-	-	-	-	-	-	-
Charges autres que d'intérêts	3 270	3 093	2 971	3 112	3 006	2 887	2 756	2 594
Bénéfice avant impôts sur le résultat	1 256	1 496	1 477	1 229	1 139	1 283	1 329	1 285
Charge d'impôts sur le résultat	188	282	285	230	139	213	203	209
Bénéfice net comptable (voir ci-dessous)	1 068	1 214	1 192	999	1 000	1 070	1 126	1 076
Bénéfice net ajusté (voir ci-dessous)	1 178	1 264	1 230	1 146	1 041	1 111	1 162	1 097
Bénéfice de base par action (\$)	1,59	1,83	1,81	1,49	1,47	1,57	1,68	1,61
Bénéfice dilué par action (\$)	1,58	1,83	1,80	1,49	1,46	1,56	1,67	1,60
Bénéfice dilué par action, après ajustement (\$)	1,75	1,90	1,86	1,71	1,53	1,63	1,73	1,63
Marge nette d'intérêts sur l'actif productif moyen (%)	1,58	1,53	1,52	1,48	1,51	1,57	1,55	1,56
Dotation à la provision pour pertes sur créances en % du solde moyen net des prêts et acceptations (annualisé) (%)	0,21	0,15	0,20	0,20	0,21	0,23	0,18	0,22
Taux d'impôt effectif (%)	15,0	18,8	19,3	18,8	12,2	16,6	15,3	16,2
Taux d'impôt effectif, après ajustement (%)	16,2	18,9	19,4	19,8	12,6	16,8	15,6	16,5
Cours de change moyen entre les dollars canadien et américain	1,37	1,32	1,27	1,24	1,19	1,11	1,08	1,10
Bénéfice net comptable des groupes d'exploitation								
PE Canada	529	561	556	485	503	526	524	479
PE États-Unis	251	208	222	207	192	169	162	158
Services bancaires Particuliers et entreprises	780	769	778	692	695	695	686	637
Gestion de patrimoine	148	243	210	238	159	225	189	192
BMO Marchés des capitaux	260	241	272	296	220	190	305	304
Services d'entreprise	(120)	(39)	(68)	(227)	(74)	(40)	(54)	(57)
Bénéfice net de BMO Groupe financier	1 068	1 214	1 192	999	1 000	1 070	1 126	1 076
Bénéfice net ajusté des groupes d'exploitation								
PE Canada	530	562	557	486	504	527	525	480
PE États-Unis	264	222	235	220	205	182	175	171
Services bancaires Particuliers et entreprises	794	784	792	706	709	709	700	651
Gestion de patrimoine	176	271	233	265	186	252	211	198
BMO Marchés des capitaux	260	242	273	296	220	190	305	305
Services d'entreprise	(52)	(33)	(68)	(121)	(74)	(40)	(54)	(57)
Bénéfice net ajusté de BMO Groupe financier	1 178	1 264	1 230	1 146	1 041	1 111	1 162	1 097

1) Depuis le premier trimestre de 2015, les sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités sont présentés séparément alors qu'antérieurement, ils l'étaient en tant que réduction des revenus d'assurance, dans les revenus autres que d'intérêts. Les montants et ratios des périodes antérieures ont été reclassés.

Les résultats ajustés qui sont présentés dans ce tableau sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

Les tendances trimestrielles relatives au bénéfice de BMO sont examinées en détail aux pages 66 et 67 de son Rapport annuel pour 2015. Nous invitons les lecteurs à se reporter à cette analyse pour obtenir des explications plus complètes de ces tendances et des facteurs qui ont influé sur les résultats trimestriels passés, dont la légère influence des variations saisonnières sur les résultats. Le tableau 16 présente un sommaire des résultats obtenus entre le deuxième trimestre de 2014 et le premier trimestre de 2016, inclusivement. Ce tableau reflète les modifications des IFRS dont il est fait mention à la note 1 afférente aux états financiers consolidés annuels audités, à la page 140 du Rapport annuel pour 2015 de BMO.

De temps à autre, il arrive que certains secteurs d'activité et unités soient transférés d'un groupe d'exploitation client à un groupe de soutien afin d'harmoniser plus étroitement la structure organisationnelle de BMO et ses priorités stratégiques. Les chiffres des périodes antérieures ont été reclassés afin de rendre leur présentation conforme à celle adoptée pour la période à l'étude.

PE Canada

Le bénéfice net de PE Canada a été élevé tout au long de 2014. Il s'est ensuite comprimé dans la première moitié de 2015, mais a affiché une croissance plus forte dans la seconde. Au premier trimestre de 2016, la dotation à la provision pour pertes sur créances a dépassé celle du deuxième semestre de 2015, celle-ci ayant été anormalement faible. La croissance des revenus provient de la hausse des soldes et des revenus autres que d'intérêts, la marge nette d'intérêts ayant été relativement stable à tous les trimestres. Malgré une gestion toujours rigoureuse, les charges ont augmenté, et ce, en raison des investissements continus dans les activités.

PE États-Unis

Les résultats de PE États-Unis se sont améliorés à partir du troisième trimestre de 2014 et jusqu'à la fin de 2015 grâce à la diminution de la dotation à la provision pour pertes sur créances et à une saine gestion des charges dans un contexte peu propice à la réalisation de revenus. Les résultats du premier trimestre de 2016 rendent compte d'une hausse du bénéfice net résultant principalement de l'acquisition de FET de BMO.

Gestion de patrimoine

Les résultats globaux de la Gestion de patrimoine reflètent une hausse interne à deux chiffres des revenus des activités traditionnelles de gestion de patrimoine dans six des huit derniers trimestres. Les résultats des deux derniers trimestres ont été affaiblis par la baisse des revenus tirés des produits tarifés qu'a causée le repli des marchés boursiers ainsi que par la diminution des commissions de courtage. Les résultats d'exploitation des activités traditionnelles de gestion de patrimoine ont bénéficié, à partir de la seconde moitié de 2014, de l'apport de F&C qui a été acquise ainsi que d'un profit à la vente d'une unité américaine au dernier trimestre de 2015. Les résultats trimestriels des activités d'assurance ont fluctué, ce qui a résulté essentiellement des variations des taux d'intérêt à long terme, des fluctuations des marchés boursiers et des changements apportés à la méthode de calcul et aux hypothèses actuarielles.

BMO Marchés des capitaux

Tirant parti de conditions de marché propices, BMO Marchés des capitaux a affiché un bon rendement au cours des trois premiers trimestres de 2014. Au quatrième trimestre de 2014 ainsi qu'au premier trimestre de 2015, ses activités ont ralenti et ses résultats ont été affaiblis par des ajustements d'évaluation du crédit et du financement défavorables. Les résultats des deuxième et troisième trimestres de 2015 reflètent l'amélioration du rendement des secteurs Produits de négociation et Banque d'affaires et services bancaires aux sociétés. Les activités sur certains marchés ont ralenti au quatrième trimestre de 2015 ainsi qu'au premier trimestre de 2016 car les conditions de marché ont été plus difficiles.

Dotation à la provision pour pertes sur créances

Exprimée en pourcentage du solde des prêts et acceptations, la dotation à la provision pour pertes sur créances de BMO a, en général, été stable dans les derniers trimestres.

Services d'entreprise

Le bénéfice net trimestriel ajusté peut fluctuer d'un trimestre à l'autre et est touché par la variabilité inhérente aux avantages que procure le portefeuille de prêts acquis.

Change

Le dollar américain s'est grandement renforcé depuis 2014, sauf au troisième trimestre de 2014 et au deuxième trimestre de 2015, où il s'est quelque peu replié. Un dollar américain plus fort accroît les valeurs converties des revenus, des charges, des dotations à la provision pour (recouvrements de) pertes sur créances, des impôts sur le résultat et du bénéfice net libellés en dollars américains, mais il réduit le rendement des capitaux propres.

Charge d'impôts sur le résultat

Le taux d'impôt effectif peut varier car il dépend du moment de la résolution de certaines questions fiscales, des recouvrements d'impôts sur le résultat de périodes antérieures ainsi que de la proportion relative du bénéfice généré dans chaque territoire dans lequel nous exerçons des activités.

Les résultats ajustés que renferme le présent sommaire des tendances trimestrielles relatives au bénéfice sont des montants et mesures ajustés non conformes aux PCGR. Voir la section Mesures non conformes aux PCGR.

Mise en garde

Le présent sommaire des tendances trimestrielles relatives au bénéfice contient des déclarations prospectives. Voir la mise en garde concernant les déclarations prospectives.

Bilan

Au 31 janvier 2016, le total des actifs atteignait 699,3 milliards de dollars, ayant augmenté de 57,4 milliards en regard du 31 octobre 2015, ce qui inclut une hausse de 19,7 milliards attribuable à la plus-value du dollar américain, exclusion faite de ses répercussions sur les actifs financiers dérivés. Ceux-ci ont progressé de 11,0 milliards et les passifs financiers dérivés, de 10,0 milliards en raison surtout de l'augmentation de la juste valeur des contrats sur taux d'intérêt et de change par suite, respectivement, du repli des taux d'intérêt et de la plus-value du dollar américain.

L'analyse qui suit ne tient pas compte des changements associés à l'appréciation du dollar américain. La hausse de 13,3 milliards de dollars du solde net des prêts et acceptations provient essentiellement de l'augmentation des prêts aux entreprises et aux administrations publiques en raison de l'acquisition de FET de BMO ainsi que de la croissance interne des groupes d'exploitation. Les titres pris en pension ou empruntés se sont accrus de 12,6 milliards, ce qui s'explique par les activités menées pour les clients sur les marchés des capitaux. Les valeurs mobilières ont augmenté de 4,1 milliards en raison surtout de la hausse des titres disponibles à la vente et des titres de négociation. La baisse de 4,4 milliards de la trésorerie, des équivalents de trésorerie ainsi que des dépôts productifs d'intérêts à d'autres banques a résulté surtout de la trésorerie qui a été affectée à l'acquisition de FET de BMO.

Les passifs se sont accrus de 55,7 milliards de dollars en regard du 31 octobre 2015, ce qui inclut une hausse de 19,4 milliards qui a découlé du renforcement du dollar américain, compte non tenu de ses répercussions sur les passifs financiers dérivés, et une augmentation de 10,0 milliards des passifs financiers dérivés, tel qu'il est indiqué ci-dessus.

L'analyse qui suit ne tient pas compte des changements associés à un dollar américain plus fort. L'accroissement de 16,5 milliards de dollars des dépôts a résulté de hausses de 7,6 milliards des dépôts des entreprises et des administrations publiques, de 5,0 milliards des dépôts des particuliers et de 3,9 milliards des dépôts d'autres banques, reflétant ainsi l'augmentation des dépôts de gros et de ceux des clients.

Le total des capitaux propres s'est accru de 1,7 milliard de dollars en regard du 31 octobre 2015. Le total des capitaux propres attribuables aux actionnaires s'est renforcé de 2,2 milliards, ce qui a été atténué par une diminution de 0,5 milliard de la participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales par suite du rachat de 450 millions de dollars de titres de fiducie de capital. Le total des capitaux propres attribuables aux actionnaires a augmenté en raison surtout de la hausse du cumul des autres éléments du résultat global et des résultats non distribués. Le cumul des autres éléments du résultat global relatif à la conversion des investissements nets dans des établissements à l'étranger a augmenté de 1,5 milliard, compte non tenu de l'incidence des couvertures, en raison surtout de la plus-value du dollar américain. Les résultats non distribués se sont améliorés de 479 millions de dollars.

La note 15 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires non audités indique les obligations contractuelles par année d'échéance.

Transactions avec des parties liées

Dans le cadre normal de nos activités, nous fournissons des services bancaires à notre personnel de direction clé, à nos coentreprises et à des entreprises associées selon les mêmes modalités que celles que nous offrons à nos clients.

Les politiques et procédures qu'applique la Banque à l'égard des transactions avec des parties liées n'ont pas changé de manière significative depuis le 31 octobre 2015 et correspondent à celles décrites à la note 29 afférente aux états financiers consolidés audités, à la page 197 du Rapport annuel 2015 de BMO.

Arrangements hors bilan

Dans le cadre normal de ses activités, BMO conclut un certain nombre d'arrangements hors bilan, dont les plus importants sont les instruments de crédit, les entités structurées et les garanties. Ces arrangements sont décrits à la page 77 de son Rapport annuel pour 2015. Nous consolidons toutes nos entités structurées, si ce n'est certaines entités de titrisation canadiennes des clients, entités de capital et de financement structuré ainsi que de divers fonds d'investissement gérés ou non par BMO. Il ne s'est produit aucun changement d'importance au cours du trimestre clos le 31 janvier 2016.

Méthodes comptables et principales estimations comptables

Notre Rapport de gestion pour 2015 de même que les notes afférentes aux états financiers consolidés audités de l'exercice clos le 31 octobre 2015 ainsi que la note 1 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires non audités pour le trimestre clos le 31 janvier 2016 renferment la description de nos principales méthodes comptables ainsi que des explications sur certaines estimations comptables qui sont considérées comme particulièrement importantes puisqu'elles exigent que la direction pose des jugements importants, dont certains portent sur des questions qui sont inévitablement incertaines. Nous invitons les lecteurs à prendre connaissance de ces explications aux pages 78 à 80 ainsi que 141 à 143 du Rapport annuel 2015 de BMO.

Modifications futures de méthodes comptables

BMO demeure à l'affût des changements éventuels que propose l'IASB et analyse les conséquences que toute modification des normes comptables pourrait avoir sur la présentation de son information financière et sur ses méthodes comptables. La note 1 afférente aux états financiers consolidés annuels audités figurant aux pages 143 et 144 du Rapport annuel pour 2015 de BMO renferme des renseignements sur les nouvelles normes et les modifications des normes existantes que la Banque devra adopter dans l'avenir. Nous adopterons l'IFRS 9, *Instruments financiers* (IFRS 9), en date du 1^{er} novembre 2017. L'IFRS 9 traite de classement et d'évaluation, de dépréciation et de comptabilité de couverture. En décembre 2015, le CBCB a publié ses *recommandations relatives au risque de crédit et à la comptabilisation des pertes de crédit attendues*, recommandations qui fournissent d'autres directives concernant l'application de l'IFRS 9 par les institutions bancaires.

Les pages 80 et 81 du Rapport annuel pour 2015 de BMO donnent de l'information supplémentaire à ce sujet. Nous évaluons actuellement les répercussions que cette nouvelle norme aura sur nos résultats financiers à venir.

Instruments financiers désignés

Les pages 76 et 77 du Rapport annuel pour 2015 de BMO donnent plus de renseignements sur des instruments financiers désignés qui, depuis 2008 et d'après des évaluations ultérieures, ont commencé à être perçus par les marchés comme comportant un risque accru, et présentent de l'information sur les secteurs présentant un intérêt particulier, soit le secteur pétrolier et gazier et le secteur minier. Les prêts en cours de BMO dans le secteur pétrolier et gazier représentent toujours environ 2 % du total des prêts et ceux du secteur minier, toujours moins de 1 % de ce total. Nous invitons les lecteurs à passer en revue cette information qui les aidera à comprendre la nature et l'ampleur des expositions de BMO.

Le Conseil de stabilité financière (CSF) a publié un rapport préconisant d'améliorer la communication de l'information sur les instruments financiers que les acteurs sur les marchés considèrent comme plus risqués. Une table des matières indiquant où se trouvent les informations à fournir, selon les recommandations du groupe de travail sur le renforcement des informations à fournir (« Enhanced Disclosure Task Force » (EDTF)) du CSF, est présentée sur notre site Web, à l'adresse www.bmo.com/relationinvestisseurs.

Nous avons pour pratique de signaler dans notre Rapport de gestion intermédiaire tout changement important dans les instruments financiers désignés survenu depuis la fin de l'exercice, le cas échéant. Il ne s'est produit aucun changement important depuis la présentation de notre Rapport annuel pour 2015.

Obligations redditionnelles des banques d'importance systémique nationale (BISN)

En mars 2013, le BSIF a émis des lignes directrices désignant les six plus grandes banques canadiennes, dont BMO, comme étant des banques d'importance systémique nationale. Actuellement, aucune banque canadienne n'est considérée comme ayant une importance systémique mondiale (BISM).

En tant que BISN, le BSIF exige que nous présentions les 12 indicateurs utilisés dans la méthode d'évaluation des BISM. Ces indicateurs évaluent l'incidence que la faillite d'une banque aurait sur le système financier et l'économie à l'échelle mondiale. Ces indicateurs reflètent la taille des banques, leur interdépendance, l'absence d'une infrastructure de rechange pour ce qui est des services qu'elles fournissent, leurs activités sur la scène internationale et leur complexité. La méthode préconisée est décrite dans le document intitulé *Global systemically important banks: updated assessment methodology and the higher loss absorbency requirement* que le CBCB a publié en juillet 2013. Conformément à cette méthode, les indicateurs sont calculés en fonction des directives spécifiques du CBCB. Par conséquent, les mesures utilisées pourraient ne pas être fondées sur la plus récente version de Bâle III. Ainsi, les valeurs pourraient ne pas correspondre à d'autres mesures figurant dans le présent rapport.

Les valeurs des indicateurs sont présentées selon les exigences réglementaires concernant la consolidation, et c'est pourquoi l'information sur les activités d'assurance et autres activités non bancaires n'est incluse que dans la mesure où elle l'est également aux fins de la consolidation du groupe qu'exige la réglementation. Ce niveau de consolidation diffère de celui utilisé aux fins des états financiers consolidés. Par conséquent, les résultats pourraient ne pas être comparables aux autres informations figurant aux présentes.

Les créances transfrontières ont augmenté en raison de la plus-value du dollar américain, de l'essor des prêts, des titres pris en pension ou empruntés et des valeurs mobilières. Les passifs transfrontières se sont accrus à cause de l'appréciation du dollar américain et de la montée des dépôts et autres passifs. Les activités de paiement ont également été touchées par un dollar américain plus fort et par la hausse du nombre de transactions réalisées dans cette monnaie. Les titres de négociation et ceux disponibles à la vente ont diminué en raison des échéances et des ventes de titres.

Obligations redditionnelles des banques d'importance systémique nationale (BISN) (en millions de dollars canadiens)

Tableau 17

Au 31 octobre

Section	Indicateurs	2015	2014
A. Activité transfrontière	1. Créances transfrontières	286 603	218 233
	2. Passifs transfrontières	275 723	210 360
B. Taille	3. Expositions totales telles que définies par le ratio de levier de Bâle III	707 965	651 228
C. Interdépendance	4. Actifs dans le système financier	126 519	116 970
	5. Passifs dans le système financier	64 631	58 126
	6. Titres en circulation	212 045	199 073
D. Substituabilité/infrastructure financière	7. Activité de paiement 1)	25 665 129	20 400 735
	8. Actifs sous garde	149 645	140 892
	9. Valeurs des transactions placées sur les marchés obligataires et boursiers	46 229	46 891
E. Complexité	10. Valeur notionnelle des dérivés de gré à gré	4 389 302	3 872 827
	11. Titres détenus à des fins de négociation et disponibles à la vente	23 643	32 550
	12. Actifs de niveau 3	1 964	2 249

1) Comprend les transactions intragroupe dont la compensation est réalisée par l'entremise d'un correspondant bancaire.

Autres faits nouveaux en matière de réglementation

Nous continuons de surveiller l'évolution de la réglementation, y compris celle dont il est fait mention ailleurs dans le présent Rapport aux actionnaires, et de nous y préparer.

Pour une analyse plus poussée de l'évolution de la réglementation, il y a lieu de se reporter aux sections Gestion globale du capital, Risque de liquidité et de financement et Risque juridique et réglementaire qui débutent respectivement aux pages 70, 105 et 114 du Rapport annuel pour 2015 de BMO.

Gestion des risques

Nos méthodes de gestion des risques et les principales mesures de ceux-ci n'ont pas changé de manière significative en regard de celles décrites aux pages 86 à 117 du Rapport annuel pour 2015 de BMO.

Risque de marché

Liens entre des éléments du bilan et les informations sur le risque de marché

Le tableau 18 qui suit présente des éléments de notre bilan consolidé qui sont exposés au risque de marché, à savoir les soldes qui résultent de techniques de mesure du risque associé à des éléments qui sont négociés ou à des éléments qui ne le sont pas.

(en millions de dollars canadiens)	Au 31 janvier 2016				Au 31 octobre 2015				Principaux facteurs de risque des soldes d'éléments non négociés
	Bilan consolidé	Exposés au risque de marché		Non exposés au risque de marché	Bilan consolidé	Exposés au risque de marché		Non exposés au risque de marché	
Éléments négociés 1)		Éléments non négociés 2)	Éléments négociés 1)			Éléments non négociés 2)			
Actifs exposés au risque de marché									
Trésorerie et équivalents de trésorerie	38 961	-	38 961	-	40 295	-	40 295	-	Taux d'intérêt
Dépôts productifs d'intérêts à d'autres banques	7 433	1 077	6 356	-	7 382	1 212	6 170	-	Taux d'intérêt
Valeurs mobilières									
Titres de négociation	75 488	68 192	7 296	-	72 460	65 066	7 394	-	Taux d'intérêt, écart de taux
Titres disponibles à la vente	52 321	-	52 321	-	48 006	-	48 006	-	Taux d'intérêt, écart de taux
Titres détenus jusqu'à leur échéance	9 325	-	9 325	-	9 432	-	9 432	-	Taux d'intérêt
Titres divers	1 367	-	1 367	-	1 020	-	1 020	-	Actions
Titres pris en pension ou empruntés	83 603	-	83 603	-	68 066	-	68 066	-	Taux d'intérêt
Prêts (déduction faite de la provision pour pertes sur créances)	344 998	-	344 998	-	322 717	-	322 717	-	Taux d'intérêt, change
Instruments dérivés	49 233	46 192	3 041	-	38 238	35 924	2 314	-	Taux d'intérêt, change
Engagements des clients aux termes d'acceptations	11 345	-	11 345	-	11 307	-	11 307	-	Taux d'intérêt
Actifs divers	25 219	-	9 269	15 950	22 958	-	8 195	14 763	Taux d'intérêt
Total des actifs	699 293	115 461	567 882	15 950	641 881	102 202	524 916	14 763	
Passifs exposés au risque de marché									
Dépôts	470 836	10 627	460 209	-	438 169	9 429	428 740	-	Taux d'intérêt, change
Instruments dérivés	52 619	49 323	3 296	-	42 639	39 907	2 732	-	Taux d'intérêt, change
Acceptations	11 345	-	11 345	-	11 307	-	11 307	-	Taux d'intérêt
Titres vendus à découvert	24 208	24 208	-	-	21 226	21 226	-	-	Taux d'intérêt
Titres mis en pension ou prêtés	49 670	-	49 670	-	39 891	-	39 891	-	Taux d'intérêt
Passifs divers	43 741	-	43 365	376	44 320	-	44 218	102	Taux d'intérêt
Dette subordonnée	5 250	-	5 250	-	4 416	-	4 416	-	Taux d'intérêt
Total des passifs	657 669	84 158	573 135	376	601 968	70 562	531 304	102	

Certains montants des périodes antérieures ont été reclassés afin de rendre leur présentation conforme à celle adoptée pour la période à l'étude.

- 1) Comprend essentiellement des éléments du bilan de BMO assujettis au cadre de gestion du risque lié aux activités de négociation et à la prise ferme et qui sont évalués à la juste valeur par le biais du résultat net.
- 2) Comprend essentiellement des éléments du bilan de BMO assujettis au cadre de gestion du risque structurel de marché et du risque d'assurance et nos titres disponibles à la vente.

Risque de marché structurel lié aux activités de négociation et autres et à la prise ferme

Le total de la valeur à risque (VaR) liée aux activités de négociation a baissé au cours du trimestre en raison surtout de la diminution des expositions aux cours de change, aux taux d'intérêt et aux actions découlant des activités menées pour les clients et des fluctuations des taux du marché. Une réduction de l'effet positif de la diversification globale ainsi qu'une hausse de la VaR liée au crédit ont eu pour effet de contrebalancer une partie de cette baisse, ce qui reflète l'incidence de la hausse des écarts de taux. Le total de la VaR liée aux activités de négociation en période de tension a également baissé au cours du trimestre, ce qui est en grande partie imputable aux changements, durant le trimestre, du total de la VaR liée à ces activités.

Aucun changement majeur n'a été apporté à notre cadre de gestion du risque structurel de marché durant le trimestre.

L'exposition de la valeur économique structurelle à une hausse des taux d'intérêt reflète essentiellement le recul de la valeur de marché des prêts à taux fixe. L'exposition de la valeur économique structurelle à une hausse des taux d'intérêt a changé en raison surtout de la mise en œuvre d'un nouveau modèle pour les dépôts canadiens au cours du trimestre, ce qui rend compte de l'accroissement de la valeur de certains dépôts lorsque les taux montent. La sensibilité de la valeur économique structurelle à une baisse des taux d'intérêt reflète essentiellement l'incidence des taux minimums des dépôts des clients qui ont été modélisés dans ce nouveau modèle, ce qui s'est traduit par une exposition de la valeur économique pour le trimestre à l'étude, comparativement à un avantage au dernier trimestre. L'exposition du résultat structurel à une baisse des taux d'intérêt reflète essentiellement le risque qu'au moment de la révision des taux, les prêts à taux fixe ou variable se voient attribuer des taux moins élevés ainsi qu'une capacité plus restreinte de baisser les taux des dépôts lorsque les taux diminuent. Les taux d'intérêt à court terme américains ont augmenté en décembre, ce qui a élargi les marges sur les dépôts. Bien que ce facteur influe favorablement sur le résultat, il accroît sa sensibilité à une baisse des taux puisque les taux d'intérêt à court terme américains pourraient désormais diminuer plus fortement que dans le passé. L'avantage, pour le résultat structurel, d'une hausse des taux d'intérêt reflète surtout l'incidence positive de l'élargissement des marges sur les dépôts lorsque les taux d'intérêt augmentent.

Les méthodes de gestion du risque de marché de BMO et les principales mesures de ce risque sont décrites aux pages 100 à 104 de son Rapport annuel pour 2015.

Sommaire du total de la valeur à risque (VaR) – Négociation 1)

Tableau 19

(équivalent en millions de dollars canadiens avant impôts)	Pour le trimestre clos le 31 janvier 2016				Au 31 octobre 2015	Au 31 janvier 2015
	À la clôture du trimestre	Moyenne	Haut	Bas	À la clôture du trimestre	À la clôture du trimestre
VaR liée aux produits de base	(0,5)	(0,5)	(0,6)	(0,4)	(0,4)	(0,5)
VaR liée aux actions	(5,9)	(6,0)	(7,6)	(4,6)	(6,9)	(12,0)
VaR liée au change	(0,7)	(1,0)	(3,3)	(0,3)	(2,6)	(1,0)
VaR liée aux taux d'intérêt	(8,8)	(9,9)	(13,7)	(7,6)	(10,5)	(5,6)
VaR liée au crédit	(4,0)	(3,0)	(5,0)	(2,2)	(2,7)	(6,8)
Diversification	8,4	8,5	n. s.	n. s.	9,8	11,3
Total de la VaR – Négociation	(11,5)	(11,9)	(16,1)	(9,6)	(13,3)	(14,6)

1) Mesure quotidienne selon un niveau de confiance de 99 %. Les pertes sont indiquées par des montants entre parenthèses et les profits, par des montants positifs.

n. s. – non significatif

Sommaire du total de la valeur à risque (VaR) en période de tension – Négociation 1) 2)

Tableau 20

(équivalent en millions de dollars canadiens avant impôts)	Pour le trimestre clos le 31 janvier 2016				Au 31 octobre 2015	Au 31 janvier 2015
	À la clôture du trimestre	Moyenne	Haut	Bas	À la clôture du trimestre	À la clôture du trimestre
VaR liée aux produits de base en période de tension	(1,0)	(0,9)	(1,2)	(0,6)	(0,7)	(1,0)
VaR liée aux actions en période de tension	(10,4)	(11,4)	(15,9)	(9,2)	(17,6)	(14,5)
VaR liée au change en période de tension	(1,4)	(1,6)	(4,7)	(0,5)	(2,2)	(1,6)
VaR liée aux taux d'intérêt en période de tension	(12,7)	(13,4)	(16,3)	(11,2)	(10,4)	(7,9)
VaR liée au crédit en période de tension	(9,0)	(6,7)	(10,1)	(4,9)	(5,2)	(20,3)
Diversification	17,1	16,3	n. s.	n. s.	15,0	20,2
Total de la VaR en période de tension – Négociation	(17,4)	(17,7)	(23,8)	(14,4)	(21,1)	(25,1)

1) Mesure quotidienne selon un niveau de confiance de 99 %. Les pertes sont indiquées par des montants entre parenthèses et les profits, par des montants positifs.

2) La VaR en période de tension est établie sur une base hebdomadaire.

n. s. – non significatif

Sensibilité du résultat et de la valeur économique, au bilan, au risque structurel de fluctuations des taux d'intérêt 1) 2) 3) 4) 5)

Tableau 21

(équivalent en millions de dollars canadiens)	Sensibilité de la valeur économique (avant impôts)			Sensibilité du résultat au cours des 12 prochains mois (avant impôts)		
	31 janvier 2016	31 octobre 2015	31 janvier 2015	31 janvier 2016	31 octobre 2015	31 janvier 2015
Hausse de 100 points de base	(395,8)	(647,6)	(545,9)	197,3	220,7	179,7
Baisse de 100 points de base	(227,9)	107,3	(61,5)	(196,6)	(95,3)	(60,2)

Certains montants des périodes antérieures ont été reclassés afin de rendre leur présentation conforme à celle adoptée pour la période à l'étude.

1) Nous avons retraité les sensibilités du résultat au risque structurel pour qu'elles soient avant impôts, et nos positions au 31 octobre 2015 et au 31 janvier 2015 ont été retraitées afin d'en permettre la comparaison.

2) Les sensibilités du résultat et de la valeur économique à des baisses des taux d'intérêt supposent que les banques centrales du Canada et des États-Unis n'abaissent pas à moins de zéro les taux d'intérêt du financement à un jour. Ainsi, les scénarios de baisse de taux d'intérêt limitent la réduction des taux d'intérêt à court terme canadiens et américains à 50 points de base (50 points de base pour les taux canadiens et 25 points de base pour les taux américains en 2015) pour les durées les plus courtes. Les taux d'intérêt à plus long terme ne peuvent être inférieurs au niveau présumé des taux d'intérêt à court terme.

3) Certaines positions en titres disponibles à la vente et ne servant pas à la négociation sont gérées au moyen du cadre de gestion du risque de négociation de la Banque.

4) Les pertes sont indiquées par des montants entre parenthèses et les profits, par des montants positifs.

5) Dans le cas des activités d'assurance de BMO, une hausse de 100 points de base des taux d'intérêt au 31 janvier 2016 donnerait lieu à une augmentation de 101 millions de dollars de leur bénéfice avant impôts et à une hausse de 587 millions de leur valeur économique avant impôts (94 millions et 511 millions, respectivement, au 31 octobre 2015; 109 millions et 572 millions, respectivement, au 31 janvier 2015). Une baisse de 100 points de base des taux d'intérêt au 31 janvier 2016 donnerait lieu à une diminution de 101 millions de leur bénéfice avant impôts et à une diminution de 710 millions de leur valeur économique avant impôts (93 millions et 612 millions, respectivement, au 31 octobre 2015; 102 millions et 623 millions, respectivement, au 31 janvier 2015). Ces incidences ne sont pas reflétées dans le tableau ci-dessus.

Risque de liquidité et de financement

Le risque de liquidité et de financement est géré au moyen d'un cadre de gestion des risques bien défini. Aucun changement important n'a été apporté à ce cadre durant le trimestre.

Les actifs liquides de BMO sont détenus essentiellement par nos secteurs qui mènent des activités de négociation ainsi que sous forme de lots d'actifs liquides supplémentaires qui sont conservés aux fins de la gestion du risque de liquidité éventuel. Les actifs liquides comprennent des actifs non grevés de grande qualité qui sont négociables, qui peuvent être cédés en garantie d'emprunts et qui peuvent être convertis en trésorerie à l'intérieur d'un délai qui répond à nos besoins de liquidité et de financement. Le tableau 22 résume les actifs liquides de BMO.

Dans le cadre normal de ses activités, BMO peut grever d'une charge certains montants de trésorerie ainsi que des valeurs mobilières afin de soutenir ses activités de négociation et sa participation à des systèmes de compensation et de paiement au Canada et à l'étranger. En outre, BMO peut obtenir des actifs liquides en guise de nantissement et peut les redonner en garantie en échange d'une somme en trésorerie ou en guise de sûreté de ses activités de négociation. Les actifs nets liquides non grevés, soit des actifs figurant à son bilan, tels la trésorerie et les valeurs mobilières détenues par BMO et les titres pris en pension ou empruntés ainsi que d'autres garanties admissibles hors bilan qui ont été obtenues moins celles accordées, se chiffraient à 202,0 milliards de dollars au 31 janvier 2016, contre 188,5 milliards au 31 octobre 2015. La hausse des actifs liquides non grevés a résulté essentiellement des conséquences de la plus-value du dollar américain et de la hausse des soldes des valeurs mobilières. Les actifs nets liquides non grevés sont essentiellement détenus par la banque mère, par notre entité juridique américaine, BMO Harris Bank, et par les activités de courtage de BMO au Canada et à l'échelle internationale. Outre ses actifs liquides, BMO a accès aux programmes d'aide de la Banque du Canada, au guichet d'escompte de la Federal Reserve Bank aux États-Unis et à des facilités de trésorerie de soutien de la Banque centrale européenne. Lorsqu'elle évalue sa position de liquidité, BMO ne considère pas les facilités de crédit auprès des banques centrales comme représentant une source de liquidité à sa disposition.

Outre la trésorerie et les valeurs mobilières qu'elle détient, BMO peut également donner en nantissement d'autres actifs, dont des prêts hypothécaires et d'autres prêts, afin de mobiliser du financement garanti à long terme. Le tableau 23 indique le total des actifs grevés et des actifs non grevés.

Actifs liquides	Au 31 janvier 2016					Au 31 octobre 2015
	Valeurs comptables/actifs inscrits au bilan 1)	Autres éléments de trésorerie et valeurs mobilières reçus	Total des actifs bruts 2)	Actifs grevés	Actifs nets non grevés 3)	Actifs nets non grevés 3)
(en millions de dollars canadiens)						
Trésorerie et équivalents de trésorerie	38 961	-	38 961	2 034	36 927	38 063
Dépôts à d'autres banques	7 433	-	7 433	-	7 433	7 382
Valeurs mobilières et titres pris en pension ou empruntés						
États souverains, banques centrales ou banques multilatérales de développement	124 390	18 417	142 807	85 655	57 152	48 573
Titres adossés à des créances hypothécaires et titres garantis par des créances hypothécaires	19 860	1 063	20 923	3 663	17 260	18 356
Titres de créance d'entreprises	19 798	6 547	26 345	1 474	24 871	22 444
Titres de participation d'entreprises	58 056	19 593	77 649	39 217	38 432	35 400
Total des valeurs mobilières et des titres pris en pension ou empruntés	222 104	45 620	267 724	130 009	137 715	124 773
Titres adossés à des créances hypothécaires en vertu de la LNH (présentés comme des prêts au coût amorti) 4)	22 859	-	22 859	2 946	19 913	18 245
Total des actifs liquides	291 357	45 620	336 977	134 989	201 988	188 463
Autres actifs admissibles auprès de banques centrales (non compris dans ce qui précède) 5)	111 453	-	111 453	738	110 715	109 939
Marges de crédit inutilisées accordées par des banques centrales	-	-	-	-	-	-
Total des actifs liquides et des éléments d'autres sources	402 810	45 620	448 430	135 727	312 703	298 402

1) Les valeurs comptables figurant dans ce tableau correspondent à celles figurant au bilan de BMO au 31 janvier 2016.

2) Les actifs bruts comprennent des actifs inscrits au bilan et des actifs hors bilan.

3) Les actifs nets liquides non grevés désignent des actifs figurant au bilan, tels la trésorerie et les valeurs mobilières détenues par BMO et les titres pris en pension ou empruntés plus d'autres garanties admissibles hors bilan qui ont été obtenues, moins les actifs grevés.

4) Aux termes des IFRS, les titres adossés à des créances hypothécaires en vertu de la LNH qui comprennent les prêts hypothécaires détenus par BMO à titre de sûretés sous-jacentes sont classés dans les prêts. Les titres adossés à des créances hypothécaires en vertu de la LNH non grevés sont liquides et sont inclus à titre d'actifs liquides conformément au cadre de gestion du risque de liquidité et de financement de BMO. Ce montant est présenté comme un poste distinct appelé Titres adossés à des créances hypothécaires en vertu de la LNH.

5) Représentent des prêts actuellement détenus dans des banques centrales qui pourraient éventuellement servir à obtenir du financement auprès de celles-ci. Les prêts pouvant être donnés en garantie ne tiennent pas compte d'autres sources de liquidité supplémentaires associées au portefeuille de prêts qui pourraient être utilisées, ce qui inclut d'autres titrisations, les émissions d'obligations couvertes et les avances des Federal Home Loan Banks (FHLB).

	Total des actifs bruts 1)	Actifs grevés 2)		Actifs nets non grevés	
		Donnés en garantie	Autres actifs grevés	Autres actifs non grevés 3)	Actifs pouvant être donnés en garantie 4)
Au 31 janvier 2016					
Trésorerie et dépôts à d'autres banques	46 394	-	2 034	402	43 958
Valeurs mobilières 5)	290 583	105 818	27 137	8 364	149 264
Prêts	322 139	44 083	738	166 603	110 715
Autres actifs					
Instruments dérivés	49 233	-	-	49 233	-
Engagements de clients aux termes d'acceptations	11 345	-	-	11 345	-
Bureaux et matériel	2 339	-	-	2 339	-
Écart d'acquisition	6 787	-	-	6 787	-
Immobilisations incorporelles	2 306	-	-	2 306	-
Actifs d'impôt exigible	735	-	-	735	-
Actifs d'impôt différé	3 360	-	-	3 360	-
Actifs divers	9 692	-	-	9 692	-
Total des autres actifs	85 797	-	-	85 797	-
Total des actifs	744 913	149 901	29 909	261 166	303 937

	Total des actifs bruts 1)	Actifs grevés 2)		Actifs nets non grevés	
		Donnés en garantie	Autres actifs grevés	Autres actifs non grevés 3)	Actifs pouvant être donnés en garantie 4)
Au 31 octobre 2015					
Trésorerie et dépôts à d'autres banques	47 677	-	2 232	397	45 048
Valeurs mobilières 5)	261 968	94 367	24 583	8 302	134 716
Prêts	300 883	43 928	1 594	145 422	109 939
Autres actifs					
Instruments dérivés	38 238	-	-	38 238	-
Engagements de clients aux termes d'acceptations	11 307	-	-	11 307	-
Bureaux et matériel	2 285	-	-	2 285	-
Écart d'acquisition	6 069	-	-	6 069	-
Immobilisations incorporelles	2 208	-	-	2 208	-
Actifs d'impôt exigible	561	-	-	561	-
Actifs d'impôt différé	3 162	-	-	3 162	-
Actifs divers	8 673	-	-	8 673	-
Total des autres actifs	72 503	-	-	72 503	-
Total des actifs	683 031	138 295	28 409	226 624	289 703

Certains montants des périodes antérieures ont été reclassés afin de rendre leur présentation conforme à celle adoptée pour la période à l'étude.

- 1) Les actifs bruts comprennent des actifs inscrits au bilan et des actifs hors bilan.
- 2) Les actifs donnés en garantie renvoient à la partie des actifs de BMO figurant à son bilan ainsi qu'à la trésorerie et aux valeurs mobilières reçues qui sont données en garantie par voie de mises en pension de titres, de prêts de titres, de contrats dérivés, de dépôts minimaux requis auprès de banques centrales ainsi qu'aux termes des exigences associées à la participation à des chambres de compensation et des systèmes de paiement. Les autres actifs grevés comprennent les actifs qui ne peuvent être utilisés pour des raisons juridiques ou autres, tels que la trésorerie soumise à des restrictions et les actifs liés à des ventes à découvert.
- 3) Les autres actifs non grevés comprennent certains actifs liquides qui, de l'avis de la direction, ne sont pas rapidement disponibles pour répondre aux besoins de BMO en matière de liquidité. Ces instruments se composaient de trésorerie et de valeurs mobilières d'un montant de 8,8 milliards de dollars au 31 janvier 2016, incluant les titres détenus par la filiale d'assurance et l'entité de protection du crédit de BMO, de même que d'importants placements en titres de participation et certains investissements détenus par son unité de banque d'affaires. Les autres actifs non grevés comprennent également des prêts hypothécaires et d'autres prêts pouvant être titrisés afin d'obtenir du financement garanti.
- 4) Les prêts indiqués comme pouvant être donnés en garantie représentent des prêts qui sont actuellement détenus dans des banques centrales et qui pourraient éventuellement servir à obtenir du financement auprès de celles-ci. Les prêts pouvant être donnés en garantie ne tiennent pas compte d'autres sources de liquidité supplémentaires pouvant être utilisées et associées au portefeuille de prêts, ce qui inclut d'autres titrisations, les émissions d'obligations couvertes et les avances des FHLB.
- 5) Comprendent des valeurs mobilières, des titres pris en pension ou empruntés et des titres adossés à des créances hypothécaires en vertu de la LNH (présentés comme des prêts au coût amorti).

Le tableau 24 présente les composantes du ratio de liquidité à court terme (RLCT) de BMO. Pour le trimestre clos le 31 janvier 2016, le RLCT moyen de fin de mois, soit 127 %, a été calculé comme étant le ratio des actifs liquides de haute qualité au total des sorties nettes de trésorerie en période de tension dans les 30 jours civils suivants. Le RLCT moyen a diminué en regard de celui de 130 % du trimestre précédent, ce qui est principalement imputable à l'acquisition de FET de BMO. Bien que les banques soient tenues de maintenir un RLCT de plus de 100 % dans des circonstances normales, on s'attend à ce qu'elles puissent utiliser leurs actifs liquides de haute qualité en période de tension, ce qui peut ramener leur RLCT à moins de 100 % au cours de cette période. Les actifs liquides de haute qualité de BMO sont essentiellement composés de sa trésorerie, de titres de créance jouissant d'une bonne cote de crédit et émis ou garantis par des administrations publiques, d'obligations couvertes ayant une excellente cote de crédit ainsi que de titres de créance et d'actions inscrits à un important indice boursier et émis par des entreprises qui n'œuvrent pas dans le secteur financier. Les flux de trésorerie nets tiennent compte des sorties de trésorerie associées aux dépôts, au financement de gros garanti ou non garanti, aux engagements et aux sûretés qui pourraient être exigées, ce qui est compensé par les entrées de trésorerie autorisées provenant des prêts, des activités de prêt de titres et d'autres titres de créance qui ne sont pas considérés comme des actifs liquides de haute qualité et qui échoient sur une période de 30 jours. Les pondérations prescrites par le BSIF sont appliquées aux flux de trésorerie et aux actifs liquides de haute qualité aux fins du calcul des valeurs pondérées et du RLCT. Ce ratio n'est que l'une des mesures de la position de liquidité d'une banque et ne rend pas compte de tous ses actifs liquides ni des modes de financement de rechange auxquels elle pourrait recourir en période de tension. Tous les actifs liquides de BMO sont indiqués dans le tableau 22.

D'autres renseignements sur la gestion du risque de liquidité et de financement sont donnés à partir de la page 105 de son Rapport annuel pour 2015.

	Total de la valeur non pondérée (moyenne) 1) 2)	Total de la valeur pondérée (moyenne) 2) 3)
Trimestre clos le 31 janvier 2016		
Actifs liquides de haute qualité		
Total des actifs liquides de haute qualité	*	135,8
Sorties de trésorerie		
Dépôts de détail et dépôts de petites entreprises, dont :	148,4	8,6
Dépôts stables	89,3	2,7
Dépôts moins stables	59,1	5,9
Financement de gros non garanti, dont :	146,6	85,4
Dépôts opérationnels (toutes les contreparties) et dépôts dans les réseaux de banques coopératives	58,6	14,5
Dépôts non opérationnels (toutes les contreparties)	52,3	35,2
Dettes non garanties	35,7	35,7
Financement de gros garanti	*	8,5
Exigences supplémentaires, dont :	126,3	26,4
Sorties associées aux expositions sur dérivés et autres sûretés exigées	18,3	6,6
Sorties associées à une perte de financement sur produits de dette	3,6	3,6
Facilités de crédit et de liquidité	104,4	16,2
Autres obligations de financement contractuelles	0,7	-
Autres obligations de financement conditionnelles	304,7	5,7
Total des sorties de trésorerie	*	134,6
Entrées de trésorerie		
Prêts garantis (par ex., prises en pension)	105,5	12,9
Entrées liées aux expositions parfaitement productives	10,0	7,2
Autres entrées de trésorerie	7,2	7,2
Total des entrées de trésorerie	122,7	27,3
		Total de la valeur ajustée 4)
Total des actifs liquides de haute qualité		135,8
Total des sorties nettes de trésorerie		107,3
Ratio de liquidité à court terme (%)		127

	Total de la valeur ajustée 4)
Trimestre clos le 31 octobre 2015	
Total des actifs liquides de haute qualité	134,6
Total des sorties nettes de trésorerie	103,6
Ratio de liquidité à court terme (%)	130

* Valeur non exigée par la norme régissant les informations à fournir sur le RLCT.

- 1) Les valeurs non pondérées sont calculées à la valeur de marché (dans le cas des actifs liquides de haute qualité) ou selon les soldes en cours échéant ou exigibles dans les 30 jours suivants (dans le cas des entrées et sorties de trésorerie).
- 2) La moyenne est calculée selon les valeurs de fin de mois pour le trimestre.
- 3) Les valeurs pondérées sont calculées après l'application des pondérations prescrites par la ligne directrice sur les normes de liquidité du BSIF eu égard aux actifs liquides de haute qualité et aux entrées et sorties de trésorerie.
- 4) Les valeurs ajustées sont calculées en fonction du total des valeurs pondérées après l'application des plafonds définis par la ligne directrice sur les normes de liquidité.

Stratégie de financement

Selon nos principes de financement, le financement de gros garanti et non garanti qui sert à financer les prêts et des actifs moins liquides doit être à plus long terme (généralement d'un terme de deux à dix ans) afin de mieux correspondre à la durée à courir de ces actifs. Le financement de gros garanti et non garanti des actifs de négociation liquides est généralement à plus court terme (d'un terme de un an ou moins), reflète la liquidité des actifs ainsi financés et est assujéti à des limites à l'égard de l'ensemble des échéances autorisées durant diverses périodes. Les lots d'actifs liquides supplémentaires sont financés au moyen de diverses sources de financement de gros à terme.

BMO a une masse de dépôts de clients, à la fois vaste et stable qui, de concert avec un important capital, constituent de solides assises, favorisent le maintien d'une saine position de liquidité et réduisent sa dépendance envers le financement de gros. Les dépôts de clients totalisaient 282,7 milliards de dollars au 31 janvier 2016, comparativement à 261,9 milliards au 31 octobre 2015, ce qui est essentiellement imputable aux conséquences de la plus-value du dollar américain et de la croissance des dépôts. En outre, BMO reçoit des dépôts servant à faciliter certaines activités de négociation ainsi que des dépôts non négociables provenant de clients qui sont des sociétés ou des clients institutionnels et émet, principalement à des épargnants, des billets structurés. Au 31 janvier 2016, ces dépôts et billets se chiffraient à 48,1 milliards.

Au 31 janvier 2016, l'encours du financement de gros, composé en grande partie de titres négociables, totalisait 171,4 milliards de dollars et, de ce montant, une tranche de 43,4 milliards était sous forme de financement garanti et une autre de 128,0 milliards, de financement non garanti. L'encours du financement de gros a augmenté en regard de celui de 159,5 milliards au 31 octobre 2015 en raison surtout de l'incidence de l'appréciation du dollar américain. La composition et les échéances du financement de gros à terme sont présentées dans le tableau 25. La note 15 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires non audités renferme d'autres renseignements à ce sujet. BMO maintient un vaste portefeuille d'actifs liquides non grevés qui totalisaient 202,0 milliards au 31 janvier 2016 et qui, tel qu'il est décrit à la page 29, pourraient être monétisés afin de combler des besoins de financement éventuels.

La diversification de nos sources de financement de gros constitue un volet important de notre stratégie globale de gestion de la liquidité. Les activités de financement de gros sont bien diversifiées, soit par territoire, monnaie, type d'investisseurs, instrument et profil d'échéances. BMO s'assure d'avoir constamment accès à du financement de gros à long terme par voie de divers programmes d'emprunt, notamment un programme d'émission de billets européens, des programmes de billets à moyen terme canadiens et américains, la titrisation de créances hypothécaires canadiennes et américaines, la titrisation de créances de cartes de crédit canadiennes, des obligations couvertes et des dépôts de premier rang (non garantis) canadiens et américains.

Grâce à son plan de financement de gros, BMO a une capacité de financement qui lui permet de mettre de l'avant ses stratégies commerciales. Ce plan tient compte des échéances projetées et de la croissance des actifs et des passifs de ses secteurs d'activité dans le cadre du processus de prévision et de planification, et évalue les besoins en financement à la lumière des sources de financement éventuelles. Le plan de financement est examiné une fois l'an par le Comité d'évaluation des risques et est régulièrement mis à jour au cours de l'exercice afin que les résultats réels et les plus récentes informations prévisionnelles y soient intégrés.

Échéances du financement de gros (en millions de dollars canadiens) 1)

Tableau 25

	Moins de 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 12 mois	Total partiel – Moins de 1 an	De 1 an à 2 ans	Plus de 2 ans	Total
Au 31 janvier 2016								
Dépôts d'autres banques	5 114	204	948	1 566	7 832	1 685	–	9 517
Certificats de dépôt et papier commercial	10 447	25 519	18 573	7 568	62 107	1 530	–	63 637
Billets de dépôt au porteur	168	733	1 518	1 090	3 509	–	–	3 509
Papier commercial adossé à des actifs	1 507	2 178	1 737	140	5 562	–	–	5 562
Billets à moyen terme non garantis de premier rang	–	1 180	5 651	6 791	13 622	9 376	18 801	41 799
Billets structurés non garantis de premier rang 2)	10	11	46	533	600	130	2 188	2 918
Obligations couvertes et titrisations								
Titrisations de créances hypothécaires	–	–	983	1 023	2 006	2 667	12 011	16 684
Obligations couvertes	–	–	–	2 801	2 801	649	10 067	13 517
Titrisations de créances de cartes de crédit	437	–	1 588	1 058	3 083	119	1 059	4 261
Dette subordonnée 3)	–	–	–	519	519	100	6 050	6 669
Autres 4)	–	–	–	–	–	2 801	525	3 326
Total	17 683	29 825	31 044	23 089	101 641	19 057	50 701	171 399
Composé de ce qui suit :								
Financement garanti	1 944	2 178	4 308	5 022	13 452	6 236	23 662	43 350
Financement non garanti	15 739	27 647	26 736	18 067	88 189	12 821	27 039	128 049
Total 5)	17 683	29 825	31 044	23 089	101 641	19 057	50 701	171 399

1) Le financement de gros non garanti désigne celui obtenu par l'émission de titres négociables. Le financement de gros ne tient pas compte des opérations de mise en pension de titres ni des acceptations bancaires, lesquelles sont présentées dans le tableau des échéances contractuelles figurant à la note 15 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires non audités, et exclut également le papier commercial adossé à des actifs qu'émettent certains fonds multicédants qui ne sont pas consolidés aux fins de la présentation de l'information financière.

2) Émis essentiellement à des investisseurs institutionnels.

3) Comprend certains instruments de dette subordonnée présentés à des fins comptables à titre de dépôts ou autres passifs. La dette subordonnée présentée dans ce tableau l'est conformément aux recommandations de l'EDTF concernant les informations à fournir.

4) Avances des Federal Home Loan Banks.

5) Le total du financement de gros était constitué de 50,6 milliards de dollars de fonds libellés en dollars canadiens et de 120,8 milliards de dollars de fonds libellés en dollars américains et autres monnaies au 31 janvier 2016.

Cotes de crédit

Les cotes de crédit que des agences de notation externes attribuent aux titres d'emprunt à court terme et à long terme de premier rang de BMO jouent un rôle important dans sa capacité à se procurer du capital et à obtenir le financement que requiert le soutien de ses activités commerciales. Le fait de maintenir d'excellentes cotes de crédit nous permet d'avoir accès à des fonds sur les marchés financiers à des taux attrayants. Si nos cotes se détérioraient de manière importante, il est probable que le coût de nos fonds augmenterait fortement et qu'il nous serait plus difficile d'obtenir du financement et du capital sur les marchés financiers. Un abaissement majeur de nos cotes pourrait avoir d'autres conséquences, dont celles décrites à la note 8 figurant à la page 156 du Rapport annuel pour 2015 de BMO.

Les cotes de crédit octroyées aux titres d'emprunt de premier rang de BMO par des agences de notation sont celles d'émissions de premier ordre et de grande qualité et étaient les suivantes au 31 janvier 2016 : AA de la part de DBRS, AA- de la part de Fitch, Aa3 de la part de Moody's et A+ de la part de Standard & Poor's. Au cours du trimestre, Standard & Poor's (S&P) a fait passer de négatives à stables les perspectives associées aux cotes de BMO et à celles d'autres banques canadiennes. Ce changement était fondé sur le fait que S&P prévoyait que le régime de recapitalisation des titres d'emprunt non garantis qu'a proposé le gouvernement fédéral ne serait probablement instauré qu'après la période de deux ans que couvraient ses perspectives. Fitch a aussi attribué des perspectives stables alors que celles de Moody's et de DBRS demeurent négatives en raison du projet de régime de recapitalisation.

Nous sommes tenus de fournir des garanties à certaines contreparties si nos cotes de crédit sont abaissées. Les garanties supplémentaires requises sont fondées sur les risques associés à la valeur de marché, la valeur des garanties et les ententes prévoyant un seuil de garantie, le cas échéant. Au 31 janvier 2016, la Banque devrait fournir à des contreparties des garanties supplémentaires totalisant 137 millions de dollars, 454 millions et 724 millions, si ses cotes étaient abaissées d'un cran, de deux crans et de trois crans, respectivement.

Risque d'assurance

Aucun changement majeur de nos méthodes de gestion de ce risque ni du degré de risque que posent nos activités d'assurance n'est survenu durant le trimestre. Les méthodes de gestion du risque d'assurance de BMO sont décrites à 114 de son Rapport annuel pour 2015.

Risque lié à la sécurité de l'information et à la cybersécurité

Aucun changement majeur de nos méthodes de gestion du risque lié à la sécurité de l'information et à la cybersécurité n'est survenu durant le trimestre comparativement à celles décrites dans la section qui traite du risque lié à la cybersécurité et dans celle qui porte sur le risque opérationnel, aux pages 87 et 111, respectivement, de son Rapport annuel pour 2015.

Expositions dans certaines régions

Les expositions de BMO dans certaines régions sont présentées et analysées aux pages 98 et 99 de son Rapport annuel pour 2015. Nos expositions dans les pays européens au 31 janvier 2016 sont présentées dans les tableaux ci-après. Les tableaux 26 et 27 indiquent les montants nets des expositions associées aux tranches financées des prêts, aux titres (dont des swaps sur défaillance), aux opérations de type mise en pension et aux dérivés. En regard de celles au 31 octobre 2015, nos positions ont augmenté, essentiellement celles liées au Royaume-Uni et à l'Allemagne.

Expositions en Europe par pays et par contrepartie 1) (en millions de dollars canadiens)

Tableau 26

Au 31 janvier 2016

Pays	Tranche financée des prêts 2)	Titres 3) 4)			Opérations de type mise en pension et dérivés 5) 6)				Total Montant net
		Banques	Sociétés	États souverains	Total	Banques	Sociétés	États souverains	
Pays GIIPE									
Grèce	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Irlande 7)	18	-	-	-	-	8	3	-	11
Italie	1	-	-	-	-	1	-	-	1
Portugal	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Espagne	71	-	-	-	-	6	-	-	6
Total - pays GIIPE	90	-	-	-	-	15	3	-	18
Zone euro (exclusion faite des pays GIIPE)									
Allemagne	74	72	3	1 513	1 588	44	3	1	48
Pays-Bas	317	541	18	140	699	30	4	-	34
Autres 8)	348	4	-	423	427	28	10	6	44
Total - zone euro (exclusion faite des pays GIIPE)	739	617	21	2 076	2 714	102	17	7	126
Reste de l'Europe									
Danemark	4	293	-	317	610	-	-	-	-
Norvège	25	960	-	-	960	-	-	-	-
Suède	13	91	-	258	349	28	-	-	28
Royaume-Uni	497	93	51	508	652	1 200	123	-	1 323
Autres 8)	231	82	-	-	82	13	6	-	19
Total - reste de l'Europe	770	1 519	51	1 083	2 653	1 241	129	-	1 370
Total - Europe 9)	1 599	2 136	72	3 159	5 367	1 358	149	7	1 514

Au 31 octobre 2015

Pays	Tranche financée des prêts 2)	Titres 3)			Opérations de type mise en pension et dérivés 5) 6)				Total Montant net
		Banques	Sociétés	États souverains	Total	Banques	Sociétés	États souverains	
Total - pays GIIPE	73	-	-	-	-	8	24	-	32
Total - zone euro (exclusion faite des pays GIIPE)	640	535	14	1 801	2 350	93	36	8	137
Total - reste de l'Europe	523	1 217	49	946	2 212	736	16	1	753
Total - Europe 9)	1 236	1 752	63	2 747	4 562	837	76	9	922

Voir les notes du tableau 27.

Pays	Prêts 2)						
	Tranche financée au 31 janvier 2016			Au 31 janvier 2016		Au 31 octobre 2015	
	Banques	Sociétés	États souverains	Engagements	Tranche financée	Engagements	Tranche financée
Pays GIIPE							
Grèce	-	-	-	-	-	-	-
Irlande 7)	-	18	-	28	18	27	8
Italie	1	-	-	1	1	2	2
Portugal	-	-	-	-	-	-	-
Espagne	60	11	-	77	71	75	63
Total – pays GIIPE	61	29	-	106	90	104	73
Zone euro (exclusion faite des pays GIIPE)							
Allemagne	10	63	1	82	74	79	72
Pays-Bas	29	288	-	422	317	346	245
Autres 8)	189	159	-	561	348	623	323
Total – zone euro (exclusion faite des pays GIIPE)	228	510	1	1 065	739	1 048	640
Reste de l'Europe							
Danemark	4	-	-	4	4	6	6
Norvège	25	-	-	25	25	26	26
Suède	8	5	-	160	13	150	13
Royaume-Uni	38	459	-	933	497	459	387
Autres 8)	24	207	-	349	231	137	91
Total – reste de l'Europe	99	671	-	1 471	770	778	523
Total – Europe 9)	388	1 210	1	2 642	1 599	1 930	1 236

1) Ce qui suit indique les expositions indirectes de BMO en Europe au 31 janvier 2016 :

- Une sûreté de 975 millions d'euros servant à soutenir les activités de négociation sous forme de valeurs mobilières (32 millions d'euros dans les pays GIIPE) et une sûreté en trésorerie détenue de 137 millions d'euros.
 - Des garanties de 1,5 milliard de dollars (26 millions de dollars dans les pays GIIPE).
- 2) La tranche financée comprend les prêts (essentiellement les produits de financement commercial).
- 3) Les titres comprennent les produits de trésorerie, les investissements des activités d'assurance et les titres de crédit négociables.
- 4) L'exposition notionnelle nette aux swaps sur défaillance de BMO (incorporés dans les montants présentés dans la section du tableau portant sur l'exposition aux titres) en Europe était de 192 millions de dollars, et aucune exposition nette à de tels swaps d'un titulaire unique⁹⁾ dans les pays GIIPE n'était en vigueur au 31 janvier 2016 (*includ une position nette de 156 millions de dollars (position qu'elle a acquise) dans un indice de swaps sur défaillance qui est constitué à 20 % d'entités domiciliées dans les pays GIIPE).
- 5) Les opérations de type mise en pension sont effectuées essentiellement avec des contreparties qui sont des banques à l'égard desquelles BMO détient des garanties (13 milliards de dollars en Europe au 31 janvier 2016).
- 6) Les dérivés sont évalués à la valeur de marché, ce qui comprend la compensation des transactions lorsque des conventions-cadres de compensation ont été conclues avec des contreparties et les compensations liées aux garanties dans le cas des contreparties à l'égard desquelles une annexe au soutien de crédit est en vigueur.
- 7) Exclut les réserves de 86 millions de dollars au 31 janvier 2016 que notre filiale irlandaise doit maintenir auprès de la banque centrale d'Irlande.
- 8) Comprend les pays dans lesquels l'exposition nette est de moins de 300 millions de dollars, dont une exposition de 24 millions dans la Fédération de Russie au 31 janvier 2016.
- 9) Du total de notre exposition directe nette en Europe, une proportion d'environ 95 % avait trait à des contreparties situées dans des pays auxquels au moins l'une des deux agences de notation Moody's et S&P avait attribué une cote de Aaa ou AAA.

Mise en garde

La présente section qui traite de la gestion des risques contient des déclarations prospectives. Voir la mise en garde concernant les déclarations prospectives.

État consolidé des résultats

(non audité) (en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

Pour les trimestres clos le

	31 janvier 2016	31 octobre 2015	31 juillet 2015	30 avril 2015	31 janvier 2015
Revenus d'intérêts, de dividendes et de commissions					
Prêts	3 066 \$	2 866 \$	2 842 \$	2 717 \$	2 838 \$
Valeurs mobilières	423	417	417	409	462
Dépôts à d'autres banques	61	51	47	45	47
	3 550	3 334	3 306	3 171	3 347
Charges d'intérêts					
Dépôts	689	641	664	664	712
Dettes subordonnées	46	41	42	44	44
Autres passifs	335	341	373	403	426
	1 070	1 023	1 079	1 111	1 182
Revenus nets d'intérêts	2 480	2 311	2 227	2 060	2 165
Revenus autres que d'intérêts					
Commissions et droits sur titres	227	227	224	225	225
Frais de service – Dépôts et ordres de paiement	280	280	276	262	259
Revenus de négociation	227	206	269	319	193
Commissions sur prêts	211	191	195	181	170
Frais de services de cartes	108	126	114	114	106
Frais de gestion de placements et de garde de titres	391	384	398	391	379
Revenus tirés de fonds d'investissement	346	349	355	353	320
Commissions de prise ferme et de consultation	166	146	207	182	171
Profits sur titres, autres que de négociation	36	12	50	70	39
Revenus de change, autres que de négociation	60	31	46	33	62
Revenus d'assurance	443	388	342	210	822
Participations dans des entreprises associées et des coentreprises	59	56	45	52	54
Autres	41	275	78	74	90
	2 595	2 671	2 599	2 466	2 890
Total des revenus	5 075	4 982	4 826	4 526	5 055
Dotations à la provision pour pertes sur créances	183	128	160	161	163
Sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités	366	265	218	24	747
Charges autres que d'intérêts					
Rémunération du personnel	1 904	1 721	1 726	1 843	1 791
Bureaux et matériel	556	585	519	533	500
Amortissement des immobilisations incorporelles	111	110	105	100	96
Déplacements et expansion des affaires	150	177	148	138	142
Communications	74	80	76	83	75
Taxes d'affaires et impôts sur le capital	14	13	10	10	12
Honoraires	138	153	141	149	152
Autres	323	254	246	256	238
	3 270	3 093	2 971	3 112	3 006
Bénéfice avant charge d'impôts sur le résultat	1 256	1 496	1 477	1 229	1 139
Charge d'impôts sur le résultat	188	282	285	230	139
Bénéfice net	1 068 \$	1 214 \$	1 192 \$	999 \$	1 000 \$
Attribuable :					
Aux actionnaires de la Banque	1 060	1 206	1 185	993	986
À la participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales	8	8	7	6	14
Bénéfice net	1 068 \$	1 214 \$	1 192 \$	999 \$	1 000 \$
Bénéfice par action (en dollars canadiens)					
De base	1,59 \$	1,83 \$	1,81 \$	1,49 \$	1,47 \$
Dilué	1,58	1,83	1,80	1,49	1,46
Dividendes par action ordinaire	0,84	0,82	0,82	0,80	0,80

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés intermédiaires.

Certains chiffres des périodes précédentes ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour la période à l'étude.

État consolidé du résultat global

(non audité) (en millions de dollars canadiens)

	Pour les trimestres clos le				
	31 janvier 2016	31 octobre 2015	31 juillet 2015	30 avril 2015	31 janvier 2015
Bénéfice net	1 068 \$	1 214 \$	1 192 \$	999 \$	1 000 \$
Autres éléments du résultat global (de la perte globale) après impôts					
Éléments qui pourraient ultérieurement être reclassés en résultat net					
Variation nette des profits (pertes) latents sur les titres disponibles à la vente					
Profits (pertes) latents sur les titres disponibles à la vente survenus au cours de la période 1)	10	(164)	6	(6)	(2)
Reclassement, dans le résultat, de (profits) au cours de la période 2)	(33)	(2)	(27)	(22)	(14)
	(23)	(166)	(21)	(28)	(16)
Variation nette des profits (pertes) latents sur les couvertures de flux de trésorerie					
Profits (pertes) sur les couvertures de flux de trésorerie survenus au cours de la période 3)	269	47	168	(282)	595
Reclassement, dans le résultat, de (profits) sur les couvertures de flux de trésorerie 4)	(14)	(10)	(13)	(9)	(25)
	255	37	155	(291)	570
Profit net (perte) à la conversion des investissements nets dans des établissements à l'étranger					
Profits (pertes) latents à la conversion des investissements nets dans des établissements à l'étranger	1 623	(35)	1 866	(1 128)	2 484
Profits (pertes) latents sur les couvertures d'investissements nets dans des établissements à l'étranger 5)	(124)	(58)	(349)	103	(178)
	1 499	(93)	1 517	(1 025)	2 306
Éléments qui ne seront pas reclassés en résultat net					
Profits (pertes) sur la réévaluation des régimes de retraite et d'autres avantages futurs du personnel 6)					
	(169)	108	106	212	(226)
Profits (pertes) sur la réévaluation du risque de crédit propre sur les passifs financiers désignés à la juste valeur 7)					
	84	73	46	(17)	18
	(85)	181	152	195	(208)
Autres éléments du résultat global (de la perte globale) après impôts	1 646	(41)	1 803	(1 149)	2 652
Total du résultat global (de la perte globale)	2 714 \$	1 173 \$	2 995 \$	(150)\$	3 652 \$
Attribuable :					
Aux actionnaires de la Banque	2 706	1 165	2 988	(156)	3 638
À la participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales	8	8	7	6	14
Total du résultat global (de la perte globale)	2 714 \$	1 173 \$	2 995 \$	(150)\$	3 652 \$

1) Après (la charge) le recouvrement d'impôts sur le résultat de (8) \$, de 62 \$, de 1 \$, de 13 \$ et de (13) \$.

2) Après la charge d'impôts sur le résultat de 15 \$, de 1 \$, de 9 \$, de 3 \$ et de 11 \$.

3) Après (la charge) le recouvrement d'impôts sur le résultat de (106) \$, de (26) \$, de (60) \$, de 105 \$ et de (207) \$.

4) Après la charge d'impôts sur le résultat de 4 \$, de 3 \$, de 5 \$, de 0 \$ et de 6 \$.

5) Après (la charge) le recouvrement d'impôts sur le résultat de 43 \$, de 19 \$, de 124 \$, de (40) \$ et de 64 \$.

6) Après (la charge) le recouvrement d'impôts sur le résultat de 62 \$, de (25) \$, de (34) \$, de (84) \$ et de 92 \$.

7) Après (la charge) le recouvrement d'impôts sur le résultat de (30) \$, de (26) \$, de (17) \$, de 6 \$ et de (6) \$.

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés intermédiaires.

Bilan consolidé

(non audité) (en millions de dollars canadiens)

	Au				
	31 janvier 2016	31 octobre 2015	31 juillet 2015	30 avril 2015	31 janvier 2015
Actifs					
Trésorerie et équivalents de trésorerie	38 961 \$	40 295 \$	48 722 \$	40 403 \$	44 360 \$
Dépôts productifs d'intérêts à d'autres banques	7 433	7 382	8 022	7 256	6 399
Valeurs mobilières					
Titres de négociation	75 488	72 460	81 286	82 031	88 991
Titres disponibles à la vente	52 321	48 006	47 981	49 340	50 711
Titres détenus jusqu'à leur échéance	9 325	9 432	9 830	10 015	10 586
Titres divers	1 367	1 020	1 012	1 060	1 084
	138 501	130 918	140 109	142 446	151 372
Titres pris en pension ou empruntés	83 603	68 066	74 684	64 576	66 086
Prêts					
Prêts hypothécaires à l'habitation	107 026	105 918	104 547	101 839	102 073
Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers	65 886	65 598	65 702	64 273	65 301
Prêts sur cartes de crédit	7 896	7 980	8 004	7 896	7 924
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	166 141	145 076	141 941	132 153	133 193
	346 949	324 572	320 194	306 161	308 491
Provision pour pertes sur créances	(1 951)	(1 855)	(1 811)	(1 758)	(1 847)
	344 998	322 717	318 383	304 403	306 644
Autres actifs					
Instruments dérivés	49 233	38 238	48 068	39 831	62 989
Engagements de clients aux termes d'acceptations	11 345	11 307	10 796	11 453	10 986
Bureaux et matériel	2 339	2 285	2 279	2 274	2 334
Écart d'acquisition	6 787	6 069	6 111	5 646	5 900
Immobilisations incorporelles	2 306	2 208	2 227	2 136	2 214
Actifs d'impôt exigible	735	561	600	596	579
Actifs d'impôt différé	3 360	3 162	3 248	3 174	3 437
Actifs divers	9 692	8 673	9 193	9 081	9 110
	85 797	72 503	82 522	74 191	97 549
Total des actifs	699 293 \$	641 881 \$	672 442 \$	633 275 \$	672 410 \$
Passifs et capitaux propres					
Dépôts					
Banques	32 369 \$	27 135 \$	30 216 \$	28 864 \$	24 310 \$
Entreprises et administrations publiques	282 353	263 618	272 549	254 738	262 272
Particuliers	156 114	147 416	144 852	140 629	143 196
	470 836	438 169	447 617	424 231	429 778
Autres passifs					
Instruments dérivés	52 619	42 639	50 011	44 237	63 701
Acceptations	11 345	11 307	10 796	11 453	10 986
Titres vendus à découvert	24 208	21 226	27 813	25 908	30 013
Titres mis en pension ou prêtés	49 670	39 891	47 644	42 039	49 551
Passifs d'impôt exigible	128	102	195	211	262
Passifs d'impôt différé	248	265	177	188	161
Passifs divers	43 365	43 953	45 072	44 170	45 279
	181 583	159 383	181 708	168 206	199 953
Dettes subordonnées	5 250	4 416	4 433	4 435	4 964
Capitaux propres					
Actions privilégiées	3 240	3 240	2 640	2 640	3 040
Actions ordinaires	12 352	12 313	12 296	12 330	12 373
Surplus d'apport	298	299	302	303	303
Résultats non distribués	19 409	18 930	18 281	17 765	17 489
Cumul des autres éléments du résultat global	6 286	4 640	4 681	2 878	4 027
Total des capitaux propres attribuables aux actionnaires	41 585	39 422	38 200	35 916	37 232
Participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales	39	491	484	487	483
Total des capitaux propres	41 624	39 913	38 684	36 403	37 715
Total des passifs et des capitaux propres	699 293 \$	641 881 \$	672 442 \$	633 275 \$	672 410 \$

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés intermédiaires.

Certains chiffres des périodes précédentes ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour la période à l'étude.

État consolidé des variations des capitaux propres

(non audité) (en millions de dollars canadiens)

Pour les trimestres clos le

	31 janvier 2016	31 janvier 2015
Actions privilégiées		
Solde à l'ouverture de la période	3 240 \$	3 040 \$
Solde à la clôture de la période	3 240	3 040
Actions ordinaires		
Solde à l'ouverture de la période	12 313	12 357
Émises en vertu du régime de réinvestissement de dividendes et d'achat d'actions destiné aux actionnaires	-	57
Émises en vertu du régime d'options sur actions	39	16
Rachetées aux fins d'annulation	-	(57)
Solde à la clôture de la période	12 352	12 373
Surplus d'apport		
Solde à l'ouverture de la période	299	304
Charges liées aux options sur actions/options exercées	(2)	2
Autres	1	(3)
Solde à la clôture de la période	298	303
Résultats non distribués		
Solde à l'ouverture de la période	18 930	17 237
Bénéfice net attribuable aux actionnaires de la Banque	1 060	986
Dividendes – Actions privilégiées	(41)	(33)
– Actions ordinaires	(540)	(518)
Actions ordinaires rachetées aux fins d'annulation	-	(183)
Solde à la clôture de la période	19 409	17 489
Cumul des autres éléments du résultat global (de la perte globale) attribuable aux titres disponibles à la vente		
Solde à l'ouverture de la période	(75)	156
Profits (pertes) latents sur les titres disponibles à la vente survenus au cours de la période 1)	10	(2)
Reclassement, dans le résultat, de (profits) au cours de la période 2)	(33)	(14)
Solde à la clôture de la période	(98)	140
Cumul des autres éléments du résultat global attribuable aux couvertures de flux de trésorerie		
Solde à l'ouverture de la période	612	141
Profits sur les couvertures de flux de trésorerie survenus au cours de la période 3)	269	595
Reclassement, dans le résultat, de (profits) au cours de la période 4)	(14)	(25)
Solde à la clôture de la période	867	711
Cumul des autres éléments du résultat global attribuable à la conversion des investissements nets dans des établissements à l'étranger		
Solde à l'ouverture de la période	4 073	1 368
Profits latents à la conversion des investissements nets dans des établissements à l'étranger	1 623	2 484
(Pertes) latentes sur les couvertures d'investissements nets dans des établissements à l'étranger 5)	(124)	(178)
Solde à la clôture de la période	5 572	3 674
Cumul des autres éléments (de la perte globale) attribuable aux régimes de retraite et à d'autres avantages futurs du personnel		
Solde à l'ouverture de la période	(90)	(290)
(Pertes) sur la réévaluation des régimes de retraite et d'autres avantages futurs du personnel 6)	(169)	(226)
Solde à la clôture de la période	(259)	(516)
Cumul des autres éléments du résultat global attribuable au risque de crédit propre sur les passifs financiers désignés à la juste valeur		
Solde à l'ouverture de la période	120	-
Profits sur la réévaluation du risque de crédit propre sur les passifs financiers désignés à la juste valeur 7)	84	18
Solde à la clôture de la période	204	18
Total du cumul des autres éléments du résultat global	6 286	4 027
Total des capitaux propres attribuables aux actionnaires	41 585 \$	37 232 \$
Participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales		
Solde à l'ouverture de la période	491	1 091
Bénéfice net attribuable à la participation ne donnant pas le contrôle	8	14
Dividendes à la participation ne donnant pas le contrôle	(10)	(27)
Rachat de titres de fiducie de capital	(450)	(600)
Autres	-	5
Solde à la clôture de la période	39	483
Total des capitaux propres	41 624 \$	37 715 \$

1) Après (la charge) d'impôts sur le résultat de (8) \$ et de (13) \$.

2) Après la charge d'impôts sur le résultat de 15 \$ et de 11 \$.

3) Après (la charge) d'impôts sur le résultat de (106) \$ et de (207) \$.

4) Après la charge d'impôts sur le résultat de 4 \$ et de 6 \$.

5) Après le recouvrement d'impôts sur le résultat de 43 \$ et de 64 \$.

6) Après le recouvrement d'impôts sur le résultat de 62 \$ et de 92 \$.

7) Après (la charge) d'impôts sur le résultat de (30) \$ et de (6) \$.

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés intermédiaires.

État consolidé des flux de trésorerie

(non audité) (en millions de dollars canadiens)

Pour les trimestres clos le

	31 janvier 2016	31 janvier 2015
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation		
Bénéfice net	1 068 \$	1 000 \$
Ajustements en vue de déterminer les entrées (sorties) nettes de trésorerie liées aux activités d'exploitation		
Réduction de valeur pour dépréciation de titres, autres que de négociation	4	1
(Profit) net sur les titres, autres que de négociation	(40)	(40)
(Augmentation) nette des titres de négociation	(1 921)	(1 540)
Dotation à la provision pour pertes sur créances	183	163
Variation des instruments dérivés - (augmentation) des actifs dérivés	(14 604)	(34 125)
- augmentation des passifs dérivés	14 013	33 442
Amortissement des bureaux et du matériel	95	92
Amortissement d'autres actifs	41	-
Amortissement des immobilisations incorporelles	111	96
(Augmentation) nette de l'actif d'impôt différé	(25)	(125)
(Diminution) nette du passif d'impôt différé	(16)	(23)
(Augmentation) diminution nette de l'actif d'impôt exigible	(116)	172
Augmentation nette du passif d'impôt exigible	27	22
Variation des intérêts courus - diminution des intérêts à recevoir	14	46
- (diminution) des intérêts à payer	(68)	(95)
Variation nette des autres éléments et charges à payer	776	4 944
Augmentation nette des dépôts	15 213	7 462
(Augmentation) nette des prêts	(3 181)	(2 286)
Augmentation nette des titres vendus à découvert	2 495	1 872
Augmentation nette des titres mis en pension ou prêtés	7 088	5 959
(Augmentation) nette des titres pris en pension ou empruntés	(11 738)	(7 233)
Entrées nettes de trésorerie liées aux activités d'exploitation	9 419	9 804
Flux de trésorerie liés aux activités de financement		
(Diminution) nette des passifs des filiales	(9)	(9)
Produit de l'émission d'obligations couvertes	186	2 748
Produit de l'émission de la dette subordonnée	1 000	-
Rachat de titres de fiducie de capital	(450)	(600)
Produit de l'émission d'actions ordinaires	39	18
Rachat d'actions ordinaires aux fins d'annulation	-	(240)
Dividendes versés en trésorerie	(557)	(489)
Dividendes versés en trésorerie à la participation ne détenant pas le contrôle	(10)	(27)
Entrées nettes de trésorerie liées aux activités de financement	199	1 401
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement		
Diminution nette des dépôts productifs d'intérêts à d'autres banques	300	403
Achats de titres, autres que de négociation	(7 646)	(4 279)
Échéances de titres, autres que de négociation	1 858	1 119
Produit de la vente de titres, autres que de négociation	4 035	3 336
Bureaux et matériel - (achats) nets	(73)	(10)
Logiciels achetés et développés - (achats) nets	(95)	(79)
Acquisitions	(12 078)	-
Entrées (sorties) nettes de trésorerie liées aux activités d'investissement	(13 699)	490
Effet des variations des cours de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	2 747	4 279
Augmentation (diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	(1 334)	15 974
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture de la période	40 295	28 386
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de la période	38 961 \$	44 360 \$
Autres renseignements sur les flux de trésorerie		
Inclusions dans les entrées nettes de trésorerie liées aux activités d'exploitation :		
Montant d'intérêts versés au cours de la période	1 123 \$	1 253 \$
Montant d'impôts sur le résultat payés au cours de la période	384 \$	206 \$
Montant des intérêts et des dividendes reçus au cours de la période	3 531 \$	3 317 \$

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés intermédiaires.

Certains chiffres des périodes précédentes ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour la période à l'étude.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

31 janvier 2016 (non audité)

Note 1 : Mode de présentation

La Banque de Montréal (la Banque) est une banque à charte en vertu de la *Loi sur les banques* (Canada) et une société ouverte constituée au Canada. Nous sommes une société de services financiers hautement diversifiés et offrons une vaste gamme de produits et de services dans les domaines des services bancaires aux particuliers et aux entreprises, de la gestion de patrimoine et des produits et services de banque d'affaires. Le siège social de la Banque est situé au 129, rue Saint-Jacques, à Montréal, au Québec, et ses bureaux administratifs se trouvent au 100 King Street West, 1 First Canadian Place, à Toronto, en Ontario. Nos actions ordinaires sont inscrites à la cote de la Bourse de Toronto et de la Bourse de New York.

Les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés ont été dressés conformément à l'International Accounting Standard 34, *Information financière intermédiaire* publiée par l'International Accounting Standards Board. Nous nous conformons également aux interprétations des Normes internationales d'information financière (IFRS) que fait notre organisme de réglementation, à savoir le Bureau du surintendant des institutions financières Canada (BSIF). Les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés doivent être lus à la lumière des notes afférentes à nos états financiers consolidés annuels de l'exercice clos le 31 octobre 2015, qui figurent aux pages 140 à 201 de notre Rapport annuel 2015.

La publication des présents états financiers consolidés intermédiaires a été autorisée par le Conseil d'administration le 23 février 2016.

Méthodes comptables

Contrats de location

Nous sommes partie à des contrats de location-financement et à des contrats de location simple. Les contrats de location sont classés en tant que contrats de location-financement si la quasi-totalité des risques et avantages liés à la détention de l'actif loué est transférée au preneur. Autrement, ils sont classés en tant que contrats de location simple, puisque nous conservons la quasi-totalité des risques et avantages liés à la détention de l'actif loué.

À titre de bailleur, nous comptabilisons un prêt équivalant à l'investissement dans le contrat de location, lequel correspond à la valeur actualisée des paiements minimaux à recevoir du preneur, actualisé au taux d'intérêt implicite du contrat de location et majoré de toute valeur résiduelle non garantie que nous prévoyons recouvrer à la fin du contrat de location. Les produits tirés des contrats de location-financement sont comptabilisés dans les revenus d'intérêts, de dividendes et de commissions, au poste prêts, à notre état consolidé des résultats.

Les actifs loués dans le cadre de contrats de location simple sont comptabilisés dans les autres actifs présentés dans notre bilan consolidé. Les revenus locatifs sont comptabilisés selon le mode linéaire sur la durée du contrat de location dans les revenus autres que d'intérêts, au poste autres, à notre état consolidé des résultats. L'amortissement de ces actifs est comptabilisé selon le mode linéaire sur la durée du contrat de location dans les charges autres que d'intérêts, au poste autres, à notre état consolidé des résultats.

Changements futurs des IFRS

En janvier 2016, l'IASB a publié l'IFRS 16, *Contrats de location* (IFRS 16), qui fournit des directives concernant les contrats de location selon lesquelles les preneurs comptabiliseront un passif au titre de la valeur actualisée des passifs liés aux contrats de location futurs et enregistreront un actif lié au droit d'utilisation correspondant au bilan. Les changements touchant la comptabilisation par le bailleur sont minimaux. L'IFRS 16 entrera en vigueur pour notre exercice ouvert le 1^{er} novembre 2019. L'adoption anticipée est permise pourvu que l'IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients* ait été adoptée. Nous évaluons actuellement l'incidence qu'aura l'adoption de cette norme sur nos résultats financiers futurs.

Note 2 : Valeurs mobilières

Profits et pertes latents

Le tableau qui suit présente un sommaire des profits et des pertes latents sur les titres disponibles à la vente.

(en millions de dollars canadiens)	31 janvier 2016				31 octobre 2015			
	Coût amorti	Profits bruts latents	Pertes brutes latentes	Juste valeur	Coût amorti	Profits bruts latents	Pertes brutes latentes	Juste valeur
Titres émis ou garantis par :								
l'administration fédérale canadienne	8 423	108	9	8 522	7 906	78	14	7 970
des administrations provinciales et municipales canadiennes	5 136	84	20	5 200	4 890	68	33	4 925
l'administration fédérale américaine	4 023	47	1	4 069	1 750	9	5	1 754
des municipalités, agences et États américains	5 900	85	7	5 978	6 026	65	6	6 085
d'autres administrations publiques	5 997	20	5	6 012	5 404	11	3	5 412
Titres adossés à des créances hypothécaires et titres garantis par des créances hypothécaires - Canada 1)	3 040	31	5	3 066	2 994	22	12	3 004
Titres adossés à des créances hypothécaires et titres garantis par des créances hypothécaires - États-Unis	9 518	52	8	9 562	9 165	35	12	9 188
Titres de créance d'entreprises	8 363	80	13	8 430	7 909	61	15	7 955
Titres de participation d'entreprises	1 398	119	35	1 482	1 648	117	52	1 713
Total	51 798	626	103	52 321	47 692	466	152	48 006

1) Ces montants sont étayés par des prêts hypothécaires assurés.

Note 3 : Prêts et provision pour pertes sur créances

Provision pour pertes sur créances

La provision pour pertes sur créances figurant à notre bilan consolidé est maintenue à un montant que nous considérons comme adéquat pour éponger les pertes sur créances liées à nos prêts et à d'autres instruments de crédit. La portion liée aux autres instruments de crédit est comptabilisée dans les autres passifs à notre bilan consolidé.

Le tableau ci-dessous présente l'évolution de notre provision pour pertes sur créances.

(en millions de dollars canadiens)	Prêts hypothécaires à l'habitation		Prêts sur cartes de crédit, prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers		Prêts aux entreprises et aux administrations publiques		Total	
	31 janvier 2016	31 janvier 2015	31 janvier 2016	31 janvier 2015	31 janvier 2016	31 janvier 2015	31 janvier 2016	31 janvier 2015
	Pour les trimestres clos le							
Provision pour dépréciation (provision spécifique pour pertes sur créances) à l'ouverture de la période	69	88	113	99	210	237	392	424
Montants sortis du bilan	(15)	(17)	(167)	(170)	(49)	(74)	(231)	(261)
Recouvrements de montants sortis du bilan à des périodes antérieures	7	3	36	39	44	60	87	102
Charge imputée à l'état des résultats (dotation à la provision spécifique pour pertes sur créances)	10	11	149	135	24	17	183	163
Fluctuations de change et autres	-	(2)	1	1	(3)	28	(2)	27
Provision spécifique pour pertes sur créances à la clôture de la période	71	83	132	104	226	268	429	455
Provision générale pour pertes sur créances à l'ouverture de la période	111	83	714	678	835	781	1 660	1 542
Charge (recouvrement) inscrit à l'état des résultats (dotation à la provision générale pour pertes sur créances)	(18)	(5)	17	(4)	1	9	-	-
Fluctuations de change et autres	5	8	15	23	37	65	57	96
Provision générale pour pertes sur créances à la clôture de la période	98	86	746	697	873	855	1 717	1 638
Total de la provision pour pertes sur créances	169	169	878	801	1 099	1 123	2 146	2 093
Composition :								
Prêts	136	145	878	801	937	901	1 951	1 847
Autres instruments de crédit	33	24	-	-	162	222	195	246

Des revenus d'intérêts sur les prêts douteux de 15 millions de dollars ont été inscrits pour le trimestre clos le 31 janvier 2016, respectivement (25 millions pour le trimestre clos le 31 janvier 2015).

Certains chiffres des périodes précédentes ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour la période à l'étude.

Prêts restructurés

La valeur comptable des prêts que nous avons restructurés était de 819 millions de dollars au 31 janvier 2016 (730 millions au 31 octobre 2015). Au cours du trimestre clos le 31 janvier 2016, des prêts restructurés d'un montant de 412 millions de dollars ont été classés comme productifs (361 millions au cours de l'exercice clos le 31 octobre 2015). Des prêts restructurés de 36 millions de dollars ont été sortis du bilan au cours du trimestre clos le 31 janvier 2016 (42 millions au cours de l'exercice clos le 31 octobre 2015).

Prêts productifs acquis

Le 1^{er} décembre 2015, nous avons acquis les activités de financement du transport de GE Capital (FET de BMO), ce qui représente un ajout de 10 688 millions de dollars au titre des prêts productifs, déduction faite d'un ajustement de 81 millions au titre des pertes sur créances et d'une prime de taux d'intérêt de 41 millions, dans notre bilan consolidé. Les prêts acquis et nos prêts productifs acquis existants sont comptabilisés de la même façon. Les montants qui suivent reflètent l'incidence de la comptabilisation du prêt acquis sur le portefeuille existant et celui de FET de BMO.

En ce qui concerne les prêts productifs à échéance fixe, l'ajustement au titre des pertes sur créances futures est entièrement amorti par imputation aux revenus nets d'intérêts sur la durée prévue du prêt selon la méthode du taux d'intérêt effectif. L'incidence sur les revenus nets d'intérêts s'est chiffrée à 12 millions de dollars pour le trimestre clos le 31 janvier 2016 (8 millions pour le trimestre clos le 31 janvier 2015). Les pertes sur créances subies sont réévaluées chaque période de présentation de l'information financière, et toute hausse est comptabilisée en tant qu'augmentation de la provision générale et de la dotation à la provision pour pertes sur créances. Les baisses des pertes sur créances subies sont comptabilisées à titre de diminution de la provision générale et de la dotation à la provision pour pertes sur créances jusqu'à ce que la provision générale cumulative relative à ces prêts soit épuisée. Toute diminution supplémentaire est comptabilisée dans les revenus nets d'intérêts.

La réévaluation des pertes sur créances subies à l'égard des prêts productifs à échéance fixe a donné lieu pour le trimestre clos le 31 janvier 2016 à un recouvrement de 5 millions de dollars au titre de la provision générale pour pertes sur créances et à néant au titre des revenus nets d'intérêts, respectivement (17 millions au titre de la provision générale pour pertes sur créances et néant au titre des revenus nets d'intérêts, respectivement, pour le trimestre clos le 31 janvier 2015).

En ce qui concerne les prêts productifs renouvelables, l'ajustement au titre des pertes sur créances subies et futures est amorti par imputation aux revenus nets d'intérêts selon le mode linéaire sur la durée contractuelle des prêts. L'incidence de l'amortissement sur les revenus nets d'intérêts s'est chiffrée à 1 million de dollars pour le trimestre clos le 31 janvier 2016 (4 millions pour le trimestre clos le 31 janvier 2015).

À mesure que les prêts productifs sont remboursés, l'ajustement au titre des pertes sur créances non amorti connexe est comptabilisé dans les revenus nets d'intérêts au cours de la période où les remboursements sont reçus. L'incidence de ces remboursements sur les revenus nets d'intérêts s'est chiffrée à 13 millions de dollars pour le trimestre clos le 31 janvier 2016 (23 millions pour le trimestre clos le 31 janvier 2015).

Pour l'ensemble des prêts productifs, la prime de taux d'intérêt est amortie par imputations aux revenus nets d'intérêts sur la durée prévue du prêt au moyen de la méthode du taux d'intérêt effectif. L'incidence de l'amortissement et des remboursements sur les revenus nets d'intérêts s'est traduite par une charge de 14 millions de dollars pour le trimestre clos le 31 janvier 2016 (charge de 10 millions pour le trimestre clos le 31 janvier 2015).

Le montant réel des dotations à la provision spécifique pour pertes sur créances relativement à ces prêts productifs est constaté au fur et à mesure que les pertes surviennent suivant la méthode que nous appliquons aux prêts que nous montons. Le total du recouvrement des dotations à la provision spécifique pour pertes sur créances à l'égard des prêts productifs acquis s'est chiffré à néant pour le trimestre clos le 31 janvier 2016 (recouvrement de néant pour le trimestre clos le 31 janvier 2015).

Au 31 janvier 2016, le montant des prêts productifs acquis figurant au bilan était de 14 115 millions de dollars (4 993 millions au 31 octobre 2015). Au 31 janvier 2016, l'ajustement au titre des pertes sur créances résiduel sur les prêts à terme productifs et les prêts renouvelables s'établissait à 283 millions de dollars et à 68 millions, respectivement (217 millions et 69 millions, respectivement, au 31 octobre 2015). Du total de l'ajustement au titre des pertes sur créances relatif aux prêts productifs de 351 millions de dollars, une tranche de 176 millions correspond à l'ajustement au titre des pertes sur créances qui sera amorti sur la durée résiduelle du portefeuille. Le solde de 175 millions de dollars correspond à l'ajustement au titre des pertes sur créances subies et sera réévaluée chaque période de présentation de l'information financière.

Prêts douteux acquis

Le 1^{er} décembre 2015, nous avons comptabilisé 105 millions de dollars au titre des prêts douteux acquis, déduction faite d'un ajustement au titre des pertes sur créances de 19 millions, relativement à notre acquisition de FET de BMO. Les actifs acquis et nos prêts douteux acquis existants sont comptabilisés de la même façon. Les montants qui suivent reflètent l'incidence de la comptabilisation du prêt acquis sur le portefeuille existant et celui de FET de BMO.

Après la date d'acquisition, nous réévaluons régulièrement le montant que nous prévoyons recouvrer sur les prêts douteux acquis. Une hausse des flux de trésorerie attendus entraîne une reprise de la dotation à la provision spécifique pour pertes sur créances ainsi qu'une diminution de tout montant précédemment constaté à l'égard de la provision pour pertes sur créances ou, si aucune provision de cette nature n'existe, une hausse de la valeur comptable des prêts douteux acquis. Une baisse des flux de trésorerie attendus se solde par une dotation à la provision spécifique pour pertes sur créances et par une augmentation de la provision pour pertes sur créances. L'incidence de ces évaluations a consisté en une reprise de la dotation à la provision spécifique pour pertes sur créances de 29 millions de dollars pour le trimestre clos le 31 janvier 2016 (reprise de 29 millions pour le trimestre clos le 31 janvier 2015).

Au 31 janvier 2016, le montant des prêts douteux acquis restant au bilan était de 402 millions de dollars (383 millions au 31 octobre 2015). Au 31 janvier 2016, le montant de l'ajustement au titre des pertes sur créances résiduel relatif aux prêts douteux acquis s'établissait à 13 millions (néant au 31 octobre 2015).

Prêts couverts par FDIC

Certains prêts acquis sont assujettis à une entente de partage des pertes conclue avec Federal Deposit Insurance Corporation (FDIC). Aux termes de cette entente, FDIC nous rembourse 80 % des pertes nettes que nous subissons sur les prêts couverts.

Pour le trimestre clos le 31 janvier 2016, nous avons comptabilisé des recouvrements nets de 6 millions de dollars (dotations nettes à la provision de 11 millions pour le trimestre clos le 31 janvier 2015). Ces montants sont présentés déduction faite des montants qui devraient nous être remboursés par FDIC sur les prêts couverts.

Note 4 : Gestion des risques

Nous avons recours à une méthode globale pour repérer, évaluer, surveiller et gérer les risques auxquels nous devons faire face à l'échelle de l'organisation. Les principaux risques liés à nos instruments financiers sont le risque de crédit et de contrepartie, le risque de marché et le risque de liquidité et de financement.

Risque de crédit et de contrepartie

Le risque de crédit et de contrepartie désigne la possibilité de subir une perte si un emprunteur, un endosseur, un garant ou une contrepartie ne respecte pas son obligation de rembourser un prêt ou de s'acquitter de toute autre obligation financière préétablie.

Le risque de crédit est lié principalement aux prêts, aux instruments dérivés négociés sur les marchés hors cote et aux autres instruments de crédit. Il s'agit du plus important risque mesurable auquel nous devons faire face.

Risque de marché

Le risque de marché représente le risque que la valeur de nos actifs et de nos passifs affiche des fluctuations négatives à cause de la variation de certains paramètres du marché, tels les taux d'intérêt, les cours de change, les cours des actions, le prix des produits de base et leur volatilité implicite, ainsi que les écarts de taux. Il désigne également les risques de migration du crédit et de défaillance de notre portefeuille de négociation. Nous sommes exposés au risque de marché du fait de nos activités de négociation et de prise ferme ainsi que de nos activités bancaires structurelles.

Risque de liquidité et de financement

Le risque de liquidité et de financement désigne la possibilité de subir une perte si nous ne sommes pas en mesure de respecter nos engagements financiers en temps opportun et à des prix raisonnables lorsqu'ils arrivent à échéance. La gestion du risque de liquidité et de financement est une condition essentielle au maintien de la sécurité et de la solidité de l'organisation, de la confiance des déposants et de la stabilité du résultat. Notre politique consiste à nous assurer de toujours disposer d'actifs liquides et d'une capacité de financement suffisants pour faire face à nos engagements financiers, et ce, même en période difficile.

Note 5 : Transfert d'actifs

Nous vendons des prêts hypothécaires canadiens à des programmes de titrisation canadiens mis sur pied par des tiers, dont le Programme des Obligations hypothécaires du Canada, et directement à des tiers investisseurs en vertu du Programme des titres hypothécaires LNH. Nous déterminons si la quasi-totalité de leurs risques et avantages ont été transférés, ce qui sert à établir s'ils peuvent être décomptabilisés.

Le tableau qui suit présente la valeur comptable et la juste valeur des actifs transférés, qui n'ont pas été admissibles à la décomptabilisation, ainsi que les passifs connexes.

(en millions de dollars canadiens)	31 janvier 2016 1)		31 octobre 2015	
	Valeur comptable des actifs	Passifs connexes	Valeur comptable des actifs	Passifs connexes
Prêts hypothécaires à l'habitation	6 891		7 458	
Autres actifs connexes 2)	10 289		10 181	
Total	17 180	16 727	17 639	17 199

1) La juste valeur des actifs titrisés se chiffre à 17 296 millions de dollars et la juste valeur des passifs connexes, à 17 304 millions, pour une position nette de (8) millions. Les actifs titrisés correspondent aux actifs que nous avons transférés à des tiers, y compris les autres actifs connexes.

2) Les autres actifs connexes représentent des paiements reçus sur des prêts cédés en garantie dans le cadre de titrisations et qui n'ont pas été portés en réduction des passifs connexes. Les paiements reçus sont détenus au nom des investisseurs des entités de titrisation jusqu'au moment où les paiements en capital sur ces passifs deviennent exigibles. Aux fins de la comparaison de tous les actifs étayant ces passifs, le montant en cause a, dans le tableau ci-dessus, été ajouté à la valeur comptable des actifs titrisés.

Au cours du trimestre clos le 31 janvier 2016, nous avons vendu des prêts de 1 829 millions de dollars à des programmes de titrisation de tiers (1 446 millions au cours du trimestre clos le 31 janvier 2015).

Note 6 : Acquisitions

Activités de financement du transport de GE Capital Corporation (FET de BMO)

Le 1^{er} décembre 2015, nous avons conclu l'acquisition des actifs nets des activités de financement du transport de GE Capital pour une contrepartie en trésorerie de 9,0 milliards de dollars américains (12,1 milliards de dollars canadiens). L'acquisition reflète nos activités bancaires auprès des entreprises au Canada et aux États-Unis et viendra élargir notre clientèle commerciale. L'acquisition a été comptabilisée en tant que regroupement d'entreprises, et l'entreprise acquise de même que l'écart d'acquisition connexe sont pris en compte dans ceux de nos unités d'exploitation Services bancaires Particuliers et entreprises aux États-Unis et au Canada.

Dans le cadre de cette acquisition, nous avons essentiellement acquis des prêts, des actifs faisant l'objet de contrats de location simple, des immobilisations incorporelles et un écart d'acquisition. Nous avons comptabilisé un ajustement de 100 millions de dollars au titre des pertes sur créances et une prime de taux d'intérêt de 41 millions sur le portefeuille de prêts acquis. En outre, nous avons comptabilisé un ajustement de la juste valeur de 70 millions afin de réduire la valeur des actifs faisant l'objet de contrats de location simple. Une immobilisation incorporelle constituée de courtiers et de relations clients est amortie selon un mode accéléré sur une période de 15 ans, et une immobilisation incorporelle liée à la technologie est amortie sur une période de cinq ans selon le mode linéaire. Un écart d'acquisition de 409 millions à l'égard de cette transaction est déductible à des fins fiscales.

FET de BMO compte pour environ 10 % des revenus et des charges des unités de PE États-Unis.

Les justes valeurs estimées des actifs acquis et des passifs repris à la date d'acquisition se présentent comme suit :

(en millions de dollars canadiens)	2016
	Total
Prêts	10 793
Écart d'acquisition	409
Immobilisations incorporelles	58
Autres actifs	1 093
Total des actifs	12 353
Autres passifs	275
Prix d'achat	12 078

La ventilation du prix d'achat pourrait être peaufinée lorsque nous aurons terminé l'évaluation des actifs acquis et des passifs repris.

Note 7 : Dépôts

(en millions de dollars canadiens)	Dépôts à vue									
	Productifs d'intérêts		Non productifs d'intérêts		Dépôts à préavis		Dépôts à terme fixe 3)		Total	
	31 janvier 2016	31 octobre 2015	31 janvier 2016	31 octobre 2015	31 janvier 2016	31 octobre 2015	31 janvier 2016	31 octobre 2015	31 janvier 2016	31 octobre 2015
Catégories de déposants :										
Banques	960	828	1 326	1 222	4 626	4 123	25 457	20 962	32 369	27 135
Entreprises et administrations publiques	15 874	15 262	38 327	35 212	64 700	57 335	163 452	155 809	282 353	263 618
Particuliers	3 775	3 095	15 723	15 095	87 391	83 081	49 225	46 145	156 114	147 416
Total 1) 2)	20 609	19 185	55 376	51 529	156 717	144 539	238 134	222 916	470 836	438 169
Domiciliation :										
Canada	18 328	17 031	36 600	35 300	76 671	75 470	133 522	120 199	265 121	248 000
États-Unis	1 589	1 517	18 662	16 091	79 180	68 396	74 685	76 980	174 116	162 984
Autres pays	692	637	114	138	866	673	29 927	25 737	31 599	27 185
Total	20 609	19 185	55 376	51 529	156 717	144 539	238 134	222 916	470 836	438 169

1) Comprend les billets structurés désignés à la juste valeur par le biais du résultat net.

2) Au 31 janvier 2016 et au 31 octobre 2015, le total des dépôts à terme fixe comprenait respectivement 33 022 millions de dollars et 26 960 millions de dollars de fonds fédéraux achetés et de papier commercial émis ainsi que d'autres éléments du passif-dépôts. Au 31 janvier 2016 et au 31 octobre 2015, les dépôts comprenaient des dépôts de 242 491 millions de dollars et de 221 268 millions, respectivement, libellés en dollars américains et des dépôts de 24 343 millions et de 19 898 millions, respectivement, libellés en d'autres monnaies étrangères.

3) Comprend des dépôts de 215 029 millions de dollars, qui étaient tous supérieurs à cent mille dollars, montant dont 116 524 millions étaient domiciliés au Canada, 68 582 millions, aux États-Unis et 29 923 millions, dans d'autres pays (200 907 millions, 103 101 millions, 72 073 millions et 25 733 millions, respectivement, au 31 octobre 2015). Des dépôts de 116 524 millions domiciliés au Canada, 40 871 millions arrivent à échéance dans moins de trois mois, 8 977 millions, dans trois à six mois, 15 477 millions, dans six à douze mois et 51 199 millions, dans plus de douze mois (103 101 millions, 36 434 millions, 4 956 millions, 11 916 millions et 49 795 millions, respectivement, au 31 octobre 2015).

Les dépôts à vue sont constitués essentiellement des comptes de chèques de nos clients, comptes dont certains sont productifs d'intérêts. Nos clients n'ont pas l'obligation de nous donner un préavis avant de retirer des fonds de leurs comptes de chèques.

Les dépôts à préavis sont constitués principalement des comptes d'épargne de nos clients; ces comptes sont productifs d'intérêts.

Les dépôts à payer à terme fixe sont constitués de divers instruments de placement, notamment les dépôts à terme et les certificats de placement garanti, les fonds fédéraux, le papier commercial et les obligations couvertes.

Note 8 : Dette subordonnée

Le 8 décembre 2015, nous avons, aux termes de notre programme de billets à moyen terme canadien, émis pour 1,0 milliard de dollars de dette subordonnée portant intérêt au taux de 3,34 %. Ces titres, soit des billets à moyen terme – série H, deuxième tranche, échoient le 8 décembre 2025 et leur taux deviendra variable le 8 décembre 2020. Les billets sont assortis d'une clause concernant les fonds propres d'urgence en cas de non-viabilité émis, ce qui est nécessaire pour que les billets puissent être considérés comme des fonds propres réglementaires en vertu de Bâle III. Ainsi, ces billets peuvent être convertis en un nombre variable d'actions ordinaires si le BSIF annonce que la Banque n'est plus viable ou est sur le point de ne plus l'être, ou si une administration publique fédérale ou provinciale canadienne annonce publiquement que la Banque a accepté ou convenu d'accepter une injection de capital ou un soutien équivalent afin d'éviter de devenir non viable.

Le 22 avril 2015, nous avons racheté la totalité de nos débetures subordonnées et de nos billets à moyen terme de série C, deuxième tranche de 500 millions de dollars à un prix de rachat correspondant à 100 % du capital majoré des intérêts courus et impayés à la date de rachat.

Note 9 : Capitaux propres

Actions ordinaires et privilégiées en circulation 1)

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

31 janvier 2016

31 octobre 2015

	31 janvier 2016		31 octobre 2015		
	Nombre d'actions	Montant	Nombre d'actions	Montant	Convertibles en
Actions privilégiées classées dans les capitaux propres					
Catégorie B – Série 14	10 000 000	250	10 000 000	250	non convertibles
Catégorie B – Série 15	10 000 000	250	10 000 000	250	non convertibles
Catégorie B – Série 16	6 267 391	157	6 267 391	157	catégorie B – Série 17 2)
Catégorie B – Série 17	5 732 609	143	5 732 609	143	catégorie B – Série 16 2)
Catégorie B – Série 25	11 600 000	290	11 600 000	290	catégorie B – Série 26 2)
Catégorie B – Série 27	20 000 000	500	20 000 000	500	catégorie B – Série 28 2), 3)
Catégorie B – Série 29	16 000 000	400	16 000 000	400	catégorie B – Série 30 2), 3)
Catégorie B – Série 31	12 000 000	300	12 000 000	300	catégorie B – Série 32 2), 3)
Catégorie B – Série 33	8 000 000	200	8 000 000	200	catégorie B – Série 34 2), 3)
Catégorie B – Série 35	6 000 000	150	6 000 000	150	non convertibles 3)
Catégorie B – Série 36	600 000	600	600 000	600	catégorie B – Série 37 2), 3)
		3 240		3 240	
Actions ordinaires 4)	643 261 662	12 352	642 583 341	12 313	
Capital social		15 592		15 553	

1) Pour de plus amples renseignements, se reporter aux notes 17 et 22 afférentes à nos états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 octobre 2015, aux pages 170 à 184 de notre Rapport annuel 2015.

2) Si ces actions sont converties, leurs porteurs pourront les reconverter en actions privilégiées initiales à des dates de rachat subséquentes.

3) Les actions sont convertibles en un nombre variable d'actions ordinaires si le BSIF annonce que la Banque n'est plus viable ou sur le point de ne plus l'être, ou si une administration publique fédérale ou provinciale canadienne annonce publiquement que la Banque a accepté une injection de capital ou un soutien équivalent afin d'éviter de devenir non viable.

4) Les options sur actions émises aux termes du régime d'options sur actions sont convertibles en 11 764 928 actions ordinaires au 31 janvier 2016 (12 111 153 actions ordinaires au 31 octobre 2015).

Actions privilégiées

Le 16 octobre 2015, nous avons émis 600 000 actions privilégiées de catégorie B à taux rajusté tous les cinq ans et à dividende non cumulatif – série 36 au prix de 1 000 \$ l'action, pour un produit brut de 600 millions de dollars.

Le 29 juillet 2015, nous avons émis 6 millions d'actions privilégiées perpétuelles de catégorie B à dividende non cumulatif – série 35 au prix de 25 \$ par action, pour un produit brut de 150 millions de dollars.

Le 5 juin 2015, nous avons émis 8 millions d'actions privilégiées de catégorie B à taux rajusté tous les cinq ans et à dividende non cumulatif – série 33 au prix de 25 \$ par action, pour un produit brut de 200 millions de dollars.

Les actions privilégiées de catégorie B – série 33, série 35 et série 36 sont assorties d'une clause concernant les fonds propres conditionnels en cas de non-viabilité, ce qui est nécessaire pour qu'elles puissent être considérées comme des fonds propres réglementaires en vertu de Bâle III. Ainsi, les actions peuvent être converties en un nombre variable d'actions ordinaires si le BSIF annonce que la Banque n'est plus viable ou est sur le point de ne plus l'être, ou si une administration publique fédérale ou provinciale canadienne annonce publiquement que la Banque a accepté une injection de capital ou un soutien équivalent afin d'éviter de devenir non viable.

Le 25 mai 2015, nous avons racheté la totalité des 14 millions d'actions privilégiées perpétuelles de catégorie B à dividende non cumulatif – série 13 au prix de rachat de 25,25 \$ par action, pour un prix de rachat brut de 353 millions de dollars.

Le 25 février 2015, nous avons racheté la totalité des 16 millions d'actions privilégiées de catégorie B à taux rajusté tous les cinq ans et à dividende non cumulatif – série 23 au prix de 25,00 \$ par action, pour un prix de rachat brut de 400 millions de dollars.

Actions ordinaires

Au cours du trimestre clos le 31 janvier 2016, nous n'avons racheté aucune action ordinaire. Au cours du trimestre clos le 31 janvier 2015, nous avons racheté aux fins d'annulation 3 millions d'actions ordinaires à un coût moyen de 80,02 \$ chacune pour un total de 240 millions de dollars, soit 0,46 % de nos actions ordinaires alors en circulation.

Le 1^{er} février 2016, nous avons renouvelé notre offre publique de rachat dans le cours normal des activités, offre d'une durée d'un an. Aux termes de celle-ci, nous pouvons racheter, à des fins d'annulation, jusqu'à 15 millions de nos actions ordinaires. Les dates et les montants des achats effectués en vertu de cette offre sont assujettis aux autorisations des organismes de réglementation et seront déterminés par la direction en fonction de facteurs comme les conditions du marché et la suffisance du capital. Nous consulterons périodiquement le BSIF avant d'effectuer des rachats en vertu de l'offre publique de rachat.

Titres de fiducie de capital

Le 31 décembre 2015, nous avons racheté la totalité de nos titres de fiducie de capital BMO – série E (BOaTS BMO – série E) pour un montant équivalant à 1 000 \$, pour un prix de rachat total de 450 millions de dollars majoré des distributions déclarées et non réglées.

Le 31 décembre 2014, nous avons racheté la totalité de nos titres de fiducie de capital BMO – série D (BOaTS BMO – série D) pour un montant équivalant à 1 000 \$, pour un prix de rachat total de 600 millions de dollars majoré des distributions déclarées et non réglées.

Note 10 : Juste valeur des instruments financiers

Juste valeur des instruments financiers non inscrits à la juste valeur au bilan

Le tableau ci-dessous fait état des montants qui seraient présentés si tous nos actifs et passifs financiers qui ne sont pas actuellement inscrits à la juste valeur étaient comptabilisés à leur juste valeur. Voir les notes afférentes à nos états financiers consolidés annuels pour l'exercice clos le 31 octobre 2015, aux pages 172 à 179, pour une analyse plus détaillée de l'établissement de la juste valeur.

	31 janvier 2016		31 octobre 2015	
	Valeur comptable	Juste valeur	Valeur comptable	Juste valeur
Titres				
Titres détenus jusqu'à l'échéance	9 325	9 438	9 432	9 534
Autres 1)	1 004	2 918	655	2 365
	10 329	12 356	10 087	11 899
Titres pris en pension 2)	70 692	70 959	55 626	54 979
Prêts				
Prêts hypothécaires à l'habitation	107 026	107 196	105 918	106 322
Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers	65 886	64 892	65 598	64 668
Prêts sur cartes de crédit	7 896	7 633	7 980	7 728
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	166 141	164 341	145 076	143 387
	346 949	344 062	324 572	322 105
Dépôts 3)	460 209	460 423	428 740	429 032
Titres mis en pension 4)	44 212	44 605	33 576	33 704
Passifs divers 5)	22 100	22 752	22 497	23 025
Dettes subordonnées	5 250	5 351	4 416	4 590

Ce tableau ne tient pas compte des instruments financiers dont la valeur comptable se rapproche de la juste valeur comme la trésorerie et les équivalents de trésorerie, les dépôts portant intérêt à d'autres banques, les titres empruntés, les engagements de clients aux termes d'acceptations, les autres actifs, les acceptations, les titres prêtés et certains autres passifs.

1) Les titres divers ne tiennent pas compte de 363 millions de dollars de titres liés à nos activités de banque d'affaires qui sont inscrits à la juste valeur au bilan (365 millions de dollars au 31 octobre 2015).

2) Ne tient pas compte de 12 911 millions de dollars de titres empruntés dont la valeur comptable se rapproche de la juste valeur (12 440 millions au 31 octobre 2015).

3) Ne tient pas compte de 10 627 millions de dollars de passifs au titre des billets structurés désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net et comptabilisé à la juste valeur (9 429 millions au 31 octobre 2015).

4) Ne tient pas compte de 5 458 millions de dollars de titres prêtés dont la valeur comptable se rapproche de la juste valeur (6 315 millions au 31 octobre 2015).

5) Les passifs divers comprennent la titrisation et les passifs des entités structurées de même que certains autres passifs de filiales autres que des dépôts.

Certains chiffres des périodes précédentes ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour la période à l'étude.

Instruments financiers désignés comme étant à la juste valeur

La majorité de nos passifs au titre des billets structurés ont été désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net et sont comptabilisés à leur juste valeur, ce qui permet d'harmoniser les résultats comptables avec la façon dont le portefeuille est géré. La variation de la juste valeur de ces billets structurés a été comptabilisée à titre de hausse de 394 millions de dollars dans les revenus de négociation, sous revenus autres que d'intérêts, et de hausse de 100 millions comptabilisée dans les autres éléments du résultat global, ce qui est attribuable aux fluctuations de nos écarts de taux pour le trimestre clos le 31 janvier 2016 (baisse de 103 millions et hausse de 19 millions, respectivement, pour le trimestre clos le 31 janvier 2015). L'incidence des variations de notre écart de taux est évaluée en fonction des variations de l'écart de taux de la Banque d'un trimestre à l'autre.

Les variations cumulées de la juste valeur, qui sont attribuables aux fluctuations de nos propres écarts de taux et qui ont été comptabilisées entre le moment où ces billets ont été désignés comme étant à la juste valeur et le 31 janvier 2016, correspondent à un profit latent d'environ 168 millions de dollars, soit un profit latent de 244 millions de dollars comptabilisé dans les autres éléments du résultat global et une perte latente de 76 millions comptabilisé à l'état des résultats, avant l'adoption des dispositions sur le risque de crédit propre à l'entité de l'IFRS 9.

Au 31 janvier 2016, la juste valeur et le montant nominal dû à l'échéance contractuelle de ces billets structurés étaient respectivement de 10 627 millions de dollars et de 11 402 millions (9 429 millions et 9 869 millions, respectivement, au 31 octobre 2015). Ces billets structurés sont inscrits dans les dépôts à notre bilan consolidé.

Nous désignons certains titres détenus par nos filiales du secteur de l'assurance qui soutiennent nos passifs d'assurance à la juste valeur par le biais du résultat net étant donné que le calcul actuariel des passifs d'assurance est fondé sur la juste valeur des investissements qui les soutiennent. Cette désignation permet d'harmoniser les résultats comptables avec le mode de gestion du portefeuille, soit à la juste valeur. La variation de la juste valeur des actifs est comptabilisée dans les revenus d'assurance, sous revenus autres que d'intérêts et la variation de la juste valeur des passifs est comptabilisée dans les sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités. La juste valeur de ces investissements était de 7 089 millions de dollars au 31 janvier 2016 (6 961 millions au 31 octobre 2015) et est prise en compte dans les titres de négociation figurant à notre bilan consolidé. Leur comptabilisation à leur juste valeur par le biais du résultat net a donné lieu à une augmentation de 24 millions de dollars des revenus d'assurance, sous revenus autres que d'intérêts, pour le trimestre clos le 31 janvier 2016 (augmentation de 535 millions pour le trimestre clos le 31 janvier 2015).

Nous désignons l'obligation liée à certains contrats de placement à la juste valeur par le biais du résultat net, ce qui élimine toute disparité d'évaluation qui découlerait du fait d'évaluer ces passifs au titre des contrats de placement et de compenser les variations de la juste valeur des placements qui les soutiennent sur des bases différentes. La juste valeur des passifs au titre des contrats de placement, soit 548 millions de dollars au 31 janvier 2016 (525 millions au 31 octobre 2015), est inscrite dans les passifs divers au bilan consolidé. La variation de la juste valeur de ces passifs au titre des contrats de placement a donné lieu à une hausse de 22 millions des sinistres, commissions et passifs au titre des indemnités, respectivement, pour le trimestre clos le 31 janvier 2016 (hausse de 29 millions pour le trimestre clos le 31 janvier 2015). Pour le trimestre clos le 31 janvier 2016, une augmentation de 14 millions a été comptabilisée dans les autres éléments du résultat global relativement aux variations de notre propre écart de taux (profit de 5 millions pour le trimestre clos le 31 janvier 2015). Les variations de la juste valeur des placements garantissant les passifs au titre des contrats de placement sont comptabilisées dans les revenus autres que d'intérêts, au poste revenus d'assurance. L'incidence des variations de notre écart de taux est évaluée en fonction des variations de l'écart de taux de la Banque d'un trimestre à l'autre.

Les passifs liés à la titrisation et aux entités structurées tiennent compte de montants au titre des billets émis par notre entité de protection de crédit et ont été désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net et sont comptabilisés à leur juste valeur. Cela élimine toute disparité d'évaluation qui découlerait du fait d'évaluer ces passifs et de compenser les variations de la juste valeur des investissements et des dérivés connexes émis par ces entités sur des bases différentes. La juste valeur de ces passifs, soit 140 millions de dollars au 31 janvier 2016 (139 millions au 31 octobre 2015), est inscrite dans les passifs divers au bilan consolidé. La variation de leur juste valeur a donné lieu à une baisse des revenus de négociation, sous revenus autres que d'intérêts de moins de 1 million pour le trimestre clos le 31 janvier 2016 (baisse de moins de 1 million pour le trimestre clos le 31 janvier 2015).

Nous désignons certains investissements détenus par nos activités de banque d'affaires à la juste valeur par le biais du résultat net, ce qui permet d'harmoniser les résultats comptables avec le mode de gestion du portefeuille. La juste valeur de ces investissements était de 363 millions de dollars au 31 janvier 2016 (365 millions au 31 octobre 2015) et est prise en compte dans les titres figurant à notre bilan consolidé. L'incidence de leur comptabilisation à leur juste valeur par le biais du résultat net a été une diminution de 17 millions des profits sur titres, autres que de négociation, sous revenus autres que d'intérêts pour le trimestre clos le 31 janvier 2016 (diminution de 16 millions pour le trimestre clos le 31 janvier 2015).

Hiérarchie de la juste valeur

Nous utilisons une hiérarchie de la juste valeur pour classer par catégorie les instruments financiers selon les données que nous utilisons dans nos techniques d'évaluation servant à mesurer la juste valeur.

Techniques d'évaluation et données importantes

Pour déterminer la juste valeur des titres à échéance fixe et des titres de participation négociés en bourse, nous utilisons les cours sur des marchés (niveau 1) lorsqu'ils sont disponibles. S'ils ne le sont pas, nous déterminons la juste valeur des instruments financiers selon des modèles tels que les flux de trésorerie actualisés au moyen de données de marché observables pour les données comme les taux de rendement ou de remboursement anticipé ou les cotes provenant de courtiers ou d'autres cotes de tiers (niveau 2). La juste valeur peut également être déterminée à l'aide de modèles faisant intervenir des données de marché qui ne sont pas observables en raison de marchés inactifs ou présentant une activité négligeable (niveau 3). Nous utilisons, dans la mesure du possible, le plus de données de marché.

Nos titres de négociation de niveau 2 sont essentiellement évalués en fonction de modèles de flux de trésorerie actualisés faisant intervenir des écarts observables ou des cotes provenant de courtiers. La juste valeur des titres disponibles à la vente de niveau 2 est déterminée au moyen de modèles de flux de trésorerie actualisés mettant en jeu des écarts observables ou des cotes de tiers. Les passifs au titre des billets structurés de niveau 2 sont évalués au moyen de modèles faisant intervenir des données de marché observables. Les actifs et passifs dérivés de niveau 2 sont évalués à l'aide de modèles normalisés du secteur et de données de marché observables.

Ce qui suit fait état de la mesure dans laquelle nous avons utilisé les cours sur des marchés actifs (niveau 1), des modèles internes fondés sur des données de marché observables (niveau 2) et des modèles internes ne comportant pas de données de marché observables (niveau 3) pour évaluer les titres, les passifs inscrits à la juste valeur, les actifs dérivés et les passifs dérivés :

(en millions de dollars canadiens)	31 janvier 2016			31 octobre 2015		
	Évaluation au moyen de cours du marché	Évaluation au moyen de modèles (comportant des données de marché observables)	Évaluation au moyen de modèles (ne comportant pas de données de marché observables)	Évaluation au moyen de cours du marché	Évaluation au moyen de modèles (comportant des données de marché observables)	Évaluation au moyen de modèles (ne comportant pas de données de marché observables)
Titres de négociation						
Titres émis ou garantis par :						
l'administration fédérale canadienne	13 829	1 682	-	12 342	1 512	-
des provinces et municipalités canadiennes	3 312	3 873	-	3 183	3 568	-
l'administration fédérale américaine	4 324	17	-	2 937	314	-
des municipalités, agences et États américains	-	876	105	-	589	98
d'autres administrations publiques	345	72	-	396	15	-
Titres adossés à des créances hypothécaires et titres garantis par des créances hypothécaires	-	521	-	-	491	-
Titres de créance d'entreprises	672	10 005	209	328	8 717	243
Titres de participation d'entreprises	34 357	1 289	-	35 901	1 826	-
	56 839	18 335	314	55 087	17 032	341
Titres disponibles à la vente						
Titres émis ou garantis par :						
l'administration fédérale canadienne	5 641	2 881	-	4 988	2 982	-
des provinces et municipalités canadiennes	3 139	2 061	-	2 658	2 267	-
l'administration fédérale américaine	4 069	-	-	1 754	-	-
des municipalités, agences et États américains	-	5 976	2	-	6 084	1
d'autres administrations publiques	2 920	3 092	-	2 328	3 084	-
Titres adossés à des créances hypothécaires et titres garantis par des créances hypothécaires	-	12 628	-	-	12 192	-
Titres de créance d'entreprises	5 528	2 897	5	5 977	1 972	6
Titres de participation d'entreprises	61	101	1 320	358	104	1 251
	21 358	29 636	1 327	18 063	28 685	1 258
Titres divers	-	-	363	-	-	365
Passifs à la juste valeur						
Titres vendus à découvert	22 758	1 450	-	19 499	1 727	-
Passifs liés aux billets structurés et aux autres billets	-	10 776	-	-	9 577	-
Passifs au titre des rentes	-	548	-	-	525	-
	22 758	12 774	-	19 499	11 829	-
Actifs dérivés						
Contrats de taux d'intérêt	5	21 673	-	5	19 248	-
Contrats de change	34	24 433	-	18	16 281	-
Contrats sur produits de base	710	1 114	-	605	1 062	-
Contrats sur titres de participation	248	929	-	91	892	-
Swaps sur défaillance	-	87	-	-	35	1
	997	48 236	-	719	37 518	1
Passifs dérivés						
Contrats de taux d'intérêt	21	19 480	-	25	17 488	-
Contrats de change	24	27 851	-	15	20 091	-
Contrats sur produits de base	441	2 568	-	380	2 391	-
Contrats sur titres de participation	90	2 107	-	103	2 098	-
Swaps sur défaillance	-	37	-	-	48	-
	576	52 043	-	523	42 116	-

Informations quantitatives sur les évaluations de la juste valeur des instruments classés dans le niveau 3

Le tableau qui suit présente la juste valeur des instruments financiers les plus importants classés dans le niveau 3, les techniques d'évaluation utilisées pour déterminer leur juste valeur ainsi que la fourchette de valeur des données non observables importantes utilisées aux fins des évaluations.

Au 31 janvier 2016 (en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	Poste dans le tableau de la hiérarchie des justes valeurs	Juste valeur des actifs	Techniques d'évaluation	Données non observables importantes	Fourchette de valeur des données 1)	
					Bas	Haut
Valeurs mobilières						
Titres de participation de sociétés fermées 2)	Titres de participation d'entreprises	1 320	Valeur liquidative Valeur d'entreprise/BAIIA	Valeur liquidative Coefficient	s. o. 5,0x	s. o. 10,1x
Titres garantis par des prêts 3)	Titres de créance d'entreprises	214	Modèle des flux de trésorerie actualisés	Rendement et marge d'escompte	1,60 %	1,60 %
Titres de banques d'affaires	Titres divers	363	Valeur liquidative Valeur d'entreprise/BAIIA	Valeur liquidative Coefficient	s. o. 4,7x	s. o. 8,8x

- 1) Les valeurs inférieure et supérieure des données correspondent aux niveaux réels le plus élevé et le moins élevé de données utilisées pour évaluer un groupe d'instruments financiers d'une catégorie de produits donnée. Ces fourchettes de données ne rendent pas compte de l'incertitude liée au niveau de données, mais subissent l'incidence des instruments sous-jacents particuliers au sein d'une catégorie de produits. Les fourchettes de données varient par conséquent d'une période à l'autre en fonction des caractéristiques des instruments sous-jacents détenus à la date de clôture de chaque période.
 - 2) Les titres de participation de sociétés fermées comprennent des actions d'un montant de 672 millions de dollars d'une Federal Reserve Bank et d'une Federal Home Loan Bank aux États-Unis que nous détenons pour respecter les exigences des organismes de réglementation. Ces actions sont comptabilisées au coût, lequel est réputé avoisiner la juste valeur puisque ces actions ne sont pas négociées sur le marché.
 - 3) Comprennent les instruments détenus à des fins de transaction et disponibles à la vente.
- s. o. - sans objet

Données non observables importantes aux fins des évaluations des instruments classés dans le niveau 3

Valeur liquidative

La valeur liquidative correspond à la valeur estimée des titres selon les évaluations reçues de la part des gestionnaires de placements ou de fonds. L'évaluation de certains titres de participation de sociétés fermées se fonde sur les avantages économiques tirés de notre placement.

Coefficient valeur d'entreprise/BAIIA

La juste valeur des titres de participation de sociétés fermées et des placements dans des titres de banques d'affaires est déterminée au moyen du calcul de la valeur d'entreprise selon un coefficient valeur d'entreprise/BAIIA puis de l'application d'une méthodologie en cascade à la structure du capital d'une entité afin d'établir la valeur des actifs et des titres que nous détenons. L'établissement du coefficient valeur d'entreprise/BAIIA requiert l'exercice d'un jugement et la prise en compte de facteurs comme les coefficients de sociétés cotées en bourse comparables, les transactions récentes, les éléments propres à l'entité et les déductions pour absence de liquidité, qui visent à refléter le manque d'opérations de négociation touchant ces actifs ou ces titres.

Rendement et marges d'escompte

Le rendement d'un instrument financier correspond au taux d'intérêt utilisé pour actualiser les flux de trésorerie futurs dans un modèle d'évaluation. Une augmentation du rendement, prise isolément, se traduirait par une diminution de l'évaluation de la juste valeur connexe. La marge d'escompte correspond à la différence entre le rendement d'un instrument de créance donné et le rendement de l'instrument de référence correspondant. Les instruments de référence sont assortis de cotes de crédit élevées et d'échéances semblables et constituent souvent des obligations des gouvernements. La marge d'escompte d'un instrument fait partie du rendement utilisé pour calculer les flux de trésorerie actualisés. De façon générale, une augmentation de la marge d'escompte se traduirait par une diminution de la juste valeur.

Analyse de sensibilité des instruments classés dans le niveau 3

L'analyse de sensibilité au 31 janvier 2016 des titres pour lesquels plus de 10 % des instruments sont classés dans le niveau 3 est présentée ci-dessous.

Les titres de négociation de niveau 3 comprennent des titres de créance d'entreprises de 205 millions de dollars ayant trait à des titres qui sont couverts par des swaps sur défaillance, lesquels sont également considérés comme des instruments de niveau 3. Au 31 janvier 2016, les actifs dérivés et les passifs dérivés étaient évalués à néant et à néant, respectivement. Nous déterminons l'évaluation de ces instruments dérivés et des titres connexes en fonction de modèles standards sur le marché que nous utilisons pour modéliser la composition des garanties particulières et la structure des flux de trésorerie liées à la transaction connexe.

Nous n'avons pas posé d'autres hypothèses de rechange raisonnablement possibles en ce qui a trait aux catégories importantes de niveau 3 que sont les placements en titres de sociétés fermées et les titres de banques d'affaires puisque les valeurs liquidatives sont fournies par des gestionnaires de placement ou de fonds.

Principaux transferts

Nous avons pour politique de constater les transferts d'actifs et de passifs d'un niveau de la hiérarchie de la juste valeur à un autre à la fin de chaque période de présentation, ce qui correspond à la date d'établissement de la juste valeur. Les transferts d'un niveau de la hiérarchie de la juste valeur à un autre rendent compte des changements dans la disponibilité des cours du marché ou des données de marché observables par suite de l'évolution des conditions de marché. Ce qui suit indique les principaux éléments qui ont été transférés d'un niveau à un autre au cours du trimestre clos le 31 janvier 2016.

Au cours du trimestre clos le 31 janvier 2016, des titres de négociation de 12 millions de dollars ont été transférés du niveau 1 au niveau 2 en raison d'une moins grande observabilité des données servant à l'évaluation de ces titres. Au cours du trimestre clos le 31 janvier 2016, des titres de négociation de 22 millions et des titres disponibles à la vente de 215 millions ont été transférés du niveau 2 au niveau 1 en raison de la disponibilité accrue de cours du marché sur des marchés actifs.

Évolution des instruments classés dans le niveau 3 de la hiérarchie de la juste valeur

Les tableaux suivants présentent un rapprochement de tous les changements ayant touché les instruments financiers classés dans le niveau 3 au cours du trimestre clos le 31 janvier 2016, incluant les profits (pertes) réalisés et latents pris en compte dans le résultat et les autres éléments du résultat global.

Pour le trimestre clos le 31 janvier 2016	Variation de la juste valeur						Transferts depuis le niveau 3	Juste valeur au 31 janvier 2016	Variation des profits (pertes) latents 2)
	Solde au 31 octobre 2015	Inclus dans les résultats	Inclus dans les autres éléments du résultat global 3)	Achats	Échéances ou ventes règlement 1)	Transferts au niveau 3			
Titres de négociation									
Titres émis ou garantis par :									
des municipalités, agences et États américains	98	-	7	-	-	-	-	105	-
Titres de créance d'entreprises	243	-	17	-	-	(51)	-	209	-
Total des titres de négociation	341	-	24	-	-	(51)	-	314	-
Titres disponibles à la vente									
Titres émis ou garantis par :									
des municipalités, agences et États américains	1	-	1	-	-	-	-	2	s. o.
Titres de créance d'entreprises	6	-	-	-	-	(1)	-	5	s. o.
Titres de participation d'entreprises	1 251	4	81	21	(37)	-	-	1 320	s. o.
Total des titres disponibles à la vente	1 258	4	82	21	(37)	(1)	-	1 327	s. o.
Titres divers	365	(17)	21	15	(21)	-	-	363	(16)
Actifs dérivés									
Swaps sur défaillance	1	(1)	-	-	-	-	-	-	(1)
Passifs dérivés									
Swaps sur défaillance	-	-	-	-	-	-	-	-	-

1) Comprend le règlement en trésorerie d'actifs dérivés et de passifs dérivés.

2) Représente la variation des profits ou des pertes latents sur les titres de négociation, les titres divers, les actifs dérivés et les passifs dérivés toujours détenus au 31 janvier 2016 qui ont été portés en résultat au cours de la période.

3) La conversion des devises en ce qui a trait aux titres de négociation détenus par nos filiales à l'étranger est incluse dans les investissements nets dans des établissements à l'étranger présentés dans les autres éléments du résultat global.

Note 11 : Gestion du capital

Nous avons pour objectif de maintenir une assise financière solide grâce à une structure rentable qui tient compte de nos ratios cibles en matière de capital réglementaire et de notre évaluation interne du capital économique requis, qui est conforme à nos cotes de crédit cibles, qui soutient les stratégies de nos groupes d'exploitation et qui accroît la confiance des déposants et la valeur à long terme pour les actionnaires.

Au 31 janvier 2016, nous nous conformions aux exigences de la formule de calcul « tout compris » du BSIF concernant les ratios de capital cibles. Notre situation en matière de capital au 31 janvier 2016 est décrite à la section qui traite de la gestion du capital, aux pages 13 à 15 du Rapport de gestion figurant dans le Rapport aux actionnaires pour le premier trimestre 2016.

Note 12 : Rémunération du personnel

Options sur actions

Au cours du trimestre clos le 31 janvier 2016, nous avons attribué un total de 754 714 option sur actions (641 875 options sur actions au cours du trimestre clos le 31 janvier 2015). La juste valeur moyenne pondérée des options attribuées durant le trimestre clos le 31 janvier 2016 a été de 7,60 \$ l'option (7,45 \$ l'option durant le trimestre clos le 31 janvier 2015).

Pour établir la juste valeur des tranches d'options sur actions (soit chaque tranche qui devient acquise dans un exercice), nous avons utilisé les fourchettes de valeur suivantes pour chaque hypothèse quant aux prix des options.

	31 janvier 2016	31 janvier 2015
Options sur actions attribuées au cours des trimestres clos le		
Rendement attendu des actions	5,5 %	4,7 %
Volatilité prévue du cours des actions	19,8 % - 20,0 %	16,9 % - 17,0 %
Taux de rendement sans risque	1,3 % - 1,4 %	1,9 % - 2,0 %
Période prévue jusqu'à l'exercice (en années)	6,5 - 7,0	6,5 - 7,0
Prix d'exercice (\$)	77,23	78,09

Des changements dans les hypothèses utilisées pourraient produire des justes valeurs estimatives différentes.

Charges liées aux prestations de retraite et à d'autres avantages futurs du personnel

Le tableau qui suit fait état des charges liées aux prestations de retraite et à d'autres avantages futurs du personnel.

(en millions de dollars canadiens)

	Régimes de retraite		Régime d'autres avantages futurs du personnel	
	31 janvier 2016	31 janvier 2015	31 janvier 2016	31 janvier 2015
Pour les trimestres clos le				
Prestations accumulées par les employés	70	70	6	7
(Revenu) charge nette d'intérêts sur (l'actif) le passif net au titre des prestations définies	(2)	(1)	13	13
Charges administratives	1	1	-	-
Charge au titre des prestations	69	70	19	20
Charge pour les régimes de retraite du Canada et du Québec	19	21	-	-
Charge au titre des cotisations définies	29	27	-	-
Total des charges de retraite et d'autres avantages futurs du personnel constaté à l'état consolidé des résultats	117	118	19	20

Certains chiffres des périodes précédentes ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour la période à l'étude.

Note 13 : Bénéfice par action

Nous calculons notre bénéfice de base par action en divisant notre bénéfice net, après avoir déduit le total des dividendes sur les actions privilégiées, par le nombre moyen quotidien d'actions ordinaires entièrement libérées et en circulation au cours de la période.

Le bénéfice dilué par action est calculé de la même façon, mais des ajustements additionnels sont faits afin de rendre compte de l'incidence dilutive des instruments convertibles en actions ordinaires.

Les tableaux qui suivent présentent le bénéfice de base et dilué par action de la Banque.

Bénéfice de base par action

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	Pour les trimestres clos le	
	31 janvier 2016	31 janvier 2015
Bénéfice net attribuable aux actionnaires de la Banque	1 060	986
Dividendes sur les actions privilégiées	(41)	(33)
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	1 019	953
Nombre moyen d'actions ordinaires en circulation (en milliers)	642 978	648 325
Bénéfice de base par action (en dollars canadiens)	1,59	1,47

Bénéfice dilué par action

Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires, ajusté pour tenir compte de la dilution	1 019	953
Options sur actions pouvant être exercées 1)	8 530	10 215
Actions ordinaires pouvant éventuellement être rachetées	(6 571)	(7 545)
Nombre moyen d'actions ordinaires en circulation compte tenu des titres dilutifs (en milliers)	644 937	650 995
Bénéfice dilué par action (en dollars canadiens)	1,58	1,46

1) En calculant le bénéfice dilué par action, nous avons exclu le nombre moyen d'options sur actions en cours, soit 2 165 722 options, dont le prix d'exercice moyen pondéré a été de 149,58 \$ pour le trimestre clos le 31 janvier 2016 (1 360 149 options d'un prix d'exercice moyen pondéré de 232,33 \$ pour le trimestre clos le 31 janvier 2015), le prix moyen des actions pour la période n'ayant pas été supérieur au prix d'exercice.

Note 14 : Segmentation opérationnelle

Groupes d'exploitation

Nous exerçons nos activités par l'entremise de trois groupes d'exploitation, chacun de ces groupes ayant un mandat distinct. Nos groupes d'exploitation sont les Services bancaires Particuliers et entreprises (PE) [qui se composent de Services bancaires Particuliers et entreprises au Canada (PE Canada) et Services bancaires Particuliers et entreprises aux États-Unis (PE États-Unis)], la Gestion de patrimoine et BMO Marchés des capitaux (BMO MC), de même que l'unité des Services d'entreprise.

Les résultats des périodes antérieures des Services d'entreprise reflètent certains éléments relatifs au portefeuille de prêts acquis en 2011, dont la constatation de la diminution de l'ajustement au titre des pertes sur créances qui est inscrite dans les revenus nets d'intérêts sur la durée des prêts acquis ainsi que les dotations à la provision pour pertes sur créances et les recouvrements de pertes sur créances du portefeuille acquis. Depuis le premier trimestre de 2016, la diminution de l'ajustement au titre des pertes sur créances présentée dans les revenus nets d'intérêts et la dotation à la provision pour pertes sur créances à l'égard du portefeuille productif acquis sont comptabilisées dans PE États-Unis, ce qui cadre avec la comptabilisation de l'acquisition de FET de BMO, et compte tenu de la baisse considérable de ces montants. Les résultats des périodes antérieures n'ont pas été reclassés. Les recouvrements ou les dotations à la provision relatives aux pertes sur créances à l'égard du portefeuille de prêts douteux acquis en 2011 continuent d'être comptabilisés dans les Services d'entreprise. Les incidences de la comptabilisation des prêts acquis liés à FET de BMO sont comptabilisées dans PE États-Unis.

Également depuis le premier trimestre de 2016, les revenus tirés des placements ont été reclassés des revenus nets d'intérêts aux revenus autres que d'intérêts pour ce qui est de PE Canada, de la Gestion de patrimoine et des Services entreprise. Les résultats des périodes antérieures ont été reclassés. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la note 27 afférente aux états financiers consolidés pour l'exercice clos le 31 octobre 2015, aux pages 194 et 195 du Rapport annuel.

Les tableaux ci-dessous présentent nos résultats et nos actifs moyens par unité ou groupe d'exploitation.

(en millions de dollars canadiens)

Pour le trimestre clos le 31 janvier 2016	PE Canada	PE États-Unis	Gestion de patrimoine	BMO MC	Services d'entreprise 1)	Total
Revenus nets d'intérêts	1 254	877	149	429	(229)	2 480
Revenus autres que d'intérêts	471	262	1 288	591	(17)	2 595
Total des revenus	1 725	1 139	1 437	1 020	(246)	5 075
Dotation à la provision pour pertes sur créances	140	65	2	8	(32)	183
Sinistres, commissions et variations du passif au titre des indemnités	-	-	366	-	-	366
Amortissement	66	97	60	24	-	247
Charges autres que d'intérêts	806	633	817	637	130	3 023
Bénéfice avant impôts sur le résultat et participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales	713	344	192	351	(344)	1 256
Charge d'impôts sur le résultat	184	93	44	91	(224)	188
Bénéfice net comptable	529	251	148	260	(120)	1 068
Participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales	-	-	1	-	7	8
Bénéfice net attribuable aux actionnaires de la Banque	529	251	147	260	(127)	1 060
Actifs moyens	203 855	104 642	30 548	311 775	63 209	714 029

Pour le trimestre clos le 31 janvier 2015	PE Canada	PE États-Unis	Gestion de patrimoine	BMO MC	Services d'entreprise 1)	Total
Revenus nets d'intérêts	1 185	682	144	388	(234)	2 165
Revenus autres que d'intérêts	443	179	1 638	532	98	2 890
Total des revenus	1 628	861	1 782	920	(136)	5 055
Dotation à la provision pour pertes sur créances	132	40	2	9	(20)	163
Sinistres, commissions et variations du passif au titre des indemnités	-	-	747	-	-	747
Amortissement	56	53	58	21	-	188
Charges autres que d'intérêts	779	508	770	602	159	2 818
Bénéfice avant impôts sur le résultat et participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales	661	260	205	288	(275)	1 139
Charge d'impôts sur le résultat	158	68	46	68	(201)	139
Bénéfice net comptable	503	192	159	220	(74)	1 000
Participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales	-	-	-	-	14	14
Bénéfice net attribuable aux actionnaires de la Banque	503	192	159	220	(88)	986
Actifs moyens	194 687	84 695	27 813	287 265	56 453	650 913

1) Les Services d'entreprise comprennent l'unité Technologie et opérations.

Les revenus sont présentés sur une base d'imposition comparable (bic) par groupe d'exploitation. Cette base a pour effet d'augmenter les revenus et la charge d'impôts sur le résultat présentés d'un montant qui porterait les revenus tirés de certains éléments exonérés d'impôt à un niveau auquel ces revenus sont assujettis à l'impôt, au taux d'impôt prévu par la loi. La compensation est reflétée dans les revenus et la charge d'impôts sur le résultat des Services d'entreprise.

Note 15 : Échéances contractuelles des actifs et des passifs et engagements hors bilan

Les tableaux ci-dessous présentent les échéances contractuelles résiduelles des actifs et des passifs inscrits au bilan et des engagements non inscrits au bilan. L'échéance contractuelle des actifs et des passifs financiers entre en jeu dans la gestion du risque de liquidité et de financement, mais elle n'est pas nécessairement conforme à l'échéance attendue des actifs et des passifs servant à cette gestion. Afin de gérer le risque de liquidité et de financement, nous établissons des prévisions des entrées et des sorties de trésorerie liées aux actifs et aux passifs compte tenu de conditions normales du marché et de divers scénarios de crise. Les scénarios de crise font intervenir des hypothèses relatives aux remboursements de prêts, aux retraits de dépôts et aux baisses des engagements de crédit et des facilités de trésorerie par type de contrepartie et de produit. Les scénarios de crise tiennent également compte de l'horizon temporel sur lequel les actifs liquides peuvent être monétisés de même que les exigences connexes en matière de quotités et de sûretés éventuelles pouvant être imposées par suite de la volatilité du marché et des baisses des cotes de crédit, entre autres hypothèses. Pour de plus amples renseignements, il y a lieu de se reporter à la rubrique Risque de liquidité et de financement aux pages 105 à 110 de notre Rapport annuel 2015.

(en millions de dollars canadiens)

31 janvier 2016

	De 0 à 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 9 mois	De 9 à 12 mois	De 1 an à 2 ans	De 2 à 5 ans	Plus de 5 ans	Sans échéance	Total
Instruments financiers inscrits au bilan										
Actifs										
Trésorerie et équivalents de trésorerie	38 116	-	-	-	-	-	-	-	845	38 961
Dépôts productifs d'intérêts à d'autres banques	5 388	1 606	355	77	6	1	-	-	-	7 433
Valeurs mobilières										
Titres de négociation	1 393	2 382	3 353	2 015	4 453	6 013	5 880	14 353	35 646	75 488
Titres disponibles à la vente	1 241	837	515	2 559	1 732	4 027	21 286	18 643	1 481	52 321
Titres détenus jusqu'à leur échéance	-	358	290	315	-	1 313	3 074	3 975	-	9 325
Titres divers	-	-	-	-	4	7	73	-	1 283	1 367
Total des valeurs mobilières	2 634	3 577	4 158	4 889	6 189	11 360	30 313	36 971	38 410	138 501
Titres pris en pension ou empruntés	58 068	19 580	4 745	988	222	-	-	-	-	83 603
Prêts										
Prêts hypothécaires à l'habitation	1 395	2 158	4 417	4 345	3 039	17 913	63 481	10 278	-	107 026
Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers	509	826	1 299	1 390	954	3 647	25 101	8 775	23 385	65 886
Prêts sur cartes de crédit	-	-	-	-	-	-	-	-	7 896	7 896
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	10 205	6 947	6 621	5 077	16 791	17 734	59 119	10 941	32 706	166 141
Provision pour pertes sur créances	-	-	-	-	-	-	-	-	(1 951)	(1 951)
Total des prêts, déduction faite de la provision pour pertes sur créances	12 109	9 931	12 337	10 812	20 784	39 294	147 701	29 994	62 036	344 998
Total des autres actifs										
Instruments dérivés	2 876	4 826	2 855	1 486	1 985	6 263	12 137	16 805	-	49 233
Engagements de clients aux termes d'acceptations	8 897	2 366	82	-	-	-	-	-	-	11 345
Divers	1 356	265	131	12	3	-	9	4 442	19 001	25 219
Total des autres actifs	13 129	7 457	3 068	1 498	1 988	6 263	12 146	21 247	19 001	85 797
Total des actifs	129 444	42 151	24 663	18 264	29 189	56 918	190 160	88 212	120 292	699 293

(en millions de dollars canadiens)

31 janvier 2016

	De 0 à 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 9 mois	De 9 à 12 mois	De 1 an à 2 ans	De 2 à 5 ans	Plus de 5 ans	Sans échéance	Total
Passifs et capitaux propres										
Dépôts 1)										
Banques	13 629	7 896	2 198	1 161	473	100	-	-	6 912	32 369
Entreprises et administrations publiques	27 324	31 231	31 062	7 806	12 590	14 345	27 582	11 512	118 901	282 353
Particuliers	2 538	3 468	3 920	6 030	7 322	8 551	15 407	1 989	106 889	156 114
Total des dépôts	43 491	42 595	37 180	14 997	20 385	22 996	42 989	13 501	232 702	470 836
Autres passifs										
Instruments dérivés	2 574	3 355	5 110	1 767	3 109	7 769	13 598	15 337	-	52 619
Acceptations	8 897	2 366	82	-	-	-	-	-	-	11 345
Titres vendus à découvert	24 208	-	-	-	-	-	-	-	-	24 208
Titres mis en pension ou prêtés	46 917	2 653	24	76	-	-	-	-	-	49 670
Titrisation et passifs liés aux entités structurées	441	34	2 595	337	1 714	2 708	8 984	4 476	-	21 289
Divers	7 572	256	44	179	546	2 711	1 295	2 229	7 620	22 452
Total des autres passifs	90 609	8 664	7 855	2 359	5 369	13 188	23 877	22 042	7 620	181 583
Dette subordonnée	-	-	-	-	-	100	-	5 150	-	5 250
Total des capitaux propres	-	-	-	-	-	-	-	-	41 624	41 624
Total des passifs et des capitaux propres	134 100	51 259	45 035	17 356	25 754	36 284	66 866	40 693	281 946	699 293

1) Les dépôts à vue et à préavis sont inclus dans la colonne « Sans échéance ».

(en millions de dollars canadiens)

31 janvier 2016

	De 0 à 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 9 mois	De 9 à 12 mois	De 1 an à 2 ans	De 2 à 5 ans	Plus de 5 ans	Sans échéance	Total
Engagements hors bilan										
Crédits fermes 1)										
Contrats de location simple	31	62	93	92	89	335	736	695	-	2 133
Contrats de garantie financière 1)	5 409	-	-	-	-	-	-	-	-	5 409
Obligations d'achat	54	104	162	156	156	375	267	121	-	1 395

1) La grande majorité de ces engagements arrivent à échéance avant d'avoir été utilisés. Par conséquent, le montant contractuel total peut ne pas être représentatif du financement qui sera vraisemblablement requis dans le cadre de ces engagements.

	De 0 à 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 9 mois	De 9 à 12 mois	De 1 an à 2 ans	De 2 à 5 ans	Plus de 5 ans	Sans échéance	Total
Instruments financiers inscrits au bilan										
Actifs										
Trésorerie et équivalents de trésorerie	39 438	-	-	-	-	-	-	-	857	40 295
Dépôts productifs d'intérêts à d'autres banques	5 077	1 728	411	94	70	2	-	-	-	7 382
Valeurs mobilières										
Titres de négociation	954	1 432	633	3 900	2 241	3 639	5 993	15 940	37 728	72 460
Titres disponibles à la vente	1 260	1 198	995	590	2 434	4 641	18 699	16 476	1 713	48 006
Titres détenus jusqu'à leur échéance	66	96	367	311	318	658	3 721	3 895	-	9 432
Titres divers	3	-	-	-	-	-	61	13	943	1 020
Total des valeurs mobilières	2 283	2 726	1 995	4 801	4 993	8 938	28 474	36 324	40 384	130 918
Titres pris en pension ou empruntés	44 959	17 564	4 400	714	389	40	-	-	-	68 066
Prêts										
Prêts hypothécaires à l'habitation	1 189	2 022	4 014	4 758	4 567	17 807	61 913	9 648	-	105 918
Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers	475	619	1 334	1 509	1 513	3 844	23 578	9 228	23 498	65 598
Prêts sur cartes de crédit	-	-	-	-	-	-	-	-	7 980	7 980
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	6 406	8 895	5 929	6 482	16 426	16 118	45 541	8 203	31 076	145 076
Provision pour pertes sur créances	-	-	-	-	-	-	-	-	(1 855)	(1 855)
Total des prêts, déduction faite de la provision pour pertes sur créances	8 070	11 536	11 277	12 749	22 506	37 769	131 032	27 079	60 699	322 717
Autres actifs										
Instruments dérivés	3 611	2 862	1 043	1 827	752	4 961	9 591	13 591	-	38 238
Engagements de clients aux termes d'acceptations	8 607	2 692	8	-	-	-	-	-	-	11 307
Divers	1 249	445	47	4	-	-	12	4 347	16 854	22 958
Total des autres actifs	13 467	5 999	1 098	1 831	752	4 961	9 603	17 938	16 854	72 503
Total des actifs	113 294	39 553	19 181	20 189	28 710	51 710	169 109	81 341	118 794	641 881

Certains chiffres des périodes précédentes ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour la période à l'étude.

(en millions de dollars canadiens)

31 octobre 2015

	De 0 à 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 9 mois	De 9 à 12 mois	De 1 an à 2 ans	De 2 à 5 ans	Plus de 5 ans	Sans échéance	Total
Passifs et capitaux propres										
Dépôts 1)										
Banques	10 188	5 618	2 917	966	1 172	101	-	-	6 173	27 135
Entreprises et administrations publiques	22 866	39 848	22 135	7 498	10 962	14 497	27 112	10 891	107 809	263 618
Particuliers	1 632	3 457	5 392	3 872	6 086	8 787	15 135	1 784	101 271	147 416
Total des dépôts	34 686	48 923	30 444	12 336	18 220	23 385	42 247	12 675	215 253	438 169
Autres passifs										
Instruments dérivés	2 586	3 858	1 574	3 493	1 259	6 030	11 637	12 202	-	42 639
Acceptations	8 607	2 692	8	-	-	-	-	-	-	11 307
Titres vendus à découvert	21 226	-	-	-	-	-	-	-	-	21 226
Titres mis en pension ou prêtés	35 599	3 990	121	104	77	-	-	-	-	39 891
Titrisation et passifs liés aux entités structurées	2	880	446	2 514	337	3 864	8 834	4 796	-	21 673
Divers	8 148	319	30	15	185	1 071	3 181	2 201	7 497	22 647
Total des autres passifs	76 168	11 739	2 179	6 126	1 858	10 965	23 652	19 199	7 497	159 383
Dettes subordonnées	-	-	-	-	-	100	-	4 316	-	4 416
Total des capitaux propres	-	-	-	-	-	-	-	-	39 913	39 913
Total des passifs et des capitaux propres	110 854	60 662	32 623	18 462	20 078	34 450	65 899	36 190	262 663	641 881

1) Les dépôts à vue et à préavis sont inclus dans la colonne « Sans échéance ».

(en millions de dollars canadiens)

31 octobre
2015

	De 0 à 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 9 mois	De 9 à 12 mois	De 1 an à 2 ans	De 2 à 5 ans	Plus de 5 ans	Sans échéance	Total
Engagements hors bilan										
Crédits fermes 1)	1 815	6 651	3 994	5 946	6 549	15 542	63 885	2 319	-	106 701
Contrats de location simple	29	60	89	88	87	328	721	675	-	2 077
Contrats de garantie financière 1)	6 081	-	-	-	-	-	-	-	-	6 081
Obligations d'achat	54	103	153	160	154	467	302	127	-	1 520

1) La grande majorité de ces engagements arrivent à échéance avant d'avoir été utilisés. Par conséquent, le montant contractuel total peut ne pas être représentatif du financement qui sera vraisemblablement requis dans le cadre de ces engagements.

Certains chiffres des périodes précédentes ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour la période à l'étude.

RENSEIGNEMENTS À L'INTENTION DES INVESTISSEURS ET DES MÉDIAS

Documents destinés aux investisseurs

Les parties intéressées peuvent prendre connaissance de notre Rapport annuel pour 2015, du présent communiqué de presse trimestriel, des présentations qui l'accompagnent et des données financières complémentaires sur notre site Web à l'adresse www.bmo.com/relationinvestisseurs.

Téléconférence et cyberconférence trimestrielles

Les parties intéressées sont également invitées à se joindre à notre téléconférence trimestrielle, le mardi 23 février 2016 à 14 h (HNE). À cette occasion, les hauts dirigeants de BMO commenteront les résultats du trimestre et répondront aux questions des investisseurs. La conférence sera accessible par téléphone, au 416-695-9753 (région de Toronto) ou au 1-888-789-0089 (extérieur de Toronto, sans frais). L'enregistrement de la téléconférence sera accessible jusqu'au lundi 24 mai 2016, au 905-694-9451 (région de Toronto) ou au 1-800-408-3053 (extérieur de Toronto, sans frais) (code d'accès 5740558).

La cyberconférence trimestrielle sera accessible en direct à l'adresse suivante : www.bmo.com/relationinvestisseurs. Elle sera également accessible en différé sur notre site.

Relations avec les médias

Ralph Marranca, Toronto, ralph.marranca@bmo.com, 416-867-3996

Valérie Doucet, Montréal, valerie.doucet@bmo.com, 514-877-8224

Relations avec les investisseurs

Lisa Hofstatter, directrice générale, relations avec les investisseurs, lisa.hofstatter@bmo.com, 416-867-7019

Christine Viau, directrice, relations avec les investisseurs, christine.viau@bmo.com, 416-867-6956

Secrétaire générale

Barbara Muir, secrétaire générale, corp.secretary@bmo.com, 416-867-6423

Régime de réinvestissement des dividendes et d'achat d'actions destiné aux actionnaires (le Régime)

Prix moyen du marché, tel qu'il est défini par le Régime

Novembre 2015 : 76,78 \$

Décembre 2015 : 78,75 \$

Janvier 2016 : 72,57 \$

Pour obtenir des renseignements sur les dividendes ou signaler un changement d'adresse ou un envoi en double, prière de s'adresser à la :

Société de fiducie Computershare du Canada

100 University Avenue, 9th Floor

Toronto, Ontario M5J 2Y1

Téléphone : 1-800-340-5021 (Canada et États-Unis)

Téléphone : 514-982-7800 (international)

Télécopieur : 1-888-453-0330 (Canada et États-Unis)

Télécopieur : 416-263-9394 (international)

Courriel : service@computershare.com

Les actionnaires qui désirent obtenir de plus amples renseignements, notamment l'avis concernant notre offre publique de rachat dans le cours normal des activités, sont priés de s'adresser à la :

Banque de Montréal

Relations avec les actionnaires

Secrétariat général

One First Canadian Place, 21st Floor

Toronto, Ontario M5X 1A1

Téléphone : 416-867-6785

Télécopieur : 416-867-6793

Courriel : corp.secretary@bmo.com

Pour de plus amples informations sur ce rapport, prière de s'adresser à la :

Banque de Montréal

Relations avec les investisseurs

P.O. Box 1, One First Canadian Place, 10th Floor

Toronto, Ontario M5X 1A1

Pour consulter les résultats financiers en ligne, visitez notre site Web, à l'adresse www.bmo.com. Pour consulter les documents et les informations que nous déposons en ligne auprès des organismes de réglementation, visitez également notre site Web, à l'adresse www.bmo.com/relationinvestisseurs.

Notre Rapport de gestion annuel pour 2015, nos états financiers consolidés annuels audités et notre Rapport annuel sur Formulaire 40-F (déposé auprès de la Securities and Exchange Commission des États-Unis) peuvent être consultés en ligne, au www.bmo.com/relationinvestisseurs ainsi qu'au www.sedar.com. Des exemplaires du jeu complet d'états financiers audités pour 2015 de la Banque peuvent être obtenus gratuitement en en faisant la demande par téléphone au 416-867-6785 ou par courriel à l'adresse corp.secretary@bmo.com.

^{MD} Marque déposée de la Banque de Montréal

Assemblée annuelle de 2016

La prochaine assemblée annuelle des actionnaires aura lieu le mardi 5 avril 2016 à Toronto, en Ontario.